Paul GUILLAUME

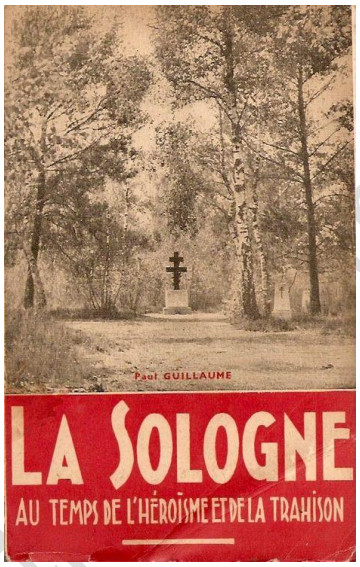
AU TEMPS DE L'HÉROÏSME ET DE LA TRAHISON

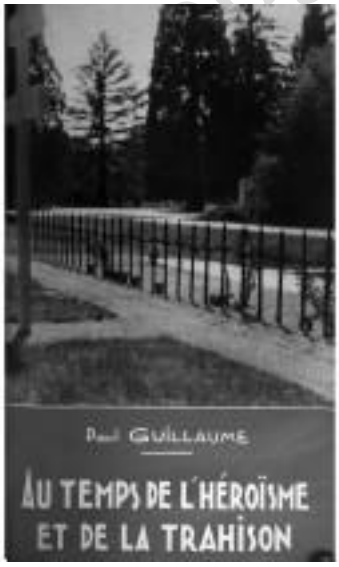
DONNÉES TECHNIQUES

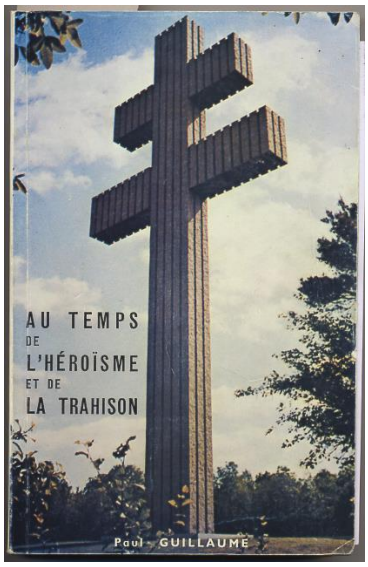
AVERTISSEMENT

Livre de l'abbé Paul Guillaume, historien du Loiret.
Orléans, 1978 (2e éd.), 357 p.

N'ont été mises ici que les parties traitant de Vengeance.
Les titres principaux sont repris de l'ouvrage. Les cartes, croquis et photos n'ont pas été reproduits.
Raymond de Faucamberge a été laissé dans son orthographe sans particule.







DERNIÈRE MISE À JOUR : 2 JANVIER 2024

***

SOMMAIRE

(Cliquez sur le n° de page voulu.)

Pseudonymes 4

Introduction 4

I. Collaborateurs, réfractaires, résistants 7

Traîtres 7
Collaborateurs 7
Parler sous la torture 12
Requis 14
Premières résistances 15
Administrations 16
Vengeance PTT 16
Église et Résistance 18

II. La guerre des renseignements 25

Le renseignement 25
L'ordre de bataille 26
L'aviation 27
Agents doubles 28
Souk 29
Une évasion 30

III. La guerre des renseignements (suite) 31

Le réseau Jade-Amicol 31

IV. Les groupes d'action 34

Mouvements 34
Mouvements politiques 34
Mouvements apolitiques 35
Le CNR 35
Libération-Nord 36

V. Le réseau Buckmaster (1942-1943) 39

VI. Les corps francs Vengeance 40

Claude Lerude 40
Jeunesse 41
Le chef 41
Vengeance 43
L'action 45
L'œuvre de Claude Lerude 46
Les sapeurs-pompiers 47
Saint-Jean de Braye 48
Les Ateliers d'Orléans 48
La Ferté-Saint-Aubin 49
Gien 50
Pithiviers 50
Capitaine Bertrand 51
M. Besnard 52
Arnouville 53
Position de Vengeance dans le Loiret 57
La formation des cadres 58

VII. Les corps francs Vengeance (suite) 60

La journée fatidique du 16 janvier 1944 60
Coup de filet 60

http://chantran.vengeance.free.fr/

Autres arrestations 62
Bernard Cognet 64
Le traitre 66
L'agonie du réseau 69
Corps francs Vengeance 73
Morts en déportation : 73
Morts des suites de déportation : 75
Tués au combat ou fusillés : 75
VIII. De Vengeance aux F.F.I. par le réseau Buckmaster 77
IX. Le roman d'un traître 82
X. Le maquis de Samatha 84
Parachutages 84
Samatha 84
L'attaque 85
La fin 88
XI. Les arrestations se multiplient après la trahison de Guy Eymar 89
XII. Deux héros et un traître 93
XIII. La guérilla générale est déclenchée dans le Loiret 98
XIV. Les maquis de la forêt d'Orléans 99
XX. La libération d'Orléans (16 août 1944) 100
F.F.I. et Américains 100
Saint-Péravy 102
Libération d'Orléans 103
La foule 103
XXI. Les derniers combats sur la rive gauche de la Loire 105
XXII. Libération de Pithiviers, Gien et Montargis 106
Arrestation des traîtres 106
Bildstein 106
Libération de Gien 106
Documents consultés 108

http://chantran.vengeance.free.fr/

Pseudonymes

Addé..... capitaine Bertrand
André..... lieutenant Georges-André Guyot
Arnou..... colonel Ollivier
Colonna..... Jean-Louis Pagnon
Delmas (général)..... général Fabre
Gauthier..... lieutenant Georges-André Guyot
Mahot..... Lavenant
Masson..... François Wetterwald
Michel..... Dumast
de Neuilly André..... André de Maindreville (traitre)
Paul VIII..... Claude Lerude
Pierre..... Bernard Cognet
Pèlerin..... Vic Dupont
Richard..... capitaine Jean Gillioz
Saint-Paul..... Philippe de Vomécourt
Souk..... Pierre Dard
Stevens..... Guy Faucheux
Vaupré..... commandant Thénard
Yves..... René Bonamy

***

Introduction

Écrire l'histoire de la Résistance cinq ans après les événements semble une gageure, tant le français moyen, déçu par la Libération qui ne lui a apporté ni l'abondance, ni la paix, est tenté de la rendre responsable de ses déceptions persistantes. Ce préjugé défavorable est encore accru par la marée montante des scandales provoqués ou entretenus par la politique ou la police : dans ces dernières années on a vu d'authentiques résistants -héroïques devant l'ennemi- s'injurier et s'acharner à se salir mutuellement, sans se douter qu'ils atteignaient par leurs manœuvres la figure de gloire de la Résistance elle-même ; on a vu se répandre une atmosphère pestilentielle de suspicion, qui a mis en évidence les profondes divisions des Français ; on a vu des réseaux, jadis unis contre l'ennemi, s'accuser les uns les autres de trahison, les polices inventer de prétendus complots, dans le seul but de masquer les faiblesses du gouvernement du jour, en donnant la Résistance en pâture à l'opinion publique et au mécontentement populaire. Est-ce pour ce douloureux destin que la Résistance s'est sacrifiée pendant l'occupation ? Est-ce cela que les morts d'hier ont voulu ?

Distinguons résistants et résistants. Une crise aussi profonde et aussi universelle que la guerre totale devait réveiller les pires instincts de la race : les tarés, les apprentis criminels, les anciens « droit commun », professionnels du vol et de l'assassinat, ont pris le maquis, et sous couvert de résistance ont poursuivi leur carrière à côté des vrais résistants. On a vu dans la forêt d'Orléans une bande commandée par Graillot, piller et voler ; c'est la Résistance authentique qui l'a poursuivie, et, après en avoir arrêté plusieurs, a mis fin à leurs scandaleux exploits qui déshonoraient leurs camarades honnêtes.

Depuis quelque temps, la Résistance, rongée déjà par ses dissensions intérieures et par le puissant dissolvant qu'est la politique, subit en outre l'offensive des anciens collaborateurs qui l'accusent publiquement d'avoir été inutile, et même nuisible à l'intérêt national, en la réduisant arbitrairement à « un quarteron d'Espagnols rouges, qui volaient des cochons dans les fermes et qui dans trois cents ans vaudront à notre pays la même réputation de valeur militaire que les

http://chantran.vengeance.free.fr/

Italiens ». Les résistants ont-ils donc été, au temps de l'héroïsme et de la trahison, des voleurs et des pleutres, opposés aux héroïques pantouflards, qui attendirent de la bonne volonté d'Hitler et de la servilité du gouvernement de Vichy le salut du pays ? Non ! Non ! La Résistance a été autre chose que cette caricature, et ce livre a pour but de montrer ce qu'elle a été véritablement. Pour rendre à la Résistance son vrai visage, il faut la replacer dans le cadre de l'occupation ennemie, où elle fut généreuse, désintéressée et glorieuse, à cette époque -déjà lointaine, hélas !- où des Français de toutes les classes sociales rivalisaient d'héroïsme, et où il n'y avait pas entre eux concurrence, mais émulation.

L'histoire de la Résistance doit-elle être une plaidoirie ? Certes non. Mais que d'obstacles à surmonter pour rester objectif et impartial ! Il faut vaincre l'excessive modestie de certains résistants, qui ont définitivement tourné la page de leur vie et, oubliant un passé glorieux, mais périmé, portent tous leurs efforts sur le présent, pour préparer un avenir meilleur ; il faut par contre se méfier des exagérations des prétentieux, qui ont composé après coup un personnage de légende et, craignant que l'histoire ne ratifie pas tous les mérites qu'ils s'attribuent, cachent prudemment les documents qu'ils détiennent, de peur que leur version personnelle ne résiste pas à la critique. La vérité est entre les deux extrêmes, combien difficile à démêler !

Enfin, les passions politiques et sociales viennent encore accroître la confusion, les uns attribuant injustement à leur parti ou à leurs amis le monopole de la Résistance ou la majorité truquée des fusillés, les autres, trompés par des préjugés de classe sociale, prétendant que les ouvriers seuls ont délivré le Pays, ou que seule la bourgeoisie a vraiment combattu efficacement, alors qu'en réalité toutes familles spirituelles de la nation -intellectuels et manuels, paysans ou ouvriers, riches et pauvres, partisans de droite ou de gauche, tous unis contre l'ennemi commun- ont aidé les Alliés à libérer la France.

Pour décrire objectivement la Résistance, faut-il donc cacher ses fautes ? Avec le recul du temps, il est facile de critiquer ; mais, dans le feu de l'action, pouvait-on avoir toujours raison ? Non. Toute œuvre humaine est imparfaite, surtout dans les circonstances exceptionnelles de la guerre et de l'occupation ; il y eut certes des erreurs de tactique, des imprudences mortelles, ou des faiblesses ; et il n'y a que ceux qui sont restés pendant la guerre au coin du feu qui puissent s'en étonner. Le bilan de la Résistance est cependant assez riche, cette page d'histoire de France assez glorieuse, pour qu'on reconnaisse loyalement ses faiblesses. L'auteur a essayé de démêler la trame des événements, sans passion, ni parti pris, afin de montrer la Résistance telle qu'elle a été, héroïque malgré ses faiblesses, désintéressée et profondément humaine. Le plus bel hommage qu'on puisse lui rendre est de la décrire telle qu'elle a été, sans dissimuler les ombres de ce tableau, sans effacer les rides de cette figure.

Négligeant la préface de la Résistance de 1940-1941, parce qu'elle était surtout individuelle et inorganisée, et la résistance politique qui sort du cadre de cet ouvrage, l'auteur a limité le sujet traité aux deux vagues de résistance armée, qui se sont succédées de 1942 à 1944 : la première née à la fin de 1942, après le débarquement allié en Afrique du Nord, et qui fut douloureusement décimée de juin à décembre 1943 et même en janvier 1944, et la seconde, qui devint l'armée des F.F.I., montée de toutes pièces dans le courant de 1944 pour prendre une part décisive à la Libération, en secondant les Armées alliées débarquées sur le sol français.

Cependant, cet ouvrage n'est pas complet ; car certains mouvements de résistance, repliés sur eux-mêmes, restent hermétiquement fermés aux enquêteurs étrangers, afin de pouvoir en toute liberté écrire leur histoire dans l'esprit qui les anime. L'auteur, qui pourtant les a sollicités, n'a pas cherché à forcer cette consigne du silence, et s'excuse auprès des lecteurs des lacunes qui peuvent en résulter. De leur côté, les combattants regretteront de ne pas trouver la liste complète des parachutages, l'énumération de tous les sabotages et de tous les coups de main exécutés contre les convois de l'armée allemande en retraite, l'histoire de chacun des petits groupes locaux ; l'auteur, ne pouvant se résoudre à composer un annuaire ou un rapport d'État-major, s'est borné à raconter les événements les plus marquants ou les plus tragiques. En terminant, il

http://chantran.vengeance.free.fr/

remercie les innombrables témoins ou acteurs de la Résistance, qui lui ont fourni photographies, documents, cartes, notes ou souvenirs personnels, grâce auxquels il a pu écrire cette histoire, qui en réalité est à double titre leur œuvre.

http://chantran.vengeance.free.fr/

I. Collaborateurs, réfractaires, résistants

Sous l'occupation, les Français, divisés comme ils l'ont toujours été au cours de leur histoire, se sont partagés en deux camps : la Collaboration et la Résistance, sans compter le groupe des « neutres », qui n'osait prendre parti et attendait la fin de la guerre pour se prononcer sans risques !

Traîtres

Nous ne parlons que pour mémoire des traîtres qui se sont mis au service de la *gestapo* :

- un Pierre Lussac, au masque de Faust, responsable de l'arrestation de cent quarante personnes et de la mort de cinquante-sept d'entre elles -un faible, abandonné par des parents divorcés,
- Rebours, le plus jeune de tous, vendu à la *gestapo* par sa mère dénaturée,
- Gressy, un faible, qui trahit pour rembourser les dettes contractées par sa femme pendant la drôle de guerre,
- Bodes, un dévoyé, qui a échappé à dix-sept ans à la tutelle de ses parents incapables de l'élever,
- André Laperche
- Jacques Eulot, victime du divorce de ses parents,
- Alain Lasne entraîné par l'exemple de ses parents vers la Collaboration,
- Andrée Calassou, une déséquilibrée, gouvernée exclusivement par ses sens, etc.

Nous les retrouverons tout au long de cette histoire.
Les jeunes surtout ont été recrutés par la *gestapo* chez les tarés, les invertis, les détraqués, qui acceptèrent la trahison pour satisfaire leurs perversités et jouir d'une vie facile, les poches pleines d'argent. Les Allemands les méprisaient : ce qui est la suprême injure, et leur honte. Ils ne méritent pas qu'on parle d'eux.

Collaborateurs

Mais le Français moyen, gagné à la Collaboration ou à l'attentisme, a été victime d'une arme puissante et insidieuse : la propagande.
Dès le début de l'occupation, l'ennemi s'empare des journaux, impose leur publication, mais en contrôle strictement la rédaction, en les obligeant à publier leurs thèmes favoris et en interdisant la diffusion d'informations pouvant nuire au travail de démoralisation sur lequel il compte pour réduire notre pays.
Au début, les fonctionnaires allemands de la *propagandastaffel* furent obligés de mettre la main à la pâte. Le 28 mars 1941 paraissait en première page du *Républicain* un article intitulé *Bilan*. Jamais sans doute la Résistance n'osa écrire un réquisitoire aussi sévère contre Vichy. Il se terminait par le vœu suivant : « Il faut que notre pays (*sic*) retrouve sa raison de vivre... » Le censeur avait-il été frappé d'amnésie, ou s'était-il endormi, pour laisser passer cette virulente critique du gouvernement du Maréchal Pétain ? Non. Car l'auteur laissait poindre le bout de l'oreille : « Il faut que notre pays, disait-il en terminant, s'affirme dans un groupement constructif pour faire sa révolution sociale et nationale (lisez plutôt « nationale-socialiste ») et collaborer à l'édification d'un monde nouveau, affranchi de la tyrannie sanglante du capitalisme ». Tiens ! Tiens !... *In cauda venenum.*
L'article, signé « B », était chapeauté d'un double trait, qui était pour les initiés la marque de la production allemande. Dès que les Boches s'aperçurent du subterfuge, ils firent supprimer ce signe distinctif. Bien des lecteurs prirent pour l'initiale de « Barbotte », qui commençait à faire sa cour aux Allemands, celle de Burreich, le chef allemand de la *propagandastaffel* à Orléans, qui avait écrit cet article, en appelant la France : « Notre pays ». On n'est jamais si bien servi que par soi-même. Avec le temps, les Boches profitèrent de la servilité de deux rédacteurs

http://chantran.vengeance.free.fr/

français qui consentirent à développer les thèmes imposés par l'ennemi. Grâce au concours de ces journalistes félons et des conférenciers à la solde des Allemands, tels que Jean-Hérold Paquis, Jean Azema et Georges Claude, qui parlèrent à Orléans, ils tentèrent d'empoisonner l'âme française et entreprirent un intense bourrage de crâne. La conférence de Paquis, annoncée par une publicité tapageuse, eut beaucoup plus de retentissement que celle de Georges Claude qui parla devant une salle aux trois quarts vide. La conférence, que fit le 12 décembre 1943 le chroniqueur de Radio-Paris, est un échantillon représentatif de la propagande, faite par les hommes de Vichy et financée par l'Allemagne.
Dès que la presse eut annoncé cette conférence, le 2e bureau de Vengeance confia aux commandants Solard et Thénard le soin d'y assister et d'en rendre compte ainsi que de l'atmosphère de la salle.

le commandant Solard

Le conférencier, encadré de deux gardes du corps en civil arriva à Orléans par le train de 19 h. 30, cherchant en vain les autorités allemandes, qui étaient absentes, et il s'emporta vivement contre leur sans-gêne à son égard. Il fut réduit à traverser à pied la place de la gare pour gagner sans escorte l'Hôtel Moderne ; arrivé dans sa chambre, il déposa son revolver sur la table de nuit pendant que ses gardes du corps, à quatre pattes, exploraient le dessous des meubles et du lit, défaisant même celui-ci pour en examiner l'intérieur. Ils prirent possession de leurs chambres respectives, l'une en face de celle de leur patron, l'autre immédiatement voisine ; enfin ils reconnurent le trajet que devait suivre Paquis pour se rendre aux W.C. Après avoir ainsi assuré la sécurité de leur chef, ils descendirent avec lui au café de l'hôtel pour l'apéritif et y retrouvèrent l'officier de la *propagandastaffel*, auquel Paquis reprocha avec violence l'absence d'une voiture et d'une délégation pour l'accueillir à la gare. « Comment, lui dit-il, je viens ici sur votre invitation ; car c'est vous qui avez organisé la réunion ; et vous me recevez aussi cavalièrement ! » L'officier allemand se confondit en plates excuses.
Un service d'ordre exceptionnel, dirigé par M. Rossignol, occupait non seulement la salle de l'Artistic et ses abords, mais même les toits. Rossignol saisit un tract répandu en ville dans l'après-midi, et qui avait pour titre humoristique : « Paquis au maquis ».
Jean Azema, qui ce soir-là n'était pas en forme, présenta assez mal son camarade de Radio-Paris ; puis le conférencier prit possession de la tribune, très cavalièrement -c'est le cas de le dire, puisqu'il portait une culotte de cheval, couleur mastic, avec bottes de cavalerie- encadré de ses deux gardes du corps, face au public, en tenue noire avec épaulettes rouges, le revolver passé dans le ceinturon ; les jambes écartées comme les sentinelles allemandes, ils ont gardé l'immobilité absolue pendant toute la conférence, la main droite posée sur la crosse du revolver.

http://chantran.vengeance.free.fr/

Jean-Hérold Paquis, orateur truculent et gouailleur, parla d'un ton vulgaire et grossier, essayant de déchaîner de gros rires, ridiculisant par des anecdotes les gaullistes et les résistants. Par exemple, il parla de ces Français naïfs, qui espéraient que les Anglais gagneraient pour leurs beaux yeux la guerre contre l'Allemagne et qui croyaient que ce serait alors fini. « Ces pauvres c... de Français oublient qu'ils iront ensuite au Japon en bateau ; ils auront le mal de mer et dégueuleront par-dessus bord. Au bout de 15 jours de traversée, épuisés, ils diront : « Mon Dieu, que le Japon est loin ! On n'y arrivera donc pas ! Et nous n'en reviendrons jamais ! » etc. Paquis, après sa conférence ne quitta la scène de l'Artistic que lorsque le public eut entièrement évacué la salle. À la sortie des coulisses, dans la salle, une vingtaine de miliciens rendaient les honneurs, le bras tendu à la mode nazie, et Paquis passa sous cette voûte pour sortir, accompagné d'une dizaine de policiers en civil, et gagner l'Hôtel Moderne. M. et Mme (?) Paquis, M. et Mme Azema furent les hôtes de l'officier de la *propagandastaffel* et de sa maîtresse, une Française, avec les deux gardes du corps. Malgré les restrictions sévères de l'époque, le menu comportait potage, assiette anglaise -Non ! plat de viande froide- terrine d'alouettes, faisan rôti, pommes frites, fromage et fruits. Au cours du repas, J.-H. Paquis poursuivit ses critiques virulentes contre les méthodes de la propagande allemande. Il disait même insolemment « les Boches » en parlant de ses patrons, et l'officier allemand encaissa sans réagir les insultes de ce puissant personnage qu'était Jean-Hérold Paquis. En terminant, il lui donna même une leçon de propagande : « Sarrault, dit-il, a été descendu par mes gardes du corps, et son frère Albert subira le même sort dans la huitaine. Or le thème de la propagande que j'ai lancée est le suivant : Sarrault assassiné par les gaullistes. Faites de la propagande semblable, et vous réussirez. » Humblement l'officier de la propagande demanda au dessert à son irascible invité s'il était satisfait du repas. L'autre répondit avec colère et sans-gêne qu'il mourait de faim. « Il me faut toujours quelque chose à me mettre sous la dent, un bifteck ou un gaulliste ! » Le propriétaire de l'hôtel, M. Diffre, convoqué sur le champ, se confondit obséquieusement en excuses et proposa, pour satisfaire l'appétit de son client, un second service ; on recommença, par le potage, un second souper qui ne se termina qu'à 3 heures du matin.

Le lendemain, les commandants Solard et Thénard confrontèrent leurs deux comptes rendus, qui furent fusionnés en un rapport dactylographié par *Marthe*, et confié au lieutenant Guyot ; celui-ci prit le même train que la troupe de Paquis avec le rapport et un plan du camp de Bricy en poche. Les renseignements sur Sarrault furent spécialement notés et transmis, afin de le défendre contre les tueurs du célèbre collaborateur.

Cette propagande allemande par la presse et les conférences atteignit au moins les profiteurs, les imbéciles et les faibles.

Les profiteurs ? L'argent fut une terrible tentation pour certains hommes d'affaires qui placent le profit personnel au-dessus de toute considération d'honneur national. On a cité le mot cynique d'un industriel Orléanais à la Libération : « J'ai gagné beaucoup d'argent avec les Allemands. C'est vrai. J'en ferai autant maintenant avec les Américains.... Les affaires sont les affaires ».

Un industriel de Sully-sur-Loire, qui travailla pendant toute la guerre pour la *wehrmacht*, qui avait fait classer son usine *Runstung Betrieb*, qui s'était rendu en admirateur à la foire de Leipzig, s'est en outre montré un collaborateur docile, en prenant des sanctions contre les ouvriers qui avaient observé une minute de silence à la mémoire des fusillés, en proposant l'envoi en Allemagne d'équipes entières d'ouvriers et en menaçant de dénoncer les réfractaires à la *kommandantur*.

- Vous écoutez les manants, les voyous, les traîtres de Londres, de New-York et de Moscou, et vous croyez que ces gens-là vont nous dicter la loi ! disait-il pendant l'occupation à ses ouvrières.

http://chantran.vengeance.free.fr/

Le contraste entre les résistants et les profiteurs était parfois si frappant qu'il en était scandaleux. Blanche Desbordes, agent de liaison de Vengeance à Pithiviers, a servi le 11 novembre 1943 - était-ce pour fêter l'armistice de 1918 ?- un colonel allemand, invité chez un industriel. Que dut-elle penser au cours de ce repas, elle qui paya de la déportation son activité dans la résistance et mourut avant de rentrer à Pithiviers ? Un abîme sépare Blanche Desbordes des profiteurs de guerre, qui, tout en détestant les Allemands dans le fond de leur cœur, les flattaient pour avoir leurs commandes. Les trafiquants, qui ont fait fortune, blanchis aujourd'hui, tremblent encore que la découverte de dossiers de la collaboration économique ne soit pour eux un jour une lourde charge.

Les imbéciles ? Il y en a toujours eu, mais les époques troublées les font pulluler. En voici un exemple typique.

Robert Grivé, fermier de Porcheresse à Saint-Sigismond, est le type du profiteur imbécile qui se compromet sottement par intérêt et vanité ; pour gagner beaucoup d'argent, il livrait très peu de produits au ravitaillement et les vendait très cher à « ces messieurs ». Comment un ancien combattant, qui a mérité la Croix de guerre, a-t-il pu abdiquer aussi bêtement en 1940 ? Mystère de la sottise humaine et de l'égoïsme. Pour le juger, il suffit de lire la lettre suivante qui lui a valu 7 ans de réclusion et la confiscation de ses biens.

> « Le sieur Grivé Robert a l'honneur d'assurer Messieurs les officiers de la *kommandantur* d'Orléans qu'il est un fervent partisan du régime hitlérien, qui a fait la grande et puissante Allemagne d'aujourd'hui en quelques années seulement par un travail persévérant et méthodique dans une justice sociale et une fraternité admirables.
>
> Quel malheureux contraste avec notre pauvre France dégénérée et pourrie par la félonie, les mensonges et la lâcheté rapineuse de cette triste judéo-maçonnerie !
>
> Je fus bien déçu, quand j'appris que le *Fuhrer* Adolphe Hitler avait été trop bon, en ne prenant à la France que l'Alsace-Lorraine. Ainsi donc la France, avec son fameux régime démocratique, ne pourra avoir que des gouvernements d'incapables et de profiteurs comme avant sans doute...
>
> J'espère et je souhaite de tout mon cœur la victoire rapide de l'Allemagne sur la Grande-Bretagne, et d'être débarrassé pour toujours de tous les juifs qui nous ont empêchés de collaborer et de vivre en amitié avec le grand peuple travailleur et courageux, l'Allemagne, le grand Reich d'Adolphe Hitler.
>
> Heil Adolphe Hitler ! Vive l'armée allemande !
>
> Bien respectueusement je vous salue à l'hitlérienne. Signé : Grivé. »

Il ajoute ce post-scriptum savoureux : « Je suis fournisseur de beurre, œufs, crème, volaille. Si ces Messieurs les officiers de la *kommandantur* le désirent, je pourrais également leur fournir des marchandises. » (1941)

N'insistons pas : les imbéciles et les trafiquants n'étaient qu'une minorité ; mais le problème de la collaboration des jeunes est beaucoup plus douloureux, et doit être examiné objectivement. En 1941, un jeune ingénieur, évacué d'un *stalag* comme grand blessé, me disait à son retour en France, en parlant de la jeunesse : « Elle est anesthésiée ; elle ne se réveillera que lorsqu'on lui parlera de revanche. » Et on ne pouvait en parler à cette époque ; mais, à partir de 1942, la propagande ennemie a porté des fruits. Les jeunes, plus passionnés que leurs aînés, se sont partagés entre les deux camps et ont suivi leurs maîtres dans la Collaboration ou dans la Résistance.

J'ai reçu, à la fin de 1944, la visite d'une mère éplorée qui venait me conter son douloureux calvaire : son fils, un Orléanais, trompé par la virulente propagande de Maurras, s'était engagé en 1942 dans la L.V.F., croyant servir la France. Admirateur et disciple du vieux philosophe, qui, après avoir prêché pendant près d'un demi-siècle le nationalisme le plus intégral et la haine la plus violente de l'Allemagne, s'est prudemment retiré en zone libre et y est devenu le conseiller politique du Maréchal, le théoricien et le chef du parti de la démission, l'élève a eu

le tort de sortir de la spéculation et de tirer une conclusion pratique de l'enseignement de son maître, en s'engageant dans la nouvelle croisade. Ému par le chagrin de son père et tenaillé par le remords, il déserta six mois plus tard et se cacha à la campagne ; mais il fut repris par les Boches et déporté en Allemagne, où il expiait depuis un an son erreur et d'où il n'est jamais revenu. Ce jeune homme était-il coupable ? Non. Il était victime des maîtres qui l'ont conduit au bord de l'abîme[1].

À Orléans, deux chefs scouts, aussi dynamiques, aussi enthousiastes, animés de la même foi patriotique et du désir ardent de « servir » avec la même sincérité, ont entraîné leurs camarades dans leur sillage, Claude Lerude vers la Résistance, et un autre Claude vers la Collaboration, puis vers la Milice.

« Pour nous, qui avons vingt ans, qu'est-ce que la Milice ? écrivait ce dernier à un camarade qu'il voulait engager dans la Milice... La Milice, force armée et combattante, ce sont les Francs-gardes. La Milice, révolution nationale, c'est la conception d'un ordre nouveau de la Chevalerie. Elle est constituée de pères de famille, d'officiers, de commerçants, de magistrats, d'hommes racés... Pour eux, tel est le sens de la lutte qu'ils entreprennent : retour à l'ordre, à la propreté morale, sans trop préciser du reste... »

Il recruta pour la Milice des camarades aussi généreux et désintéressés que lui ; mais, sous la pression des Allemands, la Milice fut transformée en *hilfspolizei*, où dominaient les brutes, comme Foucault, et les voyous. Désillusionné, Claude essaya de se dégager, mais il était pris dans l'engrenage. Il aurait pu s'évader et gagner le maquis ; mais, faute de conseillers éclairés et énergiques, faute de relations dans l'autre camp, il resta prisonnier des Boches et fut obligé de participer à des opérations armées contre les patriotes, opérations qui lui répugnaient dans le fond de son cœur. Après la libération, il a été condamné aux travaux forcés. Juridiquement, il était coupable ; moralement il était victime de ses maîtres, de Maurras en premier lieu. Dans le camp de Struthof, où il purge sa peine, a-t-il compris son erreur ? Nous pouvons imaginer ses sentiments par la confession d'un de ses camarades, ancien élève du lycée d'Orléans, qui commanda la section orléanaise des « Francs-gardes », Bob, condamné également aux travaux forcés. Il écrivait, à l'occasion de Noël 1946, à une femme qu'il aime et respecte comme sa mère :

> « Votre lettre, à laquelle je n'ai pas osé répondre, m'a fait grand plaisir. C'est un bien si précieux et si rare qu'une amitié fidèle dans l'épreuve. Alors qu'autour de nous il n'y a que le mépris injuste ou la haine aveugle, alors que la discipline nous plie mécaniquement, vous ne pouvez savoir combien il est doux, et réconfortant de penser que quelques rares personnes du dehors sont restées fidèles et ne nous abandonnent pas. Ce n'est pas la rancœur qui me fait vous confier cela ; non, un peu d'amertume peut-être, et le sentiment d'une injustice flagrante envers les jeunes. Quel est notre crime à nous les jeunes ? - D'avoir cru de bonne foi à une France propre qui serait délivrée des maux dont elle meurt inexorablement. D'avoir été bernés, trompés, dupés par des hommes qui n'en valaient pas la peine, et que n'agitaient que des ambitions égoïstes... »

Bob regrette trop tard, hélas ! d'avoir été, comme il dit, berné, trompé, dupé. Il a des excuses : son éducation a souffert de la séparation de son père et de sa mère ; il a été élevé par elle seule,

[1] La Cour de Justice de Paris a jugé, le 30 octobre 1945, Jean Lousteau, speaker de Radio-Paris, un pauvre garçon, qui n'a jamais connu sa mère et qui ne fut reconnu par son père, haut fonctionnaire de la Banque de France, que pour être abandonné aussitôt à des mains mercenaires. Privé déjà de toute affection familiale, il eut en outre la malchance de subir l'influence néfaste de son professeur Jean Héritier qui le fit entrer à 19 ans à *L'Action française*. Le culte spirituel qu'il voua à son ancien professeur et au maître Charles Maurras le conduisit d'étapes en étapes de l'*Action française* à Radio-Paris, où il fut speaker, puis à la *waffen SS*, où il s'engagea, et enfin sur les bancs de la Cour de Justice qui le condamna à mort. Ce malheureux, qui avait fini par perdre le sens national, avait été intoxiqué par les mêmes maîtres que l'Orléanais, qui, lui, est mort en déportation. Quelle effroyable responsabilité pèse sur ces mauvais bergers qui ont entraîné les jeunes dans la Collaboration, préface de la trahison pour ceux de leurs disciples qui ont poussé plus loin que leurs maîtres les conséquences de doctrines qui les avaient intoxiqués.

tandis que son père avait un jour disparu sans donner de nouvelles, s'était engagé dans la Légion étrangère, y avait gagné des galons et a pris part à la Libération de la France avec l'Armée de Lattre de Tassigny ; mais il avait tout de même abandonné ses quatre enfants dont Bob, l'aîné ; et ce grand garçon, instable lui-même par atavisme, a souffert profondément d'avoir été élevé dans une famille disloquée. C'est encore une victime.

Le cas de Claude et de Bob est celui de milliers de jeunes Français que leurs maîtres ont égarés, et ces derniers sont les vrais coupables. Pour se convaincre de cette écrasante responsabilité, il suffit de lire une invraisemblable circulaire confidentielle d'Abel Bonnard, ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement du Maréchal Pétain, à tous les responsables des groupements de jeunesse étudiante ou sportive et des centres de jeunesse (en date du 31 mars 1942) :

> « Nous avons besoin de vous, de votre expérience, de votre dévouement à la cause du Maréchal pour entraîner la jeunesse dans la bonne voie (*sic*). Vous qui êtes un serviteur dévoué de notre Maréchal, un artisan de l'Europe nouvelle et de la Collaboration, répondez à notre appel. Faites-nous part de vos suggestions. Dénoncez aux autorités occupantes les mauvais Français, ennemis de la Collaboration (*sic*). Faites pression sur les jeunes que vous dirigez, que vous influencez, pour qu'ils s'enrôlent dans la Légion des volontaires (L.V.F.). Faites adhérer les jeunes aux organisations patronnées par les autorités occupantes : l'U.P.J.P., chef : Jacques Doriot, -les J.N.P., chef : Marcel Déat. En agissant ainsi, vous agirez en bon Français, dévoué à leur chef, le Maréchal Pétain. Vous seconderez utilement le gouvernement du Président Laval, honneur de la France. »

Le signataire de cet appel à la dénonciation est un Français. Ce criminel, coupable d'avoir trompé la jeunesse et d'avoir trahi son pays, a échappé au châtiment en fuyant à l'étranger, pendant que Claude, Bob et des milliers de leurs camarades expient durement la faute de s'être trompés ou plutôt d'avoir été trompés, dupés, bernés par lui et par les maîtres de la jeunesse qui ont collaboré avec l'ennemi. Ce contraste injuste est le vrai scandale de la jeunesse.

Parler sous la torture

Un autre douloureux problème divise les déportés : « Les résistants qui, sous l'action de la torture, ont dénoncé des camarades, sont-ils des traîtres ? »

Beaucoup de ceux qui ont été dénoncés et qui sont rentrés des geôles d'Allemagne accusent maintenant leurs dénonciateurs et les traînent devant les Cours de Justice. Leur ressentiment est tellement humain ! Les accusés ont d'ailleurs parfois attiré ces représailles par leurs maladresses ou leurs vantardises. Tel déporté, qui eût été oublié s'il avait spontanément changé de résidence, est rentré chez lui, vantant bruyamment son héroïsme dans la Résistance et même dans les camps de déportation. Mais ses camarades qu'il a dénoncés ou livrés sont rentrés à leur tour, du moins quelques-uns, qui sont devenus de redoutables accusateurs. Tel autre a déclaré à la gendarmerie qu'il avait résisté victorieusement à toutes les tortures et n'avait jamais livré un seul nom. Quelques mois plus tard, le procès-verbal de son interrogatoire par la *gestapo* est découvert dans les dossiers allemands et révèle qu'il a livré une dizaine de compatriotes. On s'agite autour de lui, on murmure et finalement on l'accuse.

Cependant les deux cas sont fort différents. Le premier a été condamné, pour avoir accompagné les Allemands et provoqué l'arrestation de ses camarades revenus maintenant de déportation. Celui-là est coupable, au moins de faiblesse. Peut-être peut-il invoquer des circonstances atténuantes : il a cédé pour obtenir par son zèle une atténuation, d'ailleurs illusoire, de sa peine et la libération de sa famille. Le second, comme tant d'autres, n'a pu supporter la torture et a parlé ; il n'est pas un traître, mais une victime, et il a droit à la pitié et au pardon.

Bernard Cognet de Vengeance, qui écrit en parlant de son interrogatoire : « S'ils avaient continué une demi-heure de plus, je ne sais pas ce qui se serait passé », a le droit d'apporter son témoignage dans ce douloureux débat : « N'étant moi-même responsable d'aucune arrestation,

http://chantran.vengeance.free.fr/

je suis aujourd'hui d'autant plus fort pour demander que l'on n'accable pas ceux qui furent obligés de parler sous des tortures au-dessus des forces d'un homme. J'ai personnellement assisté comme spectateur -en attendant mon tour- aux interrogatoires d'un tout jeune garçon qui a tout donné, mais qui est mort peu de temps après, les tortures ayant été trop fortes. Ceux-là aussi sont-ils des traîtres ? Nous n'avons pas le droit de les rejeter, et surtout ceux qui n'ont pas connu la *gestapo* dans toute son horreur n'ont pas le droit de les juger ». Ce témoignage irréfutable est encore confirmé par l'attitude émouvante d'un déporté victime d'une dénonciation involontaire.

Pendant le procès de la *gestapo* d'Orléans devant la Cour de Justice (juillet 1946), cette tragique situation fut évoquée au cours d'une audience. Un matin, Mme Séville, dont le mari est mort déporté, était à la barre et accusait un de ses voisins, collaborateur notoire, d'avoir dénoncé son mari.

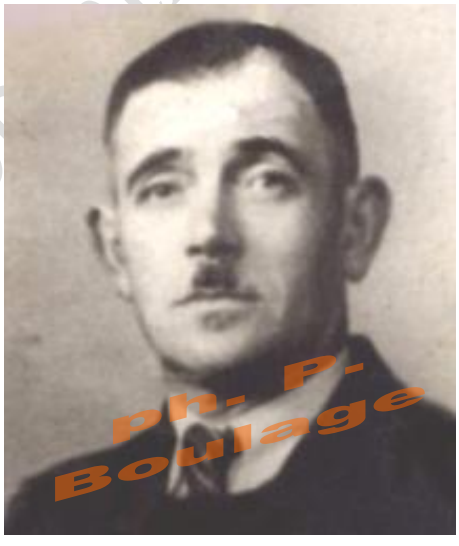
Lussac demande la parole :

> « Voici, dit-il, comment M. Séville a été arrêté. M. X... (mort depuis en déportation)[2] a été arrêté dans la maison de M. Pagnon où une souricière était établie ; il fut interrogé à la *gestapo* -et on sait par quelles méthodes auxquelles aucun interné n'a pu résister, a déclaré Lussac avec une évidente exagération dans une autre intervention- il a donné deux noms, continue Lussac, celui de M. Séville que Gressy a été chargé d'amener à la *gestapo,* et celui de M. Brossard que j'ai été moi-même arrêter à Artenay. »

À l'audience du soir, le président invite Lussac à répéter devant M. Brossard, qui est à la barre à son tour, ce qu'il a dit le matin. Au milieu de l'émotion générale, M. Brossard répond à ces révélations :

> « Mon camarade m'avait dit en déportation qu'il avait donné mon nom. Je lui ai pardonné de son vivant. Je lui pardonne toujours. »

Le religieux silence avec lequel a été écoutée par un auditoire cependant passionné cette déclaration émouvante, était le plus bel hommage qui pouvait être rendu à cet héroïque déporté, surtout quand on sait que, rentré du bagne nazi malade et épuisé, il avait été pendant de longs mois accusé par sa veuve d'avoir dénoncé ce camarade et d'être responsable de sa mort, et il avait eu le courage méritoire de garder pour lui son secret, de peur de ternir la mémoire d'un mort, son compatriote et ami.[3]



Marcel Girault

[2] Il s'agit de Marcel Girault : à son sujet, voir le texte mis sur le site. Note de Marc Chantran.
[3] Sur cette prétendue trahison de Marcel Girault, lire le récit de Pascal Boulage, sur le site. Note de M. Chantran.

Requis

La prolongation indéfinie de la guerre, les pertes élevées de la *wehrmacht* en Russie posèrent de façon aiguë le problème des effectifs ; il fallut mobiliser les ouvriers allemands et, pour les remplacer, faire appel à la main-d'œuvre étrangère dans les pays occupés. En France, une vaste campagne de propagande, vantant les hauts salaires payés en Allemagne et le bien-être des ouvriers d'outre-Rhin, fut entreprise pour obtenir des volontaires. L'échec fut flagrant ; les seuls volontaires furent des tarés, des repris de justice ou des aventuriers, ne fournissant qu'une main-d'œuvre de valeur médiocre.
Puis la relève des prisonniers, annoncée par une publicité tapageuse, fut présentée comme un geste magnanime du *Fuhrer* ; mais à l'usage on s'aperçut qu'il fallait trois volontaires pour le retour d'un prisonnier, ce qui faisait deux prisonniers de plus. Devant l'absence persistante d'engagements, l'Allemagne fut contrainte par la nécessité de décréter la mobilisation civile, en appelant d'abord les jeunes gens, dispensés du service militaire par les événements. Il y eut des incidents nombreux. Transportés par trains spéciaux en Allemagne, les jeunes gens chantaient la Marseillaise en manière de protestation aux arrêts dans les gares où ils étaient parqués sous la surveillance de soldats allemands. Un train venant de Bourges en passant par Orléans portait à la craie sur les wagons des inscriptions séditieuses, telles que « Pétain au dodo ! Laval au poteau ! ». La *feldgendarmerie* s'inquiéta et menaça ; et un commissaire de police négocia avec les conscrits et obtint par la persuasion la disparition des inscriptions, que, dans son for intérieur, il approuvait.
L'appel de la classe 1941 provoqua à Pithiviers des incidents graves ; une vingtaine de jeunes gens furent déportés : six ne sont pas rentrés.
Le 1er mars 1943, les jeunes gens de la classe 1941, mobilisés pour le travail en Allemagne, étaient convoqués pour passer la visite médicale. L'après-midi, la ville de Pithiviers n'étant plus occupée par l'armée allemande, ils décidèrent de défiler -comme les conscrits d'avant-guerre à la suite du conseil de révision- et de se faire photographier sur le perron de la Caisse d'épargne. Ils défilèrent donc en groupe, presque tous portant un petit drapeau tricolore et les chefs de file les trois drapeaux, français, anglais et américain. Le soir, ils firent un banquet au restaurant Laumonier, où dînait déjà un vétérinaire allemand en tournée de service ; pour ne pas être dérangé par cette bande joyeuse et bruyante et leur laisser toute liberté, il demanda à être servi au premier étage, et ne s'occupa plus de cette jeunesse. Le photographe Pierre Cherret, par prudence, maquilla la photographie, en camouflant les drapeaux sous des inscriptions de circonstances, telles que « Pithiviers 1941 », « Classe 1941 » et « Vive la classe ».
Le lendemain, tout était rentré dans l'ordre et chacun des conscrits attendait sa convocation pour partir en Allemagne. Mais le 4 mars, vers 18 heures, plusieurs voitures allemandes arrivèrent à Pithiviers ; l'une d'elles débarqua des S.S. à la gendarmerie, pendant que le docteur Ménard (alias *Breichneider*) allait à la librairie Joly ; il demanda Jean Villette et le conduisit en face de la gendarmerie au bureau allemand du travail, tenu par un unijambiste, Péron, collaborateur vendu aux Allemands, qui souleva contre lui tant d'animosité à Pithiviers, que les Boches furent obligés de faire garder chaque nuit l'office du travail où il habitait, par des hommes désignés à tour de rôle dans la population pour la garde des voies ferrées. Le docteur Ménard interrogea Jean Villette sur le défilé des conscrits auquel il avait pris part, et lui demanda les noms de ses camarades. Jean Villette répondit qu'il les ignorait ; Péron, interrogé à son tour, prétexta qu'étant arrivé depuis peu à Pithiviers, il y connaissait peu de personnes, et vraisemblablement il ne tenait pas à dénoncer ses compatriotes aux Allemands devant un Français. Furieux, le docteur Ménard se fâcha et, ne pouvant pas obtenir les renseignements dont il avait besoin, il retourna vers sa 402, auprès de laquelle d'autres agents allemands l'attendaient ; il monta avec eux en voiture, obligeant Jean Villette à les conduire chez le photographe Cherret, avenue de la Gare. Jean Cherret, croyant avoir à faire à des clients, sortit du laboratoire et se présenta au docteur Ménard, qui lui demanda si c'était lui qui avait

http://chantran.vengeance.free.fr/

photographié les conscrits. En entendant cette question, Pierre Cherret sortit à son tour du laboratoire et reconnut les faits. Ménard et les Allemands obligèrent les deux frères à passer en revue tous les clichés entreposés dans le laboratoire, et ils trouvèrent facilement le cliché incriminé ; les deux frères, n'étant pas sur leurs gardes ne l'avaient pas caché. Pierre Cherret fut donc arrêté et rejoignit dans la voiture Jean Villette.
L'auto qui les emportait se dirigea vers le commissariat ; le docteur eut une altercation avec le commissaire Menudier et lui donna l'ordre de faire arrêter tous les jeunes gens de la classe 1941 ; il confisqua même le drapeau français et sortit du bureau, le drapeau à la main ; ne pouvant le placer dans la voiture, il brisa la hampe et en jeta les morceaux à la tête de ses prisonniers. L'auto revint à Orléans ; et les deux prisonniers subirent un interrogatoire d'identité, puis furent écroués à la prison. Le lendemain, Jean Villette fut interrogé de nouveau à la *gestapo* sur le défilé des conscrits, dont on lui demanda les noms ; il prétexta le manque de mémoire, pour éviter de donner les noms de ses camarades. L'officier, qui avait sous les yeux un rapport détaillé sur l'affaire, lui nomma tous les conscrits, en lui montrant leur portrait sur la photo.
Dans la soirée du 4 mars, après l'arrestation de Villette et de Cherret, les Allemands firent arrêter à leur domicile tous les jeunes gens par la gendarmerie, et vers minuit un autocar les emmena à Orléans. Le lendemain, sur les instances du sous-préfet et du commissaire de police Menudier auprès des familles, Vassort, Gibier et Maréchal, qui avaient échappé à la rafle de la veille, se livrèrent au commissaire de police, qui les fit conduire aux Allemands. Les gendarmes d'Outarville, arrêtèrent pendant la nuit Paul Chaline, qui était chez son frère à Tivernon, et le conduisirent aux Boches.
Ces jeunes gens furent déportés à Mauthausen, ou six d'entre eux sont morts à la suite des mauvais traitements qu'ils ont subis. Pierre Cherret, le premier, affaibli par le manque de nourriture, s'éteignit en juin 1943.

Premières résistances

Après les conscrits, les Allemands, poussés par un besoin de plus en plus impérieux d'effectifs, firent un prélèvement sur les ouvriers et employés de toutes les entreprises, même artisanales. Les premiers appelés partirent en Allemagne, mais peu à peu la Résistance s'organisa ; il fallut des cachettes, des faux papiers et des titres d'alimentation, pour éviter le départ des ouvriers. Presque toutes les fermes de Sologne et de Beauce reçurent des réfractaires ; les mouvements de résistance les plaçaient, veillaient sur eux, les changeaient de résidence, dès qu'ils étaient dépistés. Un très grand nombre de secrétaires de mairie étaient complices et fraudaient sur les tickets de pain en faveur des réfractaires.
Les Allemands constatèrent vite que les défections étaient de plus en plus nombreuses, puis massives. Ils commencèrent alors une lutte à outrance contre les réfractaires, transformèrent la Milice en *hilfspolizei*, pensant que des Français réussiraient plus facilement dans cette guerre d'espionnage à dépister leurs compatriotes.
Il est impossible de citer les phases multiples de cette guerre sournoise, dont les victimes ont été déportées. Citons parmi tant d'autres, à titre d'exemple :

- Dans le val de Loire, près de Châteauneuf, arrêtés le 13 juil let 1944 par les soins de Jacques Eulot et d'Alain Lasne, 17 réfractaires sont déportés en Allemagne, où 9 d'entre eux sont morts.
- Dans le Gâtinais, des jeunes gens cachés par M. le curé du Bignon-Mirabeau, l'abbé Ygonnet, furent également arrêtés. Sa charité l'avait poussé à fournir de faux papiers à des juifs pour les soustraire à la déportation et au four crématoire ; son optimisme invétéré lui inspirait des sermons dans lesquels il annonçait à ses ouailles que la France finirait par sortir victorieuse de l'épreuve ; son dévouement aux jeunes lui suggérait de cacher des réfractaires, qui s'étaient confiés à lui et dont il se regardait comme le

http://chantran.vengeance.free.fr/

protecteur. Ce petit homme actif, débrouillard, optimiste, avait hébergé au presbytère jusqu'à 7 pensionnaires qu'il plaça dans les fermes, gardant avec eux un contact étroit, s'intéressant à leur santé, les orientant vers les mouvements de résistance et soutenant leur moral.

Par suite de quelles circonstances la *gestapo* de Fontainebleau a-t-elle découvert ce groupe ? Le 28 juin 1944, elle arrêtait l'abbé Ygonnet, la secrétaire de mairie, Mme Batby-Berquin, coupable d'avoir fourni de faux papiers aux jeunes gens, son fils Gilbert et un de ses camarades, Jean Marteau ; puis un peu plus tard tous les réfractaires, dispersés dans les fermes, furent arrêtés, dont un jeune père de famille, Pierre Gou. Tous moururent en déportation, sauf un unique survivant, M. Jean Marteau.

À la fin de janvier 1945, l'abbé Ygonnet, déporté à Dachau, disait à ses compagnons de misère : « Je voudrais bien travailler encore sur le champ du Seigneur ; mais, après tout, que sa volonté soit faite... » et il mourut peu après d'épuisement.

Administrations

Tandis que les jeunes étaient obligés de se cacher pour ne pas travailler au profit de l'Allemagne, beaucoup de leurs aînés ont systématiquement freiné la machine de guerre ennemie. Les Boches ont en outre souffert de l'hostilité manifeste des patriotes français qui ont lutté contre eux de toutes leurs forces.

Les admirables cheminots de la Résistance-Fer ont désorganisé les transports, participé à des sabotages et empêché les renforts d'arriver à temps.

Les médecins ont soigné clandestinement les blessés du maquis ou les réfractaires, donné des certificats de complaisance pour arracher les jeunes gens au S.T.O. ou camouflé des juifs persécutés ou des proscrits.

Les professeurs ont entretenu la flamme patriotique chez leurs élèves.

Le N.A.P. (noyautage des administrations publiques) a groupé les fonctionnaires résistants de toutes les administrations des Ponts et Chaussées à la Police. Son fondateur, un fonctionnaire de Vichy, connu sous le pseudonyme d'*Augustin*, est venu à Orléans contacter M. Thénard et un commissaire de police, récemment arrivé d'Évreux où il était brûlé, M. Lalande. Ce dernier rendit de grands services aux résistants recherchés ou arrêtés. Un jeune instituteur imprudent, qui avait projeté d'assassiner Prouveur après la conférence de Georges Claude, passa la soirée avec une collaboratrice du Président du R.N.P. et, au cours du dîner, lui confia son projet ; naturellement il fut discrètement arrêté avant la conférence et conduit au commissariat de police. Craignant les représailles des Allemands, s'il libérait purement et simplement ce jeune homme, le commissaire Lalande lui demanda :

- Que puis-je faire pour vous ?
- J'ai déjà eu deux fois l'occasion de m'échapper, répondit-il, et je n'en ai pas profité... Faites-moi conduire au commissariat central, et je m'évaderai.

Le commissaire le fit conduire par un agent naïf et rhumatisant, après l'avoir averti des facilités qui en découlaient. Pendant ce temps, la *gestapo*, alertée, délégua Faber pour interroger le prisonnier. Le commissaire Lalande prolongea le plus possible la conversation, afin de gagner du temps ; puis il envoya l'Allemand au commissariat central où il retrouva le prisonnier, qui, entre temps, avait renoncé à son projet d'évasion, croyant avoir échappé par l'internement aux risques de la guerre. Le malheureux regretta d'autant plus amèrement cette détermination qu'il est mort en déportation.

Vengeance PTT

Signalons encore la résistance des P.T.T.

On sait l'importance que les chefs militaires attachent aux communications télégraphiques et téléphoniques, qui sont à une armée en campagne ce que le système nerveux est au corps

http://chantran.vengeance.free.fr/

humain ; aussi les Allemands voulurent-ils utiliser à leur profit les fils téléphoniques français, et surtout le réseau de communications souterraines à grande distance, qui ne pouvait être remplacé par les câbles du téléphone de campagne, qu'ils installaient le long de nos routes et qu'ils accrochaient aux immeubles des villes pour relier leurs postes entre eux ; mais ils se heurtèrent d'abord à la force d'inertie du personnel des P.T.T., puis à leur opposition ouverte, nettement encouragée par les chefs de service, M. Collonges, directeur régional, M. Himbert, ingénieur en chef, et Philippe, inspecteur, les uns et les autres menacés de sévères sanctions par les tribunaux allemands, qui les soupçonnaient, non sans raison, de résistance passive à leurs ordres.

Ce mouvement d'hostilité contre les Allemands se cristallisa en 1942 dans un groupe de résistance. M. Pasquet, inspecteur révoqué par Vichy, créa au sein du personnel des P.T.T. qu'il connaissait parfaitement et dont il avait l'entière confiance, une section du mouvement Vengeance, dont Roger Avril fut le chef actif et audacieux, encouragé et dirigé par ses supérieurs, M. Waymel, ingénieur en chef, et Philippe, inspecteur. Le travail commença aussitôt dans toutes les branches de l'activité des P.T.T.

Le sabotage des lignes aériennes était assuré par M. Dion, conducteur des travaux à Orléans, par les frères Hardouin et M. Lecoq, surveillants des lignes pour l'Orléanais, et par MM. Ozon et Tissier, pour la région de Montargis et Gien.

Le groupe Avril, grâce à des ramifications, dans le réseau de communications utilisé par l'ennemi, recueillit d'abord une multitude de renseignements, immédiatement transmis à M. Thénard, chef du N.A.P. ; M. Waymel ménagea des rencontres qui eurent lieu à son domicile personnel entre M. Avril et le commandant Thénard ; tous deux s'entendaient sur les destructions à opérer. C'est ainsi que le câble Paris-Toulouse fut coupé dans le Loiret par le maquis de Sologne-Loiret, que commandait le commandant Thénard, et dans le Loir-&-Cher par l'équipe Matron de Saint-Viâtre, où précisément passait ce câble, qui fut plusieurs fois saboté. C'est encore sur les indications de M. Avril, transmises par le commandant Thénard, que le câble Paris-Portugal fut coupé à Saint-Lyé par l'équipe de Bernard Lacroix de Vengeance.

Trois liaisons par câbles souterrains, auxquelles les Allemands attachaient une importance extrême, furent mises hors d'usage. Ce furent les câbles Orléans-Rennes, Orléans-Maintenon, Orléans-La Charité, habilement sabotés par les agents chargés de leur entretien ; ils ne purent jamais fonctionner normalement.

Enfin, M. Blanchard avait été spécialement désigné par M. Waymel pour surveiller la station de câbles à grande distance, rue Eugène-Vignat. Son service lui permettait en outre de contrôler le central téléphonique allemand au sous-sol de l'hôtel des Postes, où les Allemands avaient projeté de grouper sous leur surveillance tous leurs réseaux et avaient commandé dans ce but des travaux importants de raccordement, qui furent systématiquement freinés par la Résistance pendant plus de trois mois, le personnel travaillant au ralenti, multipliant les erreurs et sabotant même le travail ; et les Allemands ne purent jamais utiliser ce central.

Mais M. Avril profita de ses pseudo dépannages, qui en réalité étaient des sabotages larvés, pour recueillir, dans les documents techniques qui se trouvaient à sa portée, des renseignements précieux, tels que la liste des noms conventionnels des villes et des États-majors et le tracé des lignes stratégiques allemandes, qui furent communiqués à M. Thénard et transmis à Londres par les soins du service des renseignements de Vengeance. Les renseignements d'intérêt local furent utilisés à la libération d'Orléans : les agents des P.T.T. coupèrent au moment voulu les lignes reliant l'État-major aux batteries d'artillerie ennemie des environs d'Orléans, et facilitèrent la marche de l'Armée américaine.

Roger Avril paya d'ailleurs de sa vie cette débordante activité, qui fit tant de tort aux Allemands. Le 16 août, à 14 heures, il se rendait avec deux camarades, MM. Philippe et Souchon, au central téléphonique allemand, pour le surveiller et empêcher les destructions que les Allemands

auraient pu effectuer à leur départ. Pour y pénétrer au moment opportun, il avait fait exécuter une fausse clé de la porte d'entrée ; comme il passait auprès de l'entrée du magasin à fourrage, rue de Lahire, une patrouille allemande de garde à cet établissement tira sur eux ; Roger Avril fut tué d'une balle à la tempe, son camarade Edmond Philippe fut blessé aux jambes, seul le troisième, M. Souchon, sortit indemne de cette rencontre.
Pendant ce temps, les Allemands quittaient le central, y abandonnant des grenades et du carburant, qui y étaient entreposés sans doute en prévision d'une destruction ; mais, dans leur précipitation, ils ne pensèrent qu'à fuir et ne songèrent pas à exécuter les consignes de destruction. Grâce à cette négligence ennemie, et surtout aux nombreux dépôts clandestins de matériel téléphonique créés à Orléans, la Ferté-Saint-Aubin et Saint-Cyr-en-Val par M. Dion, et à Toury, Mignères et Montargis par M. Philippe, le réseau télégraphique et téléphonique du Loiret fut rapidement remis en état après la libération, et les travaux de reconstruction activement poussés.
Postiers de la Résistance, morts pour la France :

Roger	AVRIL	d'Orléans	tué à la Libération le 16-8-44.
Narcisse	BUGNICOURT	de Briare	déporté, décédé en décembre 1944.
Albert	CARTIER	d'Ascoux	déporté, mort à Compiègne.
Marcel	COUILLON	d'Orléans	déporté, disparu.
Henri	JÉRÔME	d'Orléans	déporté, tué à Bergen-Belsen.
Mlle	LIÉGEOIS	d'Orléans	tuée dans un bombardement.
Robert	NORMAND	de Gien	tué en service commandé.
Lucien	PICOT	de Marcilly	tué au maquis de Saint-Ferréol (Corrèze).
Fernand	RIVIÈRE	d'Orléans	fusillé le 8-10-43.

Église et Résistance

La Résistance au séminaire... ? Elle n'était pas militaire, bien entendu, mais morale. Un théologien est le serviteur de la Vérité. Aussi professeurs et élèves n'ont jamais pactisé avec le nazisme, contre lequel d'autres n'ont pas osé se dresser avec énergie. On ne peut pas plus pactiser avec les faux dogmes racistes, avec l'erreur et l'injustice, qu'on ne peut collaborer avec l'ennemi, sous peine d'être pris dans un engrenage qui brise les consciences, dissout les personnalités et déshonore les faibles qui se laissent contaminer. Mais le séminaire est un vase clos, où ne pénètrent pas les bruits du monde ; or c'est la *gestapo* qui vint y jeter le trouble, en inquiétant deux professeurs : M. le chanoine Tachaux et M. l'abbé Dutaur.
M. Tachaux était un mystique et un apôtre. Tout en professant son cours de théologie aux séminaristes, il avait engagé son patrimoine dans l'achat du château de Candé-sur-Beuvron, vaste demeure abandonnée, située sur le plateau de Sologne, à un kilomètre de la Loire, et il l'avait aménagé en colonie de vacances ; des centaines d'enfants orléanais y passaient chaque année quelques semaines au grand air. Cette colonie portait le nom de « Cité de Dieu », et était animée d'une mystique qui faisait que le séjour des enfants était, en même temps qu'une période de délassement et de repos et une saison de sports et de bains, une sorte de retraite spirituelle ou de mission. Pour les enfants, pour les anciens colons, pour les séminaristes qui remplissaient les fonctions de moniteurs, l'abbé Tachaux était « le père », et ce titre est resté attaché à son nom après sa mort.
Le contraste entre M. Tachaux, le mystique, le méditatif et l'ascète à la santé délicate, et son confrère, M. Dutaur, était frappant. Ce dernier est un Albigeois, petit et trapu, à la parole abondante et imagée ; ce professeur, très populaire auprès de ses élèves, desservait une chapelle de quartier, faubourg Bourgogne. Chaque dimanche, en prêchant à « ses paroissiens », au nombre desquels se trouvait une famille de miliciens, il laissait transpercer avec une noble franchise, mais peut-être avec une légère imprudence, sa répulsion pour les occupants et sa

http://chantran.vengeance.free.fr/

confiance dans l'issue de la guerre. Ses propos furent-ils rapportés aux Allemands par des auditeurs gagnés à la Collaboration ? Nul ne le sait...
Le 20 janvier 1943, plusieurs agents de la *gestapo* firent une perquisition dans la chambre de ces deux professeurs, probablement à la suite de la dénonciation du sermon que M. Dutaur avait prononcé à la chapelle du faubourg Bourgogne le 7 janvier : « Je suis professeur d'histoire, avait-il dit ; or l'histoire apprend bien des choses, elle nous montre en particulier que bien souvent, plus cela change, moins cela varie. Vous verrez que la guerre actuelle finira comme la précédente ».
Les agents de la *gestapo* bouleversèrent sa chambre, cherchant dans ses papiers des chefs d'accusation mais le cours d'Écriture Sainte resta indéchiffrable à ces brutes. Ayant trouvé une carte postale représentant Dreyfus, ils accusèrent M. Dutaur de prosémitisme ; lancés sur la piste du racisme, ils lui demandèrent ce qu'il enseignait sur les juifs ; mais l'histoire des Hébreux, dans son cours, s'arrêtait à l'ère chrétienne, c'est-à-dire à peu près à 2.000 ans avant Hitler. Il y avait une marge. -« Votre père est vigneron ? » dirent-ils encore à M. Dutaur, qui correspondait avec sa famille en langage convenu, emprunté aux métaphores de la vigne. Ainsi la surveillance exercée sur la correspondance de M. Dutaur fournit encore un complément d'information. N'avait-il pas écrit à M. Paul Lesourd, le directeur d'une revue nettement collaborationniste *Les voix françaises* : « Je comprends que pour vivre une revue doive payer le tribut à Moloch, mais si ce tribut est l'âme ? Ne sentez-vous pas l'instinct de notre peuple ? »
Les Boches emportèrent ce jour-là le poste de T.S.F. de l'abbé Dutaur, l'atlas ouvert sur l'Afrique et le portrait de Dreyfus.
Le 13 février, ils revinrent au séminaire et arrêtèrent les deux professeurs. Le 25, ceux-ci furent successivement interrogés aux bureaux de la *gestapo*, boulevard Alexandre-Martin. M. Dutaur passa le premier.

- Non seulement, lui dirent les Allemands, vous avez parlé des eunuques de Vichy, et traité le Maréchal de « vieille baderne », mais vous professez le gaullisme ; vos élèves ne s'y trompent pas, puisqu'ils vous appellent le petit père gaulliste.

Et c'était vrai.
Les Allemands, qui n'ont pas le sentiment des nuances, ni l'esprit de finesse, accusèrent M. Dutaur d'être le chef du mouvement gaulliste à Orléans et déportèrent dans la catégorie *nacht und nebel* ce pacifique professeur d'Écriture Sainte, qu'ils considérèrent comme un dangereux terroriste.
Quant à M. Tachaux, qui parlait peu et ne possédait pas d'appareil de radio, vivant plus dans la contemplation et l'exercice de la charité que dans les jeux de la politique, mais qui condamnait le nazisme, parce qu'incompatible avec le Christianisme, il fut accusé d'avoir accueilli un rassemblement de scouts au château de Candé, et surtout d'avoir hébergé à la colonie un prisonnier évadé, l'abbé Trépin. Au cours de l'interrogatoire, sa foncière droiture et sa loyauté ne lui permirent pas de nier les faits, qui étaient patents. Ces aveux provoquèrent en lui une dépression subite, une sorte d'agonie morale, causée par la crainte d'avoir trahi l'abbé Trépin. Le lendemain matin, en faisant sa toilette, il confia ses angoisses à M. Dutaur : « Je serai fusillé dans la honte ! » lui dit-il. Son confrère le rassura et le consola, en mettant les choses au point ; il lui rappela que M. Trépin était en fuite. Puis M. Tachaux se ressaisit et montra ensuite un moral splendide ; à Compiègne il se dévoua au service de tous les internés, mais spécialement des jeunes gens, arrêtés à la frontière d'Espagne ; il prit fraternellement contact avec les popes russes, arrêtés comme les prêtres français. Il n'y avait alors que trois prêtres dans le camp, dont les deux professeurs d'Orléans ; ils en furent les aumôniers, mais M. Dutaur partit le 16 avril 1943 à Mauthausen où il fut maintenu jusqu'à la libération, avec deux autres prêtres, au lieu d'aller à Dachau, où étaient concentrés 15.000 prêtres de toutes les nations ; son dossier le classait dans la catégorie des plus dangereux déportés.

http://chantran.vengeance.free.fr/

L'abbé Tachaux -le *père René* pour les internés- reste seul à Compiègne pour assurer le service de cette grande paroisse du camp ; chaque dimanche, il prêche au cours de la messe ; le texte de son sermon est préalablement soumis à la censure allemande ; et cependant le moment venu, il parle avec une franchise déconcertante. Un jour, M. P.H. Teitgen, intrigué, lui dit : « Le censeur des sermons parlés n'est donc pas le même que celui des sermons écrits ? » M. Tachaux lui mit sous les yeux le texte des sermons, écrits *ad usum delphini* qui évidemment n'avait rien de commun avec ce qu'il disait ensuite. M. Teitgen éclata de rire mais l'abbé Tachaux, un doigt sur la bouche, lui imposa la consigne du silence. « La vie n'est pas autre chose -a-t-il dit à Compiègne- qu'une question de liberté de l'âme. » Il a donc continué à parler librement, à consoler, à encourager et à conduire à Dieu les âmes inquiètes et souffrantes. « La prison, disait-il encore, c'est la vie chrétienne intensément vécue. »

Le 17 septembre 1943, M. Tachaux était enfermé avec 132 détenus dans un wagon métallique soigneusement clos, à destination de Buchenwald, mais sa santé délicate ne lui permit pas de supporter les fatigues exceptionnelles de ce voyage ; il mourut asphyxié, après avoir donné l'absolution générale à ses compagnons.

À l'arrivée au camp, il n'y avait plus vivant dans ce wagon que 60 déportés à demi fous !

« Aimer, c'est se laisser démolir... jusqu'à la mort », a-t-il dit. C'était tout le programme de sa vie : aimer Dieu et ses frères.

Deux séminaristes étaient inscrits à Libération-Nord : l'abbé Thomas, entré tardivement au séminaire, a commencé la résistance, en fabriquant de faux papiers avec un cachet de la mairie de Vouzon, et organisé la résistance dans son pays natal, Fay-aux-Loges.

Le 10 décembre 1943, le supérieur du séminaire, M. Vatin-Pérignon terminait son cours de théologie, quand la porte s'ouvrit ; le concierge demanda M. l'abbé Thomas. Sorti de classe avec la permission de M. le Supérieur, l'abbé Thomas se trouva en présence de deux agents de la *gestapo*, qui le prièrent de les conduire dans sa chambre ; ils s'y livrèrent à une fouille infructueuse ; et l'un d'eux, furieux de cet échec, se mit à l'injurier, en le traitant de gaulliste. Mis en demeure de les suivre en prison, il fut invité à s'habiller en civil, et préféra rester en soutane, mais demanda à se chausser ; il changea ses sabots contre une paire de chaussures soigneusement choisie, car dans l'autre étaient dissimulés les faux cachets servant à faire des papiers. Quand il fut prêt à partir, voyant que les deux agents, penchés sur sa table, lisaient attentivement ses notes de théologie, il ouvrit précipitamment la porte de sa chambre et sortit en la fermant sur lui ; il descendit l'escalier en courant, talonné avec un notable retard par les deux policiers ; arrivé au rez-de-chaussée, il se faufila parmi ses confrères, qui sortaient de classe, et gagna ainsi du terrain sur ses adversaires, qui suivirent péniblement sa trace au milieu de tous les abbés encombrant le passage. L'abbé Thomas traversa la galerie, descendit rapidement l'escalier extérieur qui fait communiquer la terrasse avec la cour inférieure, et disparut dans un trou d'homme qui donne accès à la crypte de Saint-Aignan, sans être vu par les Allemands. Décontenancés, les policiers remontent sur la terrasse du séminaire et vont se plaindre au supérieur qu'ils rendent responsable de la disparition de l'abbé Thomas ; en représailles, ils exigent cinq séminaristes pris comme otages. M. Vatin-Pérignon se propose en échange de ses élèves, mais « les Allemands préfèrent la quantité à la qualité »[4] ; ils arrêtèrent donc au hasard quatre séminaristes qu'ils rencontrent dans les couloirs ; ils les font descendre avec le supérieur dans la cour inférieure, pour rechercher sans succès l'abbé Thomas, qui a profité de ces allées et venues pour quitter la crypte par la nouvelle rue Saint-Aignan. Un Allemand oblige le supérieur à rechercher le fugitif sur le cloître Saint-Aignan et jusqu'au quai de la Loire. Quand celui-ci rentra, sans avoir retrouvé son élève, qui était alors à l'abri dans une maison, les Allemands conduisirent les quatre séminaristes à la prison, où ils restèrent internés jusqu'au 15 janvier.

[4] Ainsi parlent les séminaristes pris en otages, dans leur journal.

Quand l'abbé Thomas arriva sur le quai, il constata avec satisfaction l'absence de tout Allemand, tourna à droite et sonna au hasard à une des maisons situées sous la terrasse du séminaire ; cette maison était habitée par une veuve à qui le fugitif se présenta : « Je suis l'abbé Thomas, élève au grand séminaire, arrêté par les Allemands et évadé. Je vous serais reconnaissant de me donner un vêtement civil. » Cette dame accepta et lui fournit un complet ayant appartenu à son mari ; pendant qu'il changeait de tenue, la veuve envoya sa bonne aux informations au grand séminaire, pour s'assurer qu'elle n'était pas victime d'un escroc. Apprenant les événements survenus au séminaire, elle prit peur et réclama la restitution du costume civil qu'elle avait abandonné. L'abbé Thomas reprit sa soutane ; mais, n'ayant pas de coiffure, demanda un béret pour ne pas éveiller l'attention en circulant nu-tête. La bonne lui céda le sien qu'elle fit payer cent francs.

L'abbé Thomas trouva un asile jusqu'au soir dans une maison voisine plus accueillante et à la nuit gagna l'établissement psychothérapique de Fleury, où il connaissait une religieuse originaire de Fay. Il fut très cordialement reçu par la supérieure et pourvu de vêtements civils ; et le lendemain matin il partit par Chécy à Lorris, puis à Vitry-aux-Loges, Égry, Égreville, et finit par se fixer le 12 mai 1944 avec le capitaine Giry, à la ferme de la Grange-Thivet, dans la forêt d'Orléans, afin de diriger de ce P.C. les maquis dispersés dans la région.

Dans l'après-midi du 10 décembre, son compagnon dans la résistance, prévoyant que la *gestapo* pourrait bien l'arrêter, projette de demander au supérieur un congé ; mais celui-ci est à l'évêché pour rendre compte à Monseigneur de l'arrestation de l'abbé Thomas.

Pendant la récréation qui suit le déjeuner, il parlait à des confrères au bas de l'escalier devant la chapelle, quand la porte de la cour d'entrée s'ouvre ; un étranger le demande aux séminaristes présents. Il ne bouge pas ; mais un de ses confrères quitte précipitamment le groupe et entre à la chapelle ; le policier, pensant que ce séminariste, qui s'enfuit, est celui qu'il cherche, le poursuit jusqu'au fond de la chapelle ; un des trois agents de la *gestapo* qui gardent la porte d'entrée, vient en renfort. Ramené de force dans le corridor, le fugitif est fouillé ; c'est alors que les policiers s'aperçoivent, en examinant ses papiers, qu'ils ne tiennent pas le séminariste qu'ils étaient chargés d'arrêter. Celui-ci, profitant de la chasse que la police donnait à son confrère, s'était éclipsé ; voyant que la porte d'entrée du séminaire était gardée par un piquet, il descendit l'escalier qui conduit au sous-sol, et, passant par la cuisine, il sortit par la porte de service rue Coligny. Pendant ce temps, les policiers s'étaient saisi du concierge *Alfred*, et l'obligèrent, sous la menace, à parcourir sous leur surveillance tous les couloirs du séminaire, en l'appelant par son nom et en ajoutant : « On vous demande au parloir ! »

Le soir même, il se réfugiait chez M. le curé de Boigny, puis il se cacha à Chilleurs-aux-Bois, au presbytère, puis à Troyes, à Versailles, et enfin à Bracieux, en Sologne.

Décidément les agents de la *gestapo* n'eurent pas de chance au séminaire en ce jour du 10 décembre 1943 ; leurs victimes leur ont échappé.

Les Allemands mystifiés ne désarmèrent pas ; au début de janvier, les quatre séminaristes, pris en otages, étaient toujours internés, et l'abbé Thomas restait introuvable. Ils s'en prirent alors à sa famille ; le 4 janvier à 2 heures du matin, ils arrêtèrent son père, M. Émile Thomas, et l'incarcérèrent à la prison d'Orléans. Le même jour, l'abbé Ruet, curé de Sully-la-Chapelle, venu demander à M. Thomas, qui était organiste bénévole, de venir chanter et tenir l'harmonium à un enterrement dans sa paroisse, apprit de Mme Thomas et de sa petite fille, Mlle Monique Asselin, l'arrestation effectuée pendant la nuit précédente. Bouleversé par cette nouvelle, il se rendit le 6 janvier à Orléans et se mit en rapport avec M. Brach, l'interprète de la mairie, qui lui avait déjà rendu des services notoires en faveur de Français en difficulté avec les Allemands. Celui-ci, retenu par son service pendant toute la matinée et ne pouvant l'accompagner, téléphona à Faber, chargé de l'affaire Thomas, pour lui annoncer la visite de M. l'abbé Ruet qu'il lui recommanda. Quelques minutes après, M. le curé de Sully-la-Chapelle

http://chantran.vengeance.free.fr/

se présentait aux bureaux du boulevard Alexandre-Martin et il était introduit dans le bureau de Faber. Il plaida pendant trois quarts d'heure la cause de M. Émile Thomas.

- Je connaissais peu l'abbé Thomas, dit-il, qui est bien plus jeune que moi (cependant il l'avait caché dans son presbytère après son arrestation manquée).

Faber sortit alors d'un tiroir de son bureau une photographie de l'abbé Thomas qu'il présenta à son visiteur.

- Je le connaissais très peu, répliqua négligemment celui-ci, et j'ignore s'il est coupable..., mais pourquoi l'avez-vous laissé échapper ? (Pas de réponse, et pour cause). Par contre je connaissais très bien son père, qui est un de mes meilleurs amis ; il me rend service comme organiste occasionnel dans ma paroisse pour les mariages et enterrements. Je ne puis comprendre pourquoi vous l'avez arrêté sans autre motif que d'être le père de l'abbé ; or il ignorait totalement l'activité de son fils et ne connaît pas davantage son lieu de refuge. Son arrestation n'est donc pas plus justifiée que celle des autres séminaristes innocents que vous avez pris en otages.
- Ce ne sont pas des otages. Ils ne sont pas malheureux, puisqu'ils sont tous quatre dans la même chambre et qu'ils peuvent converser, lire et étudier.
- Mais ils sont tout de même en prison.
- Savez-vous que je pourrais vous y faire mettre aussi ? dit Faber avec un sourire narquois.
- Je ne suis pas venu pour cela, répondit flegmatiquement M. l'abbé Ruet. Du reste, vous n'avez rien à me reprocher. À M. Thomas, non plus..., c'est pourquoi je vous demande sa libération.

Et, pour convaincre Faber que M. Émile Thomas ne connaissait pas la cachette de l'abbé, il suggéra de faire paraître dans *le Républicain* un avis priant l'abbé Thomas de faire connaître son adresse. Faber composa lui-même le texte qu'il remit à l'abbé Ruet avant de le congédier, puis il lui posa à brûle-pourpoint une question insidieuse.

- Est-ce que votre évêque peut vous demander le nom de toutes les personnes qui habitent les presbytères ?
- Si Monseigneur nous posait cette question, répondit sans hésiter l'abbé Ruet, nous n'aurions pas à lui répondre ; car il outrepasserait ses droits. Certes, il peut par exemple imposer un âge minimum pour les gouvernantes qui sont au service des prêtres ; mais il ne possède pas des droits illimités, et en particulier, il ne pourrait exiger la déclaration dont vous me parlez.

La *gestapo*, qui estimait que la cachette de l'abbé Thomas devait être un presbytère, avait proposé à Monseigneur l'évêque la libération des séminaristes internés comme otages en échange de la publication dans les *Annales du diocèse* d'une note ordonnant aux prêtres de faire connaître à l'évêché le nom des personnes qui habitaient avec eux. Grâce à la censure du cabinet noir, la *gestapo* espérait connaître ainsi la retraite de l'abbé Thomas ; mais Monseigneur l'évêque repoussa cette proposition. En posant la question à l'abbé Ruet, Faber voulait contrôler le bien-fondé du refus de l'évêché.

M. le curé remit le soir même à la famille Thomas le projet d'insertion ; mais, avant de rentrer chez lui, il alla de nuit prier son confrère de Vitry-aux-Loges de prévenir l'abbé Thomas qu'en aucun cas il ne devait se livrer pour sauver son père et qu'il ne devait pas tenir compte de la communication qui paraîtrait incessamment dans la presse à son sujet.

Le 8 janvier, *Le Républicain* publia, entre des carottes à vendre 2 fr. 25 le kilog. et une demande d'aspirateur, un entrefilet intitulé *Recherches*.

Les Boches attendirent longtemps la réponse. Enfin le 25 février M. Thomas fut libéré. Le soir, il descendait du train à Fay-aux-Loges, presque méconnaissable avec sa barbe de trois semaines, des brins de paille piqués dans le drap de son pardessus, écrasé sous le poids de ses 70 ans passés, mais heureux de retrouver sa famille. Le lendemain, M. le curé de Sully faisait taper à

http://chantran.vengeance.free.fr/

la machine ce petit billet anonyme : « Le colis est bien arrivé en gare de Fay » qui fut envoyé à M. le curé d'Égreville, pour annoncer à l'abbé Thomas la libération de son père[5].
Les Allemands se méfiaient des catholiques et du clergé qu'ils savaient en grande majorité anti-nazis pour des motifs inspirés par leurs croyances ; car le Catholicisme est aussi incompatible avec le nazisme qu'avec le bolchevisme, tous deux également issus du matérialisme athée, et ils imaginaient le cas de conscience que devait poser chez tout chrétien le nazisme qu'Hitler et ses acolytes proclamaient la religion de l'avenir. Pour ces motifs, ils estimaient que les catholiques ne pouvaient être en Allemagne des citoyens de première zone, bénéficiaires du régime, quel que soit leur patriotisme, et dans les pays occupés des collaborateurs assez sûrs. Un adjudant de la *gestapo* de Paris, Joseph Placke, prisonnier de guerre, a déclaré à l'instruction qu'ayant une éducation catholique et continuant de pratiquer sa religion, il n'avait pu pour ce motif devenir officier de l'armée allemande. Ce complexe d'intériorité se présenta à Orléans, quand M. Lebert fut révoqué de ses fonctions de directeur régional de l'Information : son successeur fut le directeur départemental du Loir-&-Cher, M. X.L..., un catholique convaincu. Les Allemands estimèrent que ses convictions religieuses le rendaient impropre à cette besogne de valet à tout faire qu'ils attendaient du directeur de la propagande de Vichy, et le chef de la *propagandastaffel* rendit compte de cette situation à ses supérieurs : « M. X.L..., écrit-il, paraît sincère dans ses idées (collaborationnistes), mais il semble bien qu'il ait des rapports très étroits avec l'Église catholique, ce qui le rend peu propre à remplir ces fonctions à Orléans. »[6] Cette opinion de nos ennemis était partagée par les propagandistes à la solde de l'ennemi. On a lu plus haut le récit de la conférence de J.H. Paquis le 12 décembre 1943 à la salle de l'Artistic, au cours de laquelle il insulta les catholiques, qui sont, disait-il, en majorité à Orléans, daubant sur « les imbéciles qui tous les jours prient la Sainte Vierge de donner la victoire aux Anglais. » Et, ce qui était une maladresse à Orléans, il tourna en ridicule Jeanne d'Arc. « Faites un petit essai ce soir, avait-il dit ironiquement à ses auditeurs. Demandez à sainte Jeanne d'Arc de vous délivrer des Boches aussi vite qu'elle vous délivra des Anglais en 1429. Vous verrez ce que ça donnera, et vous serez édifiés comme moi. » Il ne savait pas être si bon prophète, puisqu'Orléans fut délivré, puis la France, et qu'il finit sa carrière sur les bancs de la Cour de Justice. Après la conférence, un notable orléanais demanda à lui parler dans les coulisses. Il se prévalut de son titre de membre du groupe « Collaboration », pour prétendre que ses critiques ne venaient pas d'un adversaire, mais d'un sympathisant, et il reprocha à Paquis d'avoir insulté Jeanne d'Arc dans sa ville d'Orléans. Le collaborateur de Radio-Paris réagit vigoureusement et « eng... », dit un témoin, son interlocuteur : « Les calotins, dit-il, qui devraient être pour l'Allemagne, à cause de son attitude envers les juifs et les francs-maçons, sont tous du côté des Anglais. Or tout le monde sait, continua-t-il, qu'Orléans est une ville de calotins. La ville de Jeanne d'Arc n'a donc que ce qu'elle mérite. » Et il congédia dédaigneusement son contradicteur.

[5] Ces démarches courageuses de M. le curé de Sully auprès de la *gestapo* faillirent le faire arrêter à son tour après la Libération. Lussac, se sachant condamné à mort et n'ayant plus rien à risquer, essaya de mystifier ses gardiens ; il dénonça un prêtre de 40 à 50 ans, d'allure sportive, portant un béret, etc. d'avoir fréquenté la *gestapo* comme indicateur pendant six mois, à raison de deux visites par semaine. Malgré l'invraisemblance de ces dénonciations, la Police enquêta sur tous les prêtres qui répondaient à ce portrait. M. le curé de Sully fut questionné : « Êtes-vous allé à la *gestapo* ? » lui demandèrent-ils. –« Oui, pour demander la libération de M. Thomas père. » Cette réponse inquiéta les enquêteurs qui revinrent le lendemain avec un troisième compagnon, et M. le curé fut de nouveau convoqué. Au bout de quelques instants de colloque, ils s'excusèrent, invoquant une méprise. Lussac –car c'était lui le troisième visiteur- avait tout de suite répondu aux inspecteurs que le prêtre qu'on lui présentait n'était pas l'indicateur recherché. Cette accusation fut rapidement reconnue sans fondement et classée. C'était une pure invention de Lussac, qui fut convaincu de mensonge dès le début de l'enquête. Mais quelle sanction appliquer pour dénonciation calomnieuse à un condamné à mort, qui tente de prolonger le délai fatal par de soi-disant révélations ?
[6] Cette lettre est citée dans l'enquête faite par la Sûreté Nationale, en 1944, sur M. Lebert.

Paquis exprimait avec sa grossièreté habituelle l'hostilité plus nuancée, mais aussi nette des Allemands et de leurs valets, pour les catholiques. C'est un hommage non équivoque.

http://chantran.vengeance.free.fr/

II. La guerre des renseignements

Le renseignement

La guerre des renseignements est une lutte souterraine plus dangereuse que les combats d'infanterie ou même d'aviation, et qui exige de ceux qui s'y livrent un sang-froid et un courage les mettant en garde contre les imprudences et le découragement. C'est pourquoi le S.R. est la pointe de l'avant-garde de l'armée. Les agents de renseignements sont les yeux et les oreilles de l'armée qui, sans eux, serait aussi exposée qu'une auto roulant à grande vitesse dans la nuit sans phares, qu'un navire naviguant dans la brume ou qu'un sous-marin sans périscope. Le premier souci d'une armée en campagne est donc de s'assurer un service de renseignements sûr et étendu. Si l'État-major français avait connu avec précision au début de mai 1940 la prodigieuse concentration de troupes allemandes dans la région d'Aix-la-Chapelle et du Luxembourg, n'aurait-il pas prévu l'invasion qui a déferlé sur notre pays le 12 mai 1940 ? N'aurait-il pas préparé la défense ? Mais, pour garder jalousement le secret, des précautions minutieuses sont prises, pour isoler la province où se fait cette concentration et éviter les fuites. Mais, quand cette même armée occupe un pays ennemi, des milliers d'yeux l'observent, des milliers d'oreilles l'épient ; la population opprimée fait naturellement du S.R. ; la seule difficulté qu'elle rencontre, c'est de transmettre le renseignement. Les réseaux se fondent alors pour assurer cette transmission. C'est ce qui est arrivé en France de 1940 à 1944.

Mais, avant l'organisation de réseaux proprement dits de renseignements, des Français isolés travaillèrent avec le 2e Bureau. Un ancien officier du 8e Chasseurs, le lieutenant Isaac (alias *Devaise*), qui était en liaison avec Estienne d'Orves, réunit pour les services français des renseignements militaires. L'un de ses correspondants était M. Paul Blanc, propriétaire de l'hôtel Sainte-Catherine, où logeaient les ingénieurs du camp de Bricy, qui, ivres presque chaque soir, se livraient alors à des confidences et parlaient tant qu'il fallait recouper leurs renseignements. Le lieutenant Isaac donnait rendez-vous à M. Blanc chez le docteur P. Chevallier dont la maison a une entrée rue Jeanne-d'Arc et une autre rue de la Vieille-Monnaie ; les rencontres se poursuivirent sans incidents de mars à octobre 1941 ; mais, en octobre, Isaac, brûlé, quitta la région et s'engagea dans l'Armée française d'Afrique du Nord ; il se noya accidentellement au cours d'un exercice. Son successeur à Orléans fut un grand jeune homme brun, nommé Baumann ou Bormann, à qui Mme Chevallier remettait les documents sur le boulevard, non loin du monument des Morts ; il assura le service peu de temps. Puis M. Blanc transmit ses renseignements, toujours oralement, au capitaine *Le Foc* (alias Viaud), spécialiste de l'aviation qui travaillait pour les services français.

Peu à peu, les réseaux se multiplient, et les Alliés font appel a leurs services, en posant la même question à plusieurs d'entre eux. Quand les réponses arrivent, si elles sont concordantes, le renseignement est considéré comme certain. S'il y a des divergences, il faut les apprécier d'après une méthode inspirée du calcul des probabilités, à condition que tous les réseaux ne reproduisent pas la même information, reçue par des voies différentes. Quand Londres a demandé par exemple à plusieurs réseaux des renseignements sur le faux camp de Bricy, s'ils s'étaient copiés les uns les autres, leurs réponses auraient été sans valeur ; or, sans connaître les autres réseaux, le réseau Aj-Aj a envoyé des renseignements fournis par un agent, chauffeur du commandant du camp, à qui sa connaissance de la langue allemande permettait de surprendre bien des secrets. Libération a fourni un plan allemand dérobé dans les bureaux de la direction (voir chapitre IV). Vengeance a annoté un plan des Ponts et Chaussées, d'après les observations d'un technicien qui était autorisé par sa situation professionnelle à circuler dans le camp (chapitre VI). Ces trois sources de renseignements étaient toutes trois de valeur inappréciable, et elles étaient totalement indépendantes ; les points communs pouvaient donc être considérés comme acquis.

http://chantran.vengeance.free.fr/

Aussi la première consigne donnée aux S.R. était de ne jamais communiquer entre eux et de rester hermétiquement étanches.
Deuxième consigne aussi importante : le S.R., étant un service secret, doit éviter le contact avec les mouvements d'action. C'est pour avoir involontairement négligé cette consigne formelle que le réseau Jade-Amicol a été arrêté. S'il n'avait pas accueilli *Gérard* au Gué de la Thas, il n'aurait pas été découvert, après l'effroyable trahison, qui a suivi la capture de *Gérard* (voir chapitre XI).
Il y aurait à ajouter une troisième consigne, c'est que les agents de renseignements ne reçoivent pas leurs informations, même indirectement, du contre-espionnage ennemi. Celui-ci, pour tromper son adversaire, a intérêt à lui faire passer, par des agents doubles ou même par des agents simples, les suggestions qu il souhaite lui voir prendre en considération, ou des informations tendancieuses qui l'égareront. C'est l'affaire du contre-espionnage allié de contrôler l'activité des S.R.
C'est par ce procédé de noyautage que les Alliés trompèrent savamment les Allemands sur l'époque et le lieu du débarquement de juin 1944, en lui faisant passer des informations secrètes annonçant un débarquement dans la mer du Nord, en Norvège, et à des dates fantaisistes. Les S.R. furent assez nombreux dans le département du Loiret ; citons les plus importants : Jade-Fitzeroy, Gallia, Alliance, Aj-Aj et Jade-Amicol, ce dernier faisant l'objet du chapitre suivant, sans compter les réseaux d'action qui tous recueillaient des renseignements.

L'ordre de bataille

Le premier objectif, perpétuellement mouvant du S.R., est l'ordre de bataille allemand, c'est-à-dire le tableau des concentrations de troupes, l'effectif des armées en campagne, l'emplacement et l'importance des réserves, afin de pouvoir chaque jour inscrire sur la carte des opérations l'état de l'armée ennemie. Ceci demande une multitude de correspondants qui épient l'armée allemande, celle-ci par un réflexe de défense essayant de s'entourer de mystère, effaçant sur les uniformes toute trace des chiffres des régiments, remplaçant dans tous les papiers remis aux habitants, comme les bons de réquisition, l'indication du corps par un secteur postal dont le chiffre variait assez souvent.
À Orléans, Jacques Robillot, docteur en philosophie à un âge record, connaissant parfaitement les principales langues européennes, remarquable par sa culture générale, son souci de l'exactitude, son sens aigu de l'observation, entra en relations avec l'abbé Barbier, qui habitait dans le Gâtinais, et devint son agent de renseignement pour le compte de Londres. Car, avant même de prendre contact avec le réseau, il s'était entraîné à la recherche méthodique de l'ordre de bataille allemand et avait essayé d'identifier les unités stationnées ou de passage à Orléans.
« Il parcourait donc la ville à bicyclette comme un inoffensif promeneur, l'explorant jusque dans ses nombreuses venelles et ses faubourgs éloignés. Les Allemands indiquaient leurs cantonnements par des écriteaux. Il les notait tous et ne tarda pas à connaître la signification de toutes les initiales. Il pouvait dire à tout moment qu'il y avait tant d'hommes de telle unité à tel endroit, en provenance de telle localité. »
« Orléans étant un centre de formation ou de reconstitution d'unités allemandes, et en même temps un lieu de transit, il tenait à jour le tableau delà garnison, vérifiant perpétuellement ses renseignements, par tous les temps, n'hésitant pas à rouler sous une pluie battante d'un air paisible et indifférent. Travail modeste pour un homme de sa valeur, mais travail fructueux. »
Tel était le rôle d'un agent P1. Mais d'autres quittaient leur famille et leurs occupations professionnelles pour se consacrer uniquement au travail de renseignement ; ce fut le cas d'un jeune Orléanais.
Pierre Dard, qui suivait en 1939-1940 les cours préparatoires à Saint-Cyr au lycée d'Orléans, fit alors son apprentissage du S.R., en recueillant ses premiers renseignements. Pour les transmettre, il essaya le 21 janvier 1941 de franchir la ligne de démarcation et de gagner

http://chantran.vengeance.free.fr

l'Angleterre ; il échappa aux Allemands, qui, mis sur sa trace et celle de ses compagnons par une dénonciation, tentèrent de l'arrêter ; il finit par transmettre ces renseignements sur les camps d'aviation par l'intermédiaire d'un réseau qui s'abritait à l'Église américaine du quai d'Orsay. Après diverses péripéties au cours desquelles il frisa l'arrestation, il passa en Espagne, espérant gagner l'Algérie ; on le renvoya en France, pour fonder un réseau de S.R., qui fit partie des groupes Aj-Aj. Il prit alors le pseudonyme de *Souk*, parce que, ancien élève du cours de Saint-Cyr, donc *bazar*, or le bazar africain est un souk. Il fut chargé d'étudier la côte normande et bretonne, en prévision d'un débarquement, de prospecter les moyens de défense ou d'accès et de percer le mystère des plates-formes bétonnées qui étaient construites sur la côte. C'étaient les pistes de lancement des V1 et des V2, qui n'étaient pas encore en service.
La liaison directe de la Normandie avec Paris était alors fort dangereuse. *Souk* établit une chaîne de relais par Rennes, Angers, Tours, Blois, Orléans et Paris.
Puis il reçut de Londres l'ordre de rechercher l'importance des troupes allemandes stationnées dans la région, leur valeur combattive, les déplacements des chefs et les mouvements des troupes ; or ces unités étaient en général composées de vieilles recrues ou d'habitants des pays vassaux de l'Allemagne, de valeur militaire assez médiocre.

L'aviation

Le second objectif du S.R. est l'inventaire de l'aviation allemande ; de la connaissance des ressources de l'aviation ennemie dépend, en effet, la défense contre les bombardements.
Le lieutenant Debionne[7], qui était engagé comme chauffeur d'un chef allemand, stationnait fort longtemps dans les camps d'aviation de la région. Pendant que son « patron » était occupé, il avait toute liberté pour se promener dans le camp librement et il en profitait pour inspecter le matériel.
Un jour, à Bourges, il remarqua une quantité imposante d'avions bi-moteurs neufs Henriot, entreposés sous des filets de camouflage. En dissimulant son appareil sous le capot relevé de sa voiture et en simulant une réparation, il prit des photos ; puis sur le plan de la région, il détermina par des flèches la situation du camp, de l'atelier, de la voiture elle-même. Le soir même, le film était porté à Paris avec les renseignements annexés et transmis immédiatement à Londres. Quatre jours plus tard, 48 appareils étaient détruits au sol par un bombardement dont la précision eut lieu d'étonner les Boches ! S'ils avaient su !
Au début de 1944, les instructions de Londres prescrivaient de rechercher les renseignements sur les « bombes nourrices incendiaires ». Or ces bombes jaunes, qui contenaient 610 tubes incendiaires de 1 kg chacun, étaient lâchées par des appareils de chasse allemande au-dessus des groupes de bombardiers, auxquels elles causaient des dégâts importants en se dispersant sur l'objectif visé.
Or, à cette époque, le lieutenant Debionne fit les observations suivantes : il remarqua au camp d'Avord un dépôt de bombes nourrices vides ; et une enquête lui permit de conclure que les fusées incendiaires qu'elles devaient contenir n'étaient pas arrivées. Huit jours plus tard, il aperçut au camp de Châteaudun des fusées soigneusement enfermées dans un hangar. Enfin il constata la présence d'un dépôt de bombes jaunes à fusées au camp de Bricy, près du passage à niveau de la route de Bricy à Coinces. Tous ces renseignements étaient transmis aussitôt à Londres.
Le même chauffeur recueille à Châteaudun des renseignements complets sur la puissance du Heinkel 177, son rayon d'action, l'importance du personnel navigant, l'armement de l'avion et le poids des bombes transportées. Peu de temps après, il voit à Avord 35 appareils Heinkel 177 destinés au bombardement de Londres ; il prit soin de photographier un appareil en se plaçant à plat ventre dans sa voiture, après l'avoir judicieusement orientée, et en braquant l'objectif

[7] Indiqué Deboynes, dont nous n'avons trouvé aucune trace. Note de Marc Chantran.

dans la fente de la portière arrière entr'ouverte. Une semaine plus tard, le camp d'aviation était bombardé et les avions détruits.
Enfin, pendant l'été 1944, quand l'aviation allemande fut dominée par l'aviation alliée plus nombreuse et plus puissante, le moral des pilotes et du personnel navigant baissait proportionnellement à l'augmentation des pertes en appareils et en hommes. Pour empêcher les aviateurs de se rendre compte des pertes trop lourdes de leur escadrille, les rescapés recevaient par T.S.F. l'ordre de regagner une autre base que celle du départ, de sorte que ce chassé-croisé rendait fort difficile la tâche du S.R.
Le lieutenant Debionne, au cours de tournées dans les camps allemands, constata que l'aviation de chasse, venue on ne savait d'où, s'était repliée à Chartres ; il la retrouva ensuite à Châteaudun et il transmit le renseignement. Enfin, pendant un séjour à Bricy, il remarqua que, depuis le troisième bombardement du camp, il n'y avait plus de bombardiers, mais que sur tout le pourtour du camp des wagonnets étaient chargés d'une grande quantité de bombes de 2 à 4 tonnes ; il se renseigna auprès des habitants des fermes voisines, et apprit que les bombes disparaissaient et étaient aussitôt remplacées par d'autres ; on entendait des avions atterrir la nuit au camp.
En dînant à la cantine du camp d'Avord avec les pilotes allemands, ceux-ci lui apprirent qu'ils partaient à vide à bord d'un Heinkel 177, après avoir fait le plein d'essence, et qu'ils atterrissaient à Bricy pour charger les bombes ; après quoi, ils partaient bombarder l'Angleterre et au retour se posaient aux environs de Brest.
Grâce aux agents du S.R., comme le lieutenant Debionne, l'inventaire des dépôts d'essence et de munitions et le nombre des appareils stationnant dans les camps d'aviation étaient minutieusement tenu à jour par l'État-major allié. Enfin, le compte-rendu des dégâts subis par les installations allemandes était transmis après chaque bombardement allié.

Agents doubles

Enfin, le S.R. utilisait des agents doubles, qui, tout en travaillant pour leur pays, offraient leurs services à l'ennemi, afin de mieux connaître sa vie et ses secrets.
La résistance a profité dans le Loiret de quelques agents doubles, qui, sans avoir la classe de ceux qui s'engageaient directement chez les Allemands, fréquentaient leurs « ersatz », c'est-à-dire les partis politiques pro-allemands, comme le P.P.F. et le R.N.P., métier dangereux, délicat et pénible ; car l'agent double éveille toujours un jour ou l'autre la défiance dans les deux camps.
Claude Lerude se servit de l'un d'eux, René Duparc, mais ne le voyait que la nuit en grand secret ; ils habitaient dans le même quartier de la ville et, pour joindre Claude Lerude, Duparc escaladait le mur du jardin.
Il était un membre zélé du P.P.F. et un bon camarade du chef Orléanais *Paul*. Pour gagner sa confiance, Duparc lui avait donné les clés de sa maison, et en échange *Paul* lui avait donné les siennes, de sorte qu'ils pouvaient pénétrer l'un chez l'autre sans sonner. Une nuit que Duparc faisait une démonstration d'armes à quelques jeunes camarades de la Résistance, toutes les pièces étant démontées et étalées sur la table, on entend du bruit dans l'escalier. Un grand papier d'emballage est aussitôt déployé sur la table, et des cartes à jouer dispersées sur le papier.

- Je te dérange, dit *Paul*, tu as du monde !
- Nous passions la soirée à jouer aux cartes, mais je suis à toi. Entre donc par ici ; nous serons plus tranquilles, pendant qu'ils continueront à jouer. Les jeunes s'amusent un peu ; c'est de leur âge. À nous les choses sérieuses.

C'est par Duparc que Claude Lerude apprit dès le matin l'arrestation de Goupil prévue pour l'après-midi à 14 heures ; il tenta, sans y parvenir, de le faire prévenir par ses camarades de Libération (voir chapitre IV).

http://chantran.vengeance.free.fr/

La dernière rencontre de Duparc et de *Paul* fut tragique. Quand *Paul*, fuyant vers l'Allemagne, fut pris par le maquis de Sologne, Duparc était présent. *Paul*, blessé mortellement, assis sur le bord de la route et adossé à un arbre, a-t-il compris avant de mourir que son ancien partenaire était un résistant déguisé et qu'il avait été dupé ?
Un S.R. était donc pour les Allemands un ennemi beaucoup plus dangereux qu'un maquis ; aussi entreprirent-ils une lutte sévère contre eux ; la *gestapo* fut chargée de les dépister et de les arrêter ; dans cette guerre de mine, il y eut des arrestations manquées, quelques internements et des évasions sensationnelles. Et le S.R. continua.
À la suite de l'infiltration dans le réseau Jade-Fitzeroy d'un agent allemand, qui fut exécuté plus tard en plein Paris sous l'occupation, de nombreuses arrestations s'abattirent sur le réseau, à Paris, puis à Bourges. La *gestapo* se présenta au service du matériel rue d'Illiers, le lendemain des arrestations de Bourges et s'adressa dans le bureau du rez-de-chaussée à M. Noirot.

- Je désirerais parler à MM. Jardin et Noirot, dit l'inspecteur.

Avec une indifférence feinte, ce dernier répondit :

- Ils sont là-haut. Voyez donc au premier étage.

Pendant que les deux agents allemands montaient, MM. Jardin et Noirot quittaient brusquement le bureau. Au premier étage, les Allemands comprirent qu'ils avaient été joués, quand on les renvoya au rez-de-chaussée ; mais, sans se départir de leur calme, ils consultèrent les dossiers du personnel et relevèrent l'activité des deux Français qu'ils avaient mission d'arrêter. « Nous reviendrons demain voir ces messieurs », dirent-ils en se retirant. Le lendemain les deux mêmes agents montèrent au premier étage, pendant que deux autres gardaient au rez-de-chaussée les issues de l'immeuble. Peine perdue ; aucun des membres du réseau n'avait reparu au bureau, M. Jardin se cachait à Fleury-les-Aubrais, M. Debionne s'était fait porter malade, le médecin lui avait donné un certificat de complaisance prescrivant 15 jours de repos, pendant lesquels il resta caché. Quelques jours plus tard, Mme Noirot et son fils avaient été arrêtés en Seine-&-Oise, les Allemands espérant prendre à cet appât M. Noirot lui-même. Les membres du réseau finirent par se disperser. M. Jardin se cacha à Chartres et se rattacha à la résistance locale. M. Debionne sur de nouvelles instructions, devait assurer les transmissions en accord avec un nouveau commandant dont l'arrivée était différée de jour en jour. Lassé d'attendre, il fut mis en relation par M. Lebaron de Fleury avec *Poisson-chat* qui travaillait dans un autre réseau, et il se mit au service de ce dernier. C'est peu après qu'il entra comme chauffeur au service des Allemands, sur ordre de son réseau.

Souk

Souk, vendu pour 5.000 fr. aux Allemands par un de ses agents âgé de 17 ans, fut arrêté le 7 décembre 1943 en montant dans le train, en gare de Blois, interné à la prison de la caserne Maurice-de-Saxe et mis au secret.
Son évasion, minutieusement préparée, fut fixée au 29 décembre ; sa femme lui avait fait passer des outils pour scier les barreaux de sa cellule, Pierre Balfourier l'attendait à quelques centaines de mètres de la prison, pour le mettre en sûreté ; mais, dans l'après-midi du jour J, les *feldgendarmes* qui gardaient la prison visitèrent les cellules et constatèrent que les barreaux de la fenêtre étaient sciés. Questionné, *Souk* prétendit que les barreaux étaient sciés à son arrivée. Les gendarmes, pris en flagrant délit de négligence, le changèrent de cellule, en l'invitant à ne pas révéler cet incident à la *gestapo*. Il semble, en effet, que les gendarmes n'avaient pas visité les cellules régulièrement. *Souk* fut enfermé avec un officier belge qui était un médium. Quand ce dernier eut fait la connaissance de son compagnon, il se mit en transe et annonça à *Souk*, après son réveil du sommeil hypnotique, que l'interprète Mona serait malade le lendemain. *Souk* resta sceptique, mais le lendemain il fut interrogé par une nouvelle interprète qui ignorait tout de l'affaire en cours. L'interrogatoire piétinant, les officiers discutèrent en allemand et

http://chantran.vengeance.free.fr/

firent conduire *Souk* dans un hôtel de la ville, où l'interrogatoire se poursuivit dans la chambre où Mona était couchée avec 40° de fièvre.
Au début de janvier, un prisonnier avait tenté de s'évader en perçant le plafond ; les Allemands firent venir des ouvriers français pour effectuer les réparations. Les cellules étaient précédées d'une sorte d'antichambre, une porte à l'entrée de la cellule et une seconde porte entre l'antichambre et le couloir ; cette dernière restait constamment ouverte, tandis que la première porte était soigneusement fermée. Le compagnon de *Souk* demanda aux ouvriers d'aller fumer une cigarette, avant de quitter le travail. Pendant que ceux-ci fumaient avec les gardiens dans la cour, le prisonnier, en allant aux W.C., retira l'échelle de la cellule en réparation et la cacha derrière la porte ouverte de l'antichambre, de sorte qu'elle ne fut pas enfermée, quand les gardiens refermèrent la cellule.
À 8 heures du soir, *Souk* sonna pour aller aux W.C. ; il y fut conduit par deux hommes de garde ; comme il était convenu, à peine était-il entré que son camarade sonnait également ; les gardiens, quittant les W.C., allèrent voir ce qu'il voulait. Profitant de ces quelques instants de répit, *Souk* sortit des W.C., se saisit de l'échelle, l'appliqua contre le mur de clôture et passa dans la rue. Quelques minutes plus tard, il entendit retentir à l'intérieur de la prison la sonnette d'alarme... mais il était sauvé.
Les Allemands se vengèrent en internant à Orléans du 22 au 28 janvier sa femme, qui était alors sa fiancée, dans l'espoir de reprendre *Souk*, s'il commettait une imprudence. *Souk* finit la guerre avec les F.F.I. de l'Indre.

Une évasion

Un agent du Loiret prit part à une évasion romanesque. Les Allemands ayant arrêté le grand chef de son réseau de renseignements qui portait le nom d'une rue voisine du carrefour de la Croix-Rouge à Paris, ses camarades organisèrent aussitôt pour le délivrer une expédition, et mobilisèrent 15 hommes armés jusqu'aux dents, dissimulés sous des bâches dans des camions qui suivirent discrètement une voiture touriste dans laquelle avait pris place un officier allemand.
Celui-ci descend devant la grille d'entrée de la prison, pénètre dans les bâtiments, après avoir reçu de la sentinelle les honneurs dus à son rang, se dirige vers l'infirmerie porteur d'un ordre d'évacuation sur l'hôpital de ce détenu de marque ; mais celui-ci est sans connaissance ; exécutant ponctuellement la consigne reçue, l'officier, taillé en hercule, prend sur son épaule le pauvre type et le dépose dans la voiture qui démarre, suivie à distance des camions, et disparaît dans le brouillard. Quelques instants après, la sirène donnait l'alarme. Grand branle-bas dans la prison, mais il est trop tard ; le détenu s'est envolé.
L'officier allemand était un membre du réseau, déguisé et bien déguisé. Pour éviter que la surprise du détenu n'évente le stratagème, un infirmier complice avait, quelques minutes avant l'heure du coup de main, fait une piqûre pour endormir le patient. Tout avait été combiné avec un médecin allemand, acheté pour un million ; celui-ci attendait négligemment la voiture à 150 mètres de l'entrée de la prison pour donner les ultimes consignes : s'il tirait son mouchoir de sa poche et se mouchait, c'est que tout était prêt on pouvait y aller. S'il ne tirait pas son mouchoir, c'était le signal que l'affaire était éventée et qu'il ne fallait rien tenter. Les hommes camouflés dans les camions sous les bâches, dont un agent du Loiret, devaient défendre la voiture touriste en cas de poursuite ; il n'en fut rien et le coup réussit à merveille.

http://chantran.vengeance.free.fr/

III. La guerre des renseignements (suite)

Le réseau Jade-Amicol

En novembre 1940, le colonel Ollivier, poussé par le désir ardent de servir son pays et de réparer la défaite, entrait au Foyer Henri Bazire à Bordeaux pour contacter un jésuite, le Père Dieuzayde, chez qui la *gestapo* venait de perquisitionner, exigeant de l'archevêque de Bordeaux un rapport sur l'activité de ce religieux suspect. Dans le bureau du Père, il ouvrit son cœur débordant d'amertume et cependant de confiance ; il évoqua devant son ami la honte de la défaite toute proche, l'écœurement d'avoir vu le gouvernement s'effondrer et s'en remettre lâchement à la générosité du vainqueur, sans essayer de reconstituer une armée au-delà des mers pour sauver l'honneur ; il conclut que tout n'était pas cependant perdu, puisque « l'armée voulait reprendre les armes », et il demanda le concours du Père jésuite, qui répondit d'un cœur ardent à l'appel du colonel. Dans cette cellule d'un jésuite de Bordeaux venait de naître un réseau de résistance, qui, quatre ans plus tard, terminerait la guerre dans un couvent de bonnes Sœurs à Paris, après avoir magnifiquement servi la Patrie.

En 1942, *Arnou*, de son vrai nom le colonel Ollivier, à la suite d'un désaccord avec son chef de service secret, Dobré, avait donné sa démission et repris sa liberté d'action. Providentiellement, il rencontra un officier anglais de l'I.S., qui lui offrit d'entrer dans le réseau Jade, auquel il appartenait. Cet officier qui se cachait sous le nom de guerre de l'*Amiral*, était Philip Keun ; ils fondèrent tous deux une nouvelle section du réseau Jade -qui prit le nom de ses deux chefs : l'amiral et le colonel, d'où Réseau Jade-Amicol (amiral = Keun + colonel = Ollivier). Ils furent tous les deux animateurs d'un réseau homogène, qui compta 1.200 membres, mais la personnalité étrange et séduisante de Philip Keun marqua profondément le groupe.

Qui était donc Philip Keun ? un Hollandais ? un Anglais ? un Français ?

Issu d'une famille de la haute société anglaise, fixée depuis longtemps à Paris et à Antibes, il était le parent de Sarah Bernhardt et vivait dans un milieu extrêmement mondain.

Au collège Stanislas où il fit ses études, il voulut « aller au peuple » suivant une formule qui fit alors fureur. Le snobisme d'extrême-gauche de quelques-uns de ses camarades qui évoluaient dans cette riche société l'entraîna vers le communisme de cette époque, sentimental et même un peu romanesque, généreux et idéaliste, sans toutefois le décider à adhérer au parti. Scandalisé par l'attitude d'une partie du clergé et des catholiques en face du problème social, il abandonna toute pratique religieuse dès sa sortie de Stanislas et partit en Turquie, où il travailla comme ouvrier, afin de mieux connaître le prolétariat ; il garda de ce contact avec la classe ouvrière un sens aigu des misères sociales, mais il n'en resta pas moins un artiste, sensible et raffiné, et utilisa ses loisirs à traduire en turc les poètes dramatiques anglais.

Poussé au communisme et détourné de la religion par l'idéalisme, il revint en 1943 à la pratique religieuse dans les circonstances suivantes : au cours d'une séance de cinéma à laquelle il assistait, il se sentit brusquement contraint par une force étrange et irrésistible de se lever et de sortir de la salle ; à peine arrivé dans la rue, il rencontra un ami qui lui dit : « Ne rentre pas à ton domicile. La *gestapo* y est » ; et effectivement la *gestapo* l'attendait chez lui. Il vit dans ce concours de circonstances une protection bienveillante de la Providence, et il résolut de revenir à la pratique religieuse. Il alla trouver à Paris « l'aumônier du réseau », le Père Dieuzayde, se confessa et communia ; et, depuis cette époque, il resta fidèle à la pratique religieuse.

Philippe, prisonnier en 1940, était vite arrivé à devenir l'homme de confiance des Allemands grâce à sa connaissance des langues ; très sensible et très intuitif, il eut le pressentiment de la mort prochaine de sa mère et fut dès lors poursuivi par l'idée fixe de de la rejoindre en France ; il a donc préparé son évasion.

Un jour, recevant un colis, il voulut l'ouvrir devant les Allemands pour se soumettre au contrôle comme ses camarades ; ils insistèrent pour qu'il disposât de son colis sans contrôle et même ils jetèrent le colis en dehors du bureau, ne voulant pas vérifier son contenu. Or, ce que Philippe

http://chantran.vengeance.free.fr/

ignorait, le colis contenait des vêtements civils. Philippe attendit avec impatience l'occasion de s'évader. Ses camarades l'y aidèrent, en simulant une bagarre dans un quartier du camp pour attirer les gardes de ce côté, pendant que des complices, profitant de ce répit, coupaient les fils de fer barbelés et faisaient sortir Philippe qui gagna une forêt voisine où il se cacha. Contre toute prévision il parvint à rentrer en France après un pénible et dangereux voyage ; arrivé à Paris, il se présenta chez sa tante ; le concierge refoula vers l'escalier de service cet inconnu sale et noir ; Philippe se félicita de ne pas être reconnu et il tomba dans les bras de sa tante.

- Et maman ?... demanda-t-il aussitôt.

À l'attitude embarrassée et réticente de sa tante, qui n'osait répondre nettement à la question, il comprit et ajouta : « Je sais que maman est morte ! » Il disait plus tard que, le jour de la mort de son frère, il avait également ressenti ce deuil.

Philip Keun était très délicat, très tendre, très loyal, détaché de tout et de la vie elle-même. C'était pour tous ceux qui l'ont approché un rare ami, à la mémoire duquel tous ses anciens collaborateurs ont un culte fervent.

Infiniment distingué, mais modeste, aimable et dévoué, il voulait toujours payer de sa personne et donner l'exemple. Dispensé du parachutage par son âge même, il voulut cependant être parachuté, prétendant qu'étant le chef, il avait le devoir de partager les risques de ses hommes ; c'est à un de ces parachutages qu'un vent malencontreux provoqua un atterrissage brutal qui lui occasionna une blessure à la colonne vertébrale ; il dut dès lors porter un corset de plâtre ; en dépit des souffrances occasionnées par cet appareil, il n'en continua pas moins de participer aux opérations de son groupe et de parcourir à bicyclette la distance de Paris à Orléans et même à Blois.

Philippe fut d'abord rattaché au réseau Jade-Fitzeroy, qui plus tard, désorganisé par la *gestapo*, dut se dissoudre en 1944, et les agents de ce réseau dans le Loiret furent rattachés, les uns à Alliance, les autres à Jade-Amicol ; ce fut le cas de Philip Keun, de *Pierrot* et de *Jeannot*. Leur activité fut intarissable, et ils accomplirent des liaisons maritimes et aériennes, ainsi qu'un service de renseignements avec liaison par radio ; ils convoyèrent des agents et des marchandises, en assurant leur transport et leur sécurité.

Sous le commandement de son chef, *Mahot*, l'équipe de Philip Keun fut chargée d'assurer une liaison maritime pour évacuer 200 aviateurs alliés sauvés en parachute. Malgré des circonstances atmosphériques défavorables, les agents du réseau s'embarquèrent à la gare Montparnasse avec 27 aviateurs anglo-américains, tous munis de faux papiers, ceux qui ne savaient pas le français déclarés sourds-muets et les autres apiculteurs, pour que leurs mains blanches ne puissent éveiller les soupçons. Le passage en zone interdite se fit sans difficultés, et l'effectif complet arriva à Landerneau, où des Bretons de la Résistance les attendaient pour les convoyer individuellement ou par petits groupes à l'île Tariec, à 60 kilomètres de distance, tandis que *Jeannot* resta à Lannilis pour établir une liaison radio avec l'Angleterre. Le bateau anglais vint et mit à l'eau deux chaloupes à rames qui, repoussées par le courant et la marée, ne purent rejoindre le cargo, après avoir embarqué les aviateurs. Le réseau eut alors à faire le voyage de retour, non seulement avec les 27 aviateurs, mais avec 4 marins anglais en uniforme et leur commandant. Ces 45 hommes, y compris les guides bretons, réussirent à gagner le bocage finistérien malgré les patrouilles boches qui circulaient fréquemment et les champs de mines ; ils traversèrent de nuit cette zone interdite, malgré les défenses formelles, et échappèrent définitivement aux défenseurs de la forteresse de l'Atlantique.

À Noël 1943, l'expédition réussit pleinement, et tous les aviateurs furent embarqués avec plusieurs agents du réseau, qui, recherchés par la *gestapo*, éprouvaient le besoin de changer d'air ; ainsi Philip Keun, *Pierrot*, *Jeannot* et Sarol débarquèrent en Angleterre à la fin de décembre pour continuer leur entraînement à la guerre secrète. C'est pendant leur séjour qu'ils apprirent l'arrestation de *Mahot* et de nombreux camarades du réseau ; ils constituèrent à

http://chantran.vengeance.free.fr/

Londres une nouvelle équipe sous le commandement de Philip Keun et demandèrent à reprendre la lutte. […]

http://chantran.vengeance.free.fr/

IV. Les groupes d'action

Mouvements

Le service de renseignements avec ses multiples réseaux a été doublé de très bonne heure par des réseaux d'action ; ce furent les « mouvements de résistance », fondés par des chefs de partis politiques ou de mouvements syndicalistes, pour lutter contre l'occupant et pour aider les Alliés à le chasser hors de France, et recrutés surtout parmi leur clientèle. C'est pourquoi les partis politiques les ont dominés et se sont parfois plus souciés de combattre le gouvernement de Vichy, dans l'espoir de lui succéder, que de lutter contre le Boche.
Les visées politiques de ces groupes ont écarté les Français -surtout les jeunes- qui voulaient avant tout libérer la France de l'ennemi, et ne manifestaient aucune ambition politique, de sorte qu'à côté des premiers mouvements à tendance politique, qui dominèrent le Comité de Londres, puis d'Alger, ont poussé presque spontanément sur le sol de France, et avec une vitalité toujours accrue, d'autres mouvements paramilitaires, qui voulaient « faire la guerre » et non faire de la politique. Ces derniers n'ont jamais pu d'ailleurs secouer la tutelle des grands mouvements à tendance politique. Il y eut donc deux sortes de groupements, les uns à tendance politique, et les autres excluant toute ingérence politique au profit d'une activité militaire[8].

Mouvements politiques

Les premiers comprenaient les groupes reconnus par le Comité Français de la Libération Nationale, soit :

- l'O.C.M., groupement puissant et actif, inspiré et soutenu par le patronat français, le Comité des Forges, la haute industrie, qui était en relation avec le *war office* et l'*Intelligence Service* ;
- Libération à tendance générale S.F.I.O. et C.G.T., rallié par les francs-maçons ;
- Ceux de la Libération où voisinaient l'aile droite socialiste, les radicaux et l'ancien P.S.F. ;
- Ceux de la Résistance à tendance politique mal définie, et plutôt modérée ;
- enfin le Front National qui, après juin 1941, quand Hitler attaqua la Russie, a été dominé et dirigé par les communistes.

Cependant la plupart de ces groupements ont été amenés par la force des choses à créer dans leur sein des groupes d'action paramilitaire, qui restèrent presque toujours assez inconsistants, le plus souvent privés d'armes et de matériel, parfois même de cadres compétents. L'O.C.M. créa une filiale paramilitaire pour les jeunes : l'O.C.M.J. (O.C.M. pour les jeunes) ; enfin le Front National eut une filiale paramilitaire dans les Francs-Tireurs et Partisans (F.T.P.). Mais l'action politique l'emporte en général sur les préoccupations militaires dans les groupes de la première catégorie
Il faut cependant noter que chacun de ces mouvements n'était pas exclusivement recruté dans un parti ou un groupe syndicaliste. La présence d'un prélat dans le comité du F.N. prouve que ce groupe n'était pas exclusivement composé de communistes. C'était inévitable sous l'occupation ; car le recrutement clandestin des mouvements de résistance s'est toujours fait individuellement, par relations personnelles, qui étaient souvent, mais pas uniquement des camarades de parti politique ou de syndicat, parfois des relations de simple voisinage. Quand un résistant avait enfin trouvé une filière, il ne connaissait pas ordinairement le titre du groupe qu'il avait touché, ni ses tendances politiques. Pour lui, c'était « la Résistance » tout court et presque jamais il n'avait à choisir. S'il adhérait à la Résistance, tout en continuant ses

[8] Les notes suivantes sur l'orientation politique et sociale des mouvements de résistance sont extraites d'un rapport de février 1944, les décrivant tels que les voyaient à cette époque les résistants. Nous les citons intégralement pour montrer comment les mouvements de résistance apparaissaient dans la clandestinité, sans leur apporter les corrections que permet une meilleure information depuis la libération.

occupations professionnelles, il devenait agent P1 ; si au contraire il quittait son domicile pour consacrer toute son activité à la Résistance, il était classé dans les agents P2 et recevait un traitement, modeste d'ailleurs, lui permettant de vivre en marge de la société.

Mouvements apolitiques

À côté de ces mouvements à tendance politique prirent naissance d'autres mouvements indépendants, plus dynamiques. Les principaux furent :

- Défense de la France, fondé en 1940, recruté presque exclusivement dans la jeunesse universitaire. Ce groupe a fait paraître un journal clandestin du même nom, et a cristallisé autour de lui les réseaux secondaires Lorraine et Résistance, dont l'ensemble a formé le M.L.N. ;
- L'O.R.A., constitué par les officiers de l'ancienne armée, avait pour but de former des cadres pour la Résistance et pour une éventuelle mobilisation après la Libération. Mais l'O.R.A., se prévalant du général Giraud, a suscité des préventions dans les mouvements à tendance politique et au C.F.L.N. qui a évité le plus possible d'avoir recours à ses officiers, malgré leur compétence indiscutable, témoin cette note des F.F.I., Région P., prescrivant de ne pas laisser les officiers de l'O.R.A. prendre des commandements : « Une collaboration avec les éléments de l'armée de l'armistice est indispensable, comme elle l'est avec tous les Français de bonne volonté ; mais elle ne saurait cependant se traduire par une subordination systématique. » Enfin l'O.R.A. subissait les conséquences du discrédit que la retraite de 1940 avait jeté sur l'Armée française ;
- Vengeance, qui s'était lié à la fin de 1943 avec un petit groupe Libre Patrie, était un corps franc, fondé par *Pèlerin* (alias docteur Vic-Dupont), membre du Comité directeur de Ceux de la Libération. En janvier 1943, déçu des discussions stériles alimentées par les vues politiques de C.D.L.L., il eut l'idée de doter ce mouvement d'un corps franc, exclusivement paramilitaire, dont le but serait de libérer le pays par les armes, en s'interdisant toute action politique. Ses promoteurs invitaient à rejoindre ce corps franc tous les Français de bonne volonté, désireux de combattre. L'accueil fut si chaleureux que l'effectif maximum de 500 hommes, prévu par *Pèlerin*, fut rapidement dépassé, et qu'en janvier 1944, un an après sa fondation, le corps franc Vengeance groupait 20.000 hommes, avec une annexe S.N.C.F. de 11.000 hommes, qui contribua puissamment à désorganiser les transports ennemis par le sabotage, l'obstruction, etc. Sur ce nombre de 20.000, Paris et la banlieue en comptaient 6.000, la Seine-&-Oise 2.000, l'Eure 2.400, le Loiret 600 seulement.

Ce succès trop rapide éveilla les suspicions de la maison-mère C.D.L.L. qui prit ombrage de l'importance prise par son pupille, et tenta d'enrayer son essor en paralysant sa croissance par des compressions budgétaires (voir ce drame, chapitre VII). Les aspirations militaires de Vengeance ont poussé ses chefs à rechercher les contacts avec l'État-major. Ils furent surpris, au lieu de trouver un État-major puissant, d'en découvrir deux, l'un des F.F.I., officiel et incompétent, et l'autre celui de l'O.R.A., officiel, mais sans aucune prérogative de commandement malgré sa compétence professionnelle. Presque partout en province, Vengeance s'associe à l'O.R.A., le premier mouvement disposant des effectifs, et le second fournissant les cadres ; grâce à cette symbiose, la Résistance paramilitaire fut dynamique et minutieusement organisée.

Le CNR

Avant de passer à l'histoire des principaux mouvements de résistance dans le Loiret : Front National, Libération et Vengeance -l'O.C.M. n'ayant pas eu de vie propre, faute d'effectifs suffisants dans ce département- il faut encore décrire l'organisation générale de la Résistance, avec les rouages qui reliaient le C.F.L.N. à l'échelle départementale par toute une série d'intermédiaires.

http://chantran.vengeance.free.fr/

L'organisme supérieur est le C.F.L.N. (Comité français de la Libération Nationale), émanation du gouvernement provisoire, siégeant à Londres, puis à Alger ; il envoie en France métropolitaine les ordres, les hommes et les fonds, par le truchement du « Centre de répartition ».
À Paris siège le C.N.R. (Comité National de la Résistance), composé de délégués des partis politiques, des forces syndicalistes et des représentants de la Résistance ; il a la haute main sur tous les mouvements qui le reconnaissent, et il est exclusivement chargé de l'étude des problèmes politiques, civils et militaires, de la direction des différents mouvements par les mots d'ordre et les consignes qu'il leur transmet, et enfin des relations de la Résistance avec l'étranger, étant le seul représentant accrédité de la Résistance. Il est secondé par un organisme de coordination, le « comité inter-groupements », qui assure la mise en commun des moyens et des renseignements, l'application des consignes du C.N.R. et la nomination des chefs de régions et de subdivisions qu'il propose au C.N.R. Enfin, ce sont les services du secrétariat de ce comité qui répartit les fonds attribués à la Résistance et contrôle l'activité des régions.
Les prolongements logiques de ces comités directeurs superposés sont les organismes locaux à l'échelle région, subdivision, et département. Les régions étaient désignées par une lettre initiale A (Amiens), D (Dijon), M (Le Mans), P (Paris). Chacune de ces régions était partagée en subdivisions comprenant plusieurs départements, et désignées par un indice P1, P2, P3... Le Loiret, par exemple, était inclus avec l'Eure-&-Loir et le Loir-&-Cher, dans la subdivision P2. Enfin à l'échelon départemental, le comité devait former le C.D.L., chargé de diriger toute la Résistance. Dans le Loiret, il ne fut constitué qu'après la libération d'Orléans.
Parallèlement à cette organisation civile et politique, un organisme militaire était chargé de la direction des groupes d'action militaire. Au sommet, le « Comité central militaire », dépendant du Centre de répartition et contrôlé par le C.N.R., avait pour émanation au dernier échelon le « Comité militaire départemental », qui fut supplanté en 1944 par l'État-major F.F.I. départemental. Toutes les forces paramilitaires de la Résistance étaient sous le commandement de *Pontcarral*, délégué du Comité central militaire. Mais les seuls éléments militaires des groupes à caractère politique, à l'exclusion des groupements strictement paramilitaires comme Vengeance, étaient représentés au Comité central militaire. *Cedant arma togæ !*
Tout cet édifice théorique, fort compliqué, n'a guère été qu'une construction de l'esprit et n'a pas fonctionné sous l'occupation très régulièrement. L'initiative personnelle des chefs, le courage des combattants, la confiance qu'inspirait tel ou tel chef ont prévalu sur les mandats distribués un peu au hasard des rencontres par des comités militaires ou leurs délégués. Par exemple, il put coexister dans le même département plusieurs délégués militaires départementaux, l'un nommé par le général Kœnig, commandant en chef des F.F.I., un autre par le représentant du C.N.R. ou du gouvernement d'Alger, et même parfois un troisième proposé par l'O.R.A. C'est ordinairement la compétence de l'un d'eux qui a rallié autour de lui la majorité, sinon la totalité des combattants ; ailleurs, celui qui pouvait fournir des parachutages d'armes attirait à lui les groupes qui voulaient se battre effectivement.
On verra plus loin (chap. 8 et 20) que, dans la région P2 à l'échelle subdivision, il y eut deux délégués militaires régionaux, tous deux ayant des lettres de service authentiques, le colonel O'Neill et le colonel Chazal, le premier ayant rallié la presque totalité des maquis, question de prestige personnel, d'armement, et de métier... ou de chance. […]

Libération-Nord

[…]
Contactée par le docteur Ségelle et M. Secrétain, elle allait être mise en rapport avec André Dessaux, quand vinrent les arrestations massives de Libération. *Claude Alain* quitta Orléans par prudence et se rendit à Paris, où elle ne tarda pas à prendre contact avec M. Ribière (alias *Gilbert*), le chef de Libération-Nord. Elle devint son agent de liaison et fut employée

conjointement avec Fougerousse, Hutteau, Chandezon et Joudiou, dont elle partagea la vie clandestine à cette époque.
C'est à ce moment que le chanoine Payen la mit en relation avec Claude Lerude, qui cherchait depuis les arrestations à relier Vengeance aux éléments militaires de Libération. De fait, elle eut plusieurs entrevues avec Claude Lerude, qui fut arrêté peu de temps après. […]

Claude Lerude, ayant appris par un agent double, qui avait ses entrées dans les milieux allemands, que le capitaine Goupil serait arrêté le soir même à 14 heures, fit transmettre le renseignement à deux membres du comité de Libération, pour qu'ils rejoignent immédiatement Beaugency à bicyclette et invitent Goupil à se cacher avant l'arrivée de la *gestapo* ; ils ne purent malheureusement se déplacer, ni toucher leur camarade avant son arrestation. […]

Pendant ce temps, avec l'appui de Fougerousse, Jean Joudiou, cherchant à renouer les fils du réseau, propose à M. Ribière de nommer chef départemental de Libération son compatriote M. Claude Lemaître, qu'il lui recommanda chaudement ; il fut chargé par M. Ribière, avec Chandezon et Hutteau, de lui proposer de prendre la direction du mouvement sous le pseudonyme de *Chambord*. M. Claude Lemaître accepta avec enthousiasme, car son plus vif désir était de reprendre la lutte contre l'occupant.
M. Claude Lemaître était un industriel de Châteauneuf-sur-Loire, au caractère vif, mais droit, à la volonté énergique, conduisant la Résistance avec la même fermeté, le même sens pratique et la même prudence qu'il dirigeait son industrie. Son choix était donc une garantie de vitalité pour Libération, mouvement dans lequel Jean Joudiou, toujours lui, l'avait engagé à la naissance du réseau dans le Loiret. Il avait alors été l'animateur delà Résistance locale, en complet accord et en union étroite avec le commandant Houdré, qui était le chef de la section de Vengeance. […]

De son côté, le groupe militaire de Libération, prévoyant les combats pour la prise de la Préfecture, avaient besoin d'armes. En l'absence de parachutages, son chef, M. Baudet, partit en demander au maquis de Sologne ; mais le commandant Thénard, ayant refusé de lui en céder, parce qu'il n'en était pas assez riche, l'invita avec insistance à prendre part avec lui à la chasse aux Boches. Les 12 hommes constituant le groupe militaire de Libération, restèrent au maquis de Sologne et prirent part aux combats de la Luzière le 19 août[9].
Pendant ce temps, Orléans était délivré beaucoup plus simplement qu'on ne l'avait prévu. Les autorités de Vichy abandonnèrent la place sans combat et prirent la fuite avant l'arrivée des Américains.
Une partie cependant des fidèles du Maréchal resta à Orléans, et se rallia in-extremis au nouveau régime, pour tenter de sauvegarder sa situation. Les Allemands n'avaient pas encore tous quitté la ville et les obus pleuvaient dans les quartiers du centre, que, suivant les plans, la première réunion officielle des représentants de la Résistance se tenait au salon bleu, en présence d'une quarantaine de personnes, en grosse majorité adhérents de Libération-Nord et du Front National, ou sympathisants. M. Hiquily prétendait représenter Vengeance ; mais en fait la plupart des membres de ce groupement, coupés d'Orléans et engagés dans les combats que soutenait le maquis de Sologne, ne purent rallier Orléans avec leur chef, le commandant Thénard, que quelques jours plus tard.
Après une heure de délibération et dans l'euphorie générale, les décisions définitives, concernant la mise en place des autorités civiles, furent prises. Le conseil municipal de l'occupation fut dissous et remplacé par le conseil municipal de la Libération. Les membres

[9] Membres de Libération-Nord qui s'engagèrent dans le maquis de Sologne : Paul Baudet, Camille Portet, Jacques Ploton, Jean Naudiri, Paul Mazereau, Victor Helard, Victor Leost, André Prebet, Jean Amathieu, Guy Ferembach, Catinot et Marcel Malarange, ce dernier tué au combat de la Luzière.

présents se rendirent alors en groupe à la Préfecture pour communiquer au Commissaire de la République les décisions prises.
Ce fut la première d'une série de fréquentes et longues entrevues qui devaient aboutir à la constitution et à l'installation définitive des nouveaux pouvoirs, le conseil municipal, avec le docteur Chevallier comme maire, et le C.D.L., avec Georges Carré comme président. […]

http://chantran.vengeance.free.fr/

V. Le réseau Buckmaster (1942-1943)

Dès 1940, des Français réfugiés en Angleterre projetèrent de participer à la libération de leur pays, en organisant la résistance contre l'occupant ; les Anglais comprirent vite le parti qu'ils pouvaient tirer de ces bonnes volontés pour hâter la victoire finale.

Avec leur esprit méthodique, ils organisèrent sur le continent européen des réseaux nationaux de résistance, groupés dans un organisme rattaché à l'État-major allié : le *Spécial Opération Executive*. La section française fut fondée par le colonel Buckmaster. Parallèlement à ces formations administrées par le *war office*, le B.C.R.A., sous l'impulsion du gouvernement provisoire, organisa des réseaux similaires qui travaillèrent à côté du réseau Buckmaster ; l'émulation dégénéra parfois en concurrence plus ou moins hostile entre les deux organismes.

Le réseau Buckmaster prit un développement prodigieux, surtout à partir de 1942 ; ses promoteurs préparèrent à cette époque un plan de harcèlement des armées d'occupation, qui devait être particulièrement efficace pendant et après le débarquement allié, et ils s'attachèrent à recruter avec soin sur le continent des agents, dont ils assurèrent l'armement. Les 14 réseaux Buck, fonctionnant en France, avaient déjà reçu, en août 1943, 106 tonnes de matériel et d'armement. En 1944, les parachutages s'intensifièrent jusqu'à la Libération : 120 en février, 200 en avril, 250 en mai, atteignant pour la seule année 1944, 4.500 tonnes sur 5.000 tonnes parachutées pendant la durée de la guerre par le réseau Buck[10]. On verra plus loin, par l'exemple du Loiret, que cette organisation fournit presque exclusivement les armes et munitions aux F.F.I. Telle est, dans l'ensemble, l'ampleur du réseau.

Son histoire se partagea en deux périodes : une période d'organisation en 1942, en vue d'un débarquement sur le continent prévu pour 1943, mais retardé par les circonstances, et ce retard fut la cause principale des arrestations qui mirent en péril l'existence même du réseau pendant l'été de 1943. Malgré ces difficultés grandissantes, le réseau se reconstitua en 1944, et prit, avec le commandant *Saint-Paul*, une part active à la Libération.

Une seconde période d'action en 1944 de l'époque du débarquement à la libération sera exposée plus loin. […]

http://chantran.vengeance.free.fr/

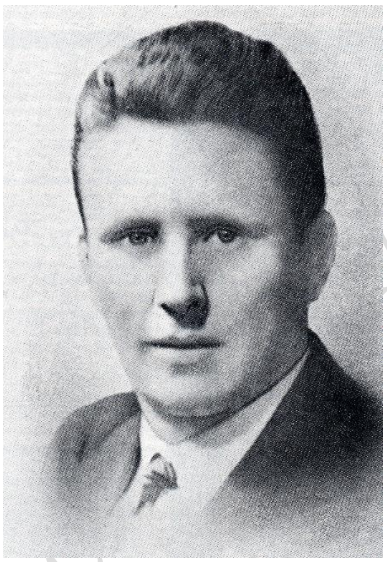
[10] Ces chiffres sont empruntés à *L'Agent de liaison*, n° 36 du 5 mars 1947.

VI. Les corps francs Vengeance

Claude Lerude

routier-scout
chef de clan
(19 ans)

chef aux Chantiers
de Jeunesse
(21 ans)



chef régional
à Vengeance
(23 ans)

En octobre 1942, deux anciens scouts routiers se rencontrent à Orléans. Deux amis ? -Non. Deux camarades, qui ne s'étaient pas vus depuis le début de la guerre, et avaient changé, l'un et l'autre, mûris par les événements. L'un d'eux, âgé de 22 ans, porte à la boutonnière le ruban de la Croix de guerre.

- Où as-tu trouvé ce ruban-là ? lui demanda son camarade.
- Attaché à la baïonnette d'un Fritz. Et tu vois ; il l'a bien accroché devant, et pas derrière.

Ce chef scout évoque alors, non pas ses exploits -car il n'est guère loquace sur son passé de guerre- mais ceux de ses camarades morts au combat, et peu à peu il s'échauffe de ce feu qui souleva son enthousiasme en 1940.

- Toi et eux, répliqua brutalement son camarade, ce que vous avez fait n'a servi à rien, sinon à causer des morts inutiles.
- Pardon ! Nous avons prouvé que le « troufion » de 40 savait encore se battre, et puis nous avons lavé, dans nos souffrances et notre sang, le déshonneur de ceux qui se sont enfuis. L'Allemand a su ainsi qu'il devait compter avec nous.
- Pourquoi n'as-tu pas continué avec De Gaulle ?
- Il était trop tard. Je n'ai pas pu, et puis à ce moment pouvait-on avoir confiance ?
- Peut-être alors, mais maintenant ? Regrettes-tu de ne pas être avec lui.
- Coupons court. Dis-moi ce que tu veux.
- Écoute : nous avons fait -comme scouts- un serment sur notre honneur de servir la France, d'être « toujours prêts » à son appel. Je sens que pour toi, comme pour moi, la seule France qui existe, c'est « la France libre », celle de de Gaulle. Elle a besoin de nous. Que vas-tu lui répondre ?
- Mon vieux, répondit le routier décoré de la Croix de guerre, en ponctuant sa réponse d'une grande claque sur l'épaule de son camarade, tu me fais plaisir ; tu es le premier ici que je retrouve dans ces dispositions. Tu sais qu'il y a beaucoup à faire. Nous en reparlerons, répondit avec feu Claude Lerude.

http://chantran.vengeance.free.fr/

Guy Faucheux et lui venaient de sceller une amitié solide comme le roc, en décidant de travailler tous deux en équipe dans la Résistance. Guy Faucheux, qui faisait partie d'un service de renseignements, y fit entrer son ami ; mais ils quittèrent rapidement le mouvement, qui ne répondait pas à leur idéal, et ils en cherchèrent un autre.

Jeunesse

Quelle énigmatique et curieuse personnalité que celle de Claude Lerude, qui va prendre une si grande part à la fondation de Vengeance dans le Loiret !
Une enfance souffreteuse et malingre, entre sa mère malade pendant ses premières années, son père gazé de la guerre de 1914, qu'il perdit à l'âge de 8 ans, et un grand-père aveugle. Jusqu'au moment d'entrer au lycée, il fut élevé seul dans une société d'adultes et de vieillards, à Paris, à Orléans, dans le Vercors, sur la côte d'Azur, à Nice. Privé de camarades de son âge, il se plongea dans la lecture, fut initié prématurément aux querelles politiques de son temps, en écoutant la lecture à haute voix du journal, que l'on faisait au grand-père aveugle. Vivant avec des adultes, sans contact avec des enfants, il acquit une précoce maturité d'esprit qui en aurait fait un vieillard à l'âge de la jeunesse, si une imagination délirante n'avait été la soupape de sûreté de cet enfant maladif.
Quand enfin il retrouva au lycée d'Orléans un milieu jeune, il se sentit d'abord dépaysé et se heurta vivement à ses camarades, devenant batailleur, conquérant sa place à coups de poings. En classe, il était bavard, dissipé, toujours en mouvement, interrogeant le professeur, sans être jamais intimidé, à la grande joie des élèves, auxquels il s'imposa irrésistiblement par son autorité, son entrain et son dévouement. Le scoutisme qu'il découvrit un jour, grâce à sa mère, révéla ses aptitudes au commandement ; car il était nommé chef.
Il avait hérité de son père blessé et gazé, puis réformé au cours de la guerre, le sens du devoir, et avant tout, du devoir militaire. Tout petit, il jouait aux soldats de plomb. À huit ans, il jouait à la guerre, transformant le jardin de la maison en champ de bataille. On a trouvé après sa mort cette lettre du « Maréchal Claude » à un officier imaginaire placé sous ses ordres :

> « Monsieur, il paraît que vous voulez reculer. Rappelez-vous donc cette parole de Danton : « De l'audace ! Encore de l'audace ! Et toujours de l'audace ! ». Je vous donne l'ordre de tenir coûte que coûte. Je vais vous envoyer deux régiments d'infanterie, le 131^{e} et le 110^{e} (c'étaient les deux régiments où son père avait combattu). En attendant, tenez toujours, ou vous manquerez à votre devoir. »

Le chef

Pour être à la hauteur de la tâche qu'il s'était assignée, Claude avait compris qu'il devait s'entraîner physiquement et moralement, et acquérir la maîtrise de soi, pour corriger la nervosité extrême qu'avait développée en lui son enfance maladive. Une nuit sous le prétexte de découvrir un dépôt d'armes sur la rive delà Loire, il descendit le fleuve en périssoire avec Guy Faucheux et remua en vain la terre pendant trois heures à Micy, sans trouver la moindre trace d'armes. De retour à Orléans, après avoir ramé pendant deux heures pour remonter le courant, ils doivent aborder dans une île, pour attendre 5 heures du matin, la rive étant occupée par les Allemands. Guy Faucheux monta une tente, et invita Claude à dormir pendant quelques heures.

- Non. Je vais profiter du temps qui me reste pour faire une révision de toute cette manœuvre d'approche et de conquête du terrain ; puis je ferai du jiu-jitsu.

Comme Guy Faucheux lui conseillait de se reposer, afin d'être en forme pour assister au cours de l'Université le lendemain :

- Après-demain on peut me demander de diriger une expédition nocturne avec des hommes dont je serais responsable. Je veux en être capable ; il faut que je profite de l'occasion qui m'est offerte de m'entraîner au commandement.

Cette volonté farouche de se préparer à la guerre s'alliait à des allures jeunes, et même à la gaminerie.

http://chantran.vengeance.free.fr/

Claude n'hésitait pas à se promener à six heures du soir dans la rue de la République, en traînant derrière lui un éléphant à roues, ou bien il enlevait le bonhomme en bois, qui porte le menu du jour d'un restaurant, et le déposait au milieu de la place, en guise d'agent de la circulation, montrant de son bras tendu le sens giratoire. En cours de mission à Paris avec Guy Faucheux, et chargé de rédiger un rapport important, ils ont, à tort ou à raison, l'impression d'être filés ; ne connaissant pas, de maison amie dans le quartier, ils vont à la Sorbonne et assistent au cours de sociologie ; après avoir tiré de leur serviette cahiers et stylos, comme pour prendre des notes, ils se mettent à rédiger leur rapport. Mais Claude, qui a toujours des idées personnelles, écoute le cours, tout en écrivant, s'y intéresse, pose des questions au professeur, au grand étonnement des élèves qui ne connaissent pas le nouveau camarade.

Claude invitait ses amis de « L'équipe » à des soirées chez lui, où l'on parlait de tout, sauf du service : de littérature, de spiritisme, des livres nouveaux ; on conquérait sa place sur le divan à coups de coussins. Mme Lerude offrait le thé et les gâteaux. La dernière réunion eut lieu le 2 janvier 1944. Les invités passèrent la soirée à genoux sur le tapis de la chambre autour d'un jeu de chevaux, échangeant des rires et des plaisanteries en vrais gosses qu'ils étaient, et laissèrent à leur départ la chambre avec un air de champ de bataille. Douze jours plus tard, la plupart d'entre eux étaient arrêtés.

Malgré ses gamineries, ou peut-être à cause d'elles, Claude plaisait à la jeunesse. Quand il était au lycée, les camarades de sa classe n'existaient plus, la famille non plus. Il ne vivait que pour les scouts « ses garçons ». Chef de chantier, il se dévouait entièrement à ses hommes, chef de la Résistance aux camarades de son équipe. On comprend qu'avec un tel dévouement, total, généreux et affectueux, il ait exercé une emprise incroyable sur tous ceux qu'il a commandés.

En 1939, chargé comme caporal d'un groupe d'insoumis, appelés pudiquement, dans les pièces officielles, des « omis », il découvrit un monde nouveau fort différent de ses garçons scouts. Son dévouement souriant, amical, quoiqu'énergique, les conquit irrésistiblement, et ils adoptèrent d'enthousiasme « leur pote ». Chaque soir, Claude faisait la tournée des bistrots, pour les récupérer avant l'appel. Un dimanche matin, il leur exprima le regret de ne pouvoir assister à la messe, parce qu'il était obligé de les garder. Ils lui proposèrent de l'accompagner et lui promirent d'être sages et de ne pas se sauver. Il communia à l'église Saint-Paterne, pendant que sa bande d'insoumis était sagement assise au fond de l'église, sous la tribune, et il revint avec sa troupe au complet à la caserne.

En 1940, nommé chef de chantier, il est responsable de 200 jeunes recrues, de 18 à 20 ans ; ses chefs lui demandent de tenir huit jours, sans recevoir aucun subside en vivres et en argent. Il s'impose à ses hommes et leur rend la confiance malgré les ventres creux. Il fait ce miracle de nourrir deux cents hommes et de les abriter ; il vit en Robinson, tuant des sangliers pour la cuisine et faisant construire des huttes de branchages. Avec son optimisme communicatif et sa foi ardente, la folle aventure que vécurent ces jeunes au lendemain de la défaite affirme chez eux la volonté de tenir pour la revanche.

À Vengeance, il est le chef aimé qui fait corps avec son équipe. Sa chambre est devenue le P.C., avec un défilé incessant de bicyclettes, de motos et d'autos perpétuellement en circulation, sans heure fixe pour les repas et le sommeil. Que de nuits passées en réunions chez lui ou ailleurs, que de plans élaborés ! Que de voyages à Paris, à Tours ou à Bourges ! Que de garçons couchant clandestinement dans la maison les nuits où on sentait le danger ! C'était pour Claude une vie âpre, rude, vibrante, toute donnée, et qui resserrait les liens fraternels avec les garçons de son équipe sur qui s'exerçait, puissante et affectueuse, son emprise totale.

Tel fut le fondateur des corps francs Vengeance dans le Loiret : né pour commander et resté chef jusque dans la mort.

En 1943, Claude et Guy, convoqués à Paris, sont présentés par Saint-Macary à Fiévet, qui les prie de le suivre, pour être mis en présence du grand patron de Vengeance, le docteur Wetterwald, dit *Masson*. Dans la rue, ils se heurtent à un barrage ; ils passent, sans qu'on leur

http://chantran.vengeance.free.fr/

demande rien. Nouvelle rue, nouveau barrage. Ils ont de plus en plus l'impression d'entrer dans une souricière. Si cette crainte est justifiée, il serait regrettable de lâcher le guide, pensent-ils ; s'il y a danger, il est trop tard pour reculer, et ils ne pourraient fuir. Le guide les conduit dans une maison, pénètre devant eux dans l'appartement d'un tailleur, les fait entrer dans une petite pièce et les laisse seuls. Le grand patron arrive peu après, et leur demande ce qu'il est possible de faire à Orléans. Claude et Guy acceptent la responsabilité du Loiret, et, nantis d'argent, repartent à Orléans. Le mouvement démarre aussitôt grâce au concours des camarades de « L'équipe », d'anciens scouts, qui sont les pionniers de Vengeance, Bernard Cognet, Robert Taureau, Jacques Caumel, René Alexis. Un mois après, ils peuvent rendre compte à *Masson* de leur mission et lui annoncer qu'une compagnie de 500 hommes est fondée.
Claude Lerude, qui apportait une organisation locale rapidement constituée et vivante, fut nommé chef de la région VIII de Vengeance, qui comprenait cinq départements : le Loiret, le Loir-&-Cher, l'Indre-&-Loire, le Cher et la Nièvre. Le chef régional était donc Claude Lerude, sous le pseudonyme de *Paul VIII* (Paul était le prénom de son père et VIII l'indicatif de la région placée sous ses ordres). Il confia le Loiret au lieutenant Georges-André Guyot (alias *Gauthier*) ancien de Saint-Cyr, promotion Charles de Foucauld, que le chef de Vengeance lui avait envoyé comme adjoint en septembre 1943 pour le soulager, le Cher au capitaine Giesson, l'Indre-&-Loire au capitaine Brault, la Nièvre au capitaine Gillioz (alias *Richard*) et le Loir-&-Cher au capitaine Matron.

Vengeance

Le groupe de Claude Lerude était une ruche bourdonnante, où chacun travaillait à son poste, avec le cloisonnement indispensable à la sécurité de tous -au service de renseignements, à la distribution de la presse clandestine, aux liaisons, au placement des réfractaires et au recrutement des troupes.
Le service de renseignements de Vengeance fonctionnait sous les ordres du commandant Solard de l'O.R.A., assisté du commandant Thénard, qui réunissait les informations, les contrôlait et les transmettait à Paris, et de là à Londres. Vengeance touchait la police locale par le commissaire Terramorsi, la sûreté par le commissaire Lalande, les Ponts & Chaussées par le commandant Thénard, les P.T.T. par M. Pasquet, la S.N.C.F. par M. Yves Changeux. Les gendarmes et les gardes mobiles restèrent impénétrables, surtout au début.
Les renseignements les plus divers étaient demandés à Vengeance. Par exemple, Londres avait réclamé d'urgence le plan détaillé du camp de Bricy, avec le faux camp qui trompait les aviateurs alliés. Le commandant Thénard et son adjoint, M. Lebrun, s'étaient procuré facilement aux Ponts & Chaussées ce plan qu'ils pensaient déjà connu de Londres ; mais ils s'étaient appliqués à porter à l'encre rouge le plan du faux camp d'aviation, qui était construit à l'ouest du vrai camp, avec baraquements vides, camouflage par filets, avions de bois sur le terrain et éclairage toute la nuit. Le commandant Thénard avait demandé à son correspondant, un mécanicien de Patay, d'étalonner un compteur de bicyclette et de jalonner avec précision le faux camp, en prenant note dans sa mémoire des chiffres marqués au compteur, ces indications étant nécessaires pour délimiter exactement sur la carte les dimensions du faux camp d'aviation. Ces renseignements furent transmis à M. Thénard chez M. Vessière, le dépositaire des établissements Chenesseau, rue Bannier. Le plan était à peine terminé le soir du 12 décembre 1943, le jour de la conférence de Jean-Hérold Paquis et de Jean Azema à Orléans ; M. Lebrun y mettait la dernière main dans le bureau de M. Thénard, pendant que celui-ci recevait la visite de son neveu, Jean Azema, dans une pièce voisine, il suspendait la carte dans le bureau pour la faire sécher. Pendant qu'Azema était au salon, le lieutenant Guyot vint prendre la carte, pour l'emporter le matin du 13 décembre à Paris par le train que devait prendre le célèbre collaborateur.
Aux Aubrais, le train de Tours arrive plein. Jean-Hérold Paquis va trouver le commissaire allemand de la gare, qui fait évacuer un compartiment et l'installe avec ses gardes du corps à la

http://chantran.vengeance.free.fr/

place des voyageurs. Jusqu'à Paris, J.-H. Paquis a péroré inlassablement, sans se douter qu'à côté de lui un agent de la Résistance transportait un plan qui permit de bombarder un camp d'aviation occupé par ses amis.

Le rôle de l'agent de liaison était d'ailleurs délicat et demandait du sang-froid et du courage, de la prudence et un minimum de psychologie, une résistance physique à toute épreuve et même le goût du risque. Claude Lerude avait recommandé à Bernard Cognet de toucher coûte que coûte *Mahot* de Nevers après avoir sonné à plusieurs reprises sans obtenir de réponse, alors qu'une pièce du rez-de-chaussée était éclairée, Cognet se décida à escalader le mur pour frapper à la fenêtre. Il commençait l'escalade, quand un monsieur avec chapeau et imperméable surgit à point et l'interrogea, en lui posant des questions indiscrètes sur le but de sa visite. Cognet, se présentant comme agent d'assurances, prétend que, son client étant mauvais payeur, il veut à tout prix encaisser sa prime mensuelle ; il montre même pour se justifier sa serviette qui, par un heureux hasard, ne contient que des papiers d'assurances. Confidence pour confidence, l'inconnu, type inspecteur de la sûreté, lui glisse dans l'oreille que son client a été arrêté par la *gestapo* et la maison occupée par la police allemande, qu'il serait plus sage de ne pas forcer la porte. Bernard Cognet n'insista pas et regagna le centre de la ville ; mais il s'aperçut que son interlocuteur, flanqué d'un camarade, le filait et, pendant deux heures, le jeu de cache-cache se poursuivit jusqu'au moment où, à la faveur de la nuit tombante et de l'encombrement dans une rue animée, il put bondir dans un petit hôtel, après avoir semé ses suiveurs. Il remplit sa fiche à son nom de guerre, paya la nuit et monta dans sa chambre, sans penser à aller dîner. Il s'enferma à clé, prépara son plan d'évasion en cas de poursuite et passa la nuit sans dormir.

Le lendemain matin, il aperçoit les deux hommes à la gare et leur échappe de nouveau, en traversant en trombe le hall des bagages et en sautant dans le train en marche, avec la joie d'avoir échappé à la police et d'avoir été consacré par ses aventures « agent des services spéciaux ».

Un autre agent eut une évasion plus romanesque, sinon macabre. En quittant Salbris, le 19 juillet 1943, après avoir rempli une mission de renseignements, Guy Faucheux, dit *Stevens*, fut arrêté par les *feldgendarmes* pour vérification de ses papiers ; ils trouvèrent dans sa serviette des tracts alliés. Transféré de Salbris à la prison de Romorantin, puis à celle de Blois, il fut interrogé par la *gestapo* ; il raconta qu'ayant déserté en 1940 pour rejoindre De Gaulle, il avait été arrêté et condamné, puis qu'à son retour il avait été contacté par la Résistance et avait accepté d'être « boîte aux lettres », recevant le courrier d'une première personne inconnue et le transmettant à une seconde. Il fut remis en liberté pour 15 jours, à condition de faire arrêter dans ce délai les deux personnes imaginaires qui fréquentaient sa prétendue boîte aux lettres. Car, heureusement, les Allemands ignoraient qu'il était avec Claude Lerude le fondateur de Vengeance. En quelques jours, ce dernier organisa une mise en scène pour le faire disparaître.

Le jeudi 12 août, il se rendit à la Ferté-Saint-Cyr, à la place de son père, pour établir la comptabilité d'un boulanger, M. Robert ; il travailla toute la matinée, déjeuna gaiement chez ce client, et puis, avant de reprendre les chiffres, il alla griller quelques cigarettes dans la campagne. Sans être vu, il entra sous bois, et parcourut en courant 12 kilomètres à travers la forêt, pour arriver à l'heure convenue à la borne 6 de la route de Ligny à La Ferté-Saint-Cyr. À l'heure H, une camionnette stoppa devant la borne ; le conducteur descendit, fit le tour de la voiture, en tâtant les pneus, pendant que Guy Faucheux se cachait dans la voiture, qui fit demi-tour, prit la direction de Ligny, puis des Aubrais.

Pendant le trajet, Guy Faucheux changea de vêtements, se maquilla habilement, modifia même la teinte de ses cheveux, prit des lunettes et enfin monta dans le train de Paris. Son maquillage était si réussi qu'une de ses cousines voyagea en face de lui des Aubrais à Paris, sans le reconnaître. Il logea le soir chez la grand-mère de Claude Lerude. Le lendemain, un agent du réseau vint prendre ses papiers et son portefeuille qu'il envoya à son père à Orléans, avec un

http://chantran.vengeance.free.fr/

billet laconique : « Ainsi finissent les traîtres ! » tandis que le même texte était expédié par télégramme à la *gestapo* de Blois.
Pendant ce temps, M. Robert, chez qui Guy Faucheux avait laissé sa bicyclette et sa serviette, prévenait son père de cette étrange disparition. M. Faucheux fit une déposition au commissariat de police et à la *feldgendarmerie* d'Orléans ; l'enquête ne put retrouver la trace du fugitif. Muni des papiers et du billet qu'il avait reçus, M. René Faucheux se rendit enfin à la *feldgendarmerie* de Blois. L'officier annonça à « ce malheureux père » qu'il avait reçu une communication analogue et qu'il fallait considérer son fils comme exécuté par les terroristes ; puis il laissa, seul dans son bureau pendant quelques instants, M. Faucheux, qui remarqua soigneusement la disposition de cette pièce : comme il avait devant lui une glace et derrière lui la porte de sortie, il pensa que l'officier l'observait dans la glace, avec l'espoir que, s'il y avait supercherie, M Faucheux seul rirait franchement du bon tour qu'il avait joué. Mais celui-ci garda la figure de circonstance d'un père en deuil !
En effet *Stevens* était mort ; mais Guy Faucheux, ayant changé d'identité, recommençait la lutte en Bretagne. Malheureusement, il fut encore arrêté, peu après Claude Lerude, en janvier 1944, dans un train entre Rennes et Quimper.

L'action

Vengeance plaçait des réfractaires à la campagne, les surveillait, les pourvoyait de titres d'alimentation et les changeait de résidence quand ils étaient découverts.
Il fallait des tickets d'alimentation pour les différents maquis, et le moyen classique à l'époque était de cambrioler une mairie. Vengeance organisa une expédition à Gien, qui fut parmi les plus pittoresques. Tandis que Charles Dumast, dit *Michel*, s'était assuré la complicité du concierge de la mairie, M. Cornille, les conspirateurs, venus d'Orléans en camionnette, Bernard Cognet, le lieutenant Guyot, René Faucheux et deux pompiers, l'adjudant Fontana et Doyen, avaient rendez-vous à minuit à la mairie, dans laquelle *Michel* s'était fait enfermer pour ouvrir le portail au moment opportun.
À l'heure H, armé d'un diamant, l'adjudant Fontana essayait de couper une vitre de la mairie, pour assurer le camouflage de l'opération et dégager la responsabilité du gardien ; mais il ne réussit pas à détacher le verre comme aurait fait un vrai cambrioleur..., il manquait de métier ! Au bruit de cette tentative, le concierge, qui attendait ses complices, ouvrit la porte. « Police ! » lui fut-il répondu ; il donna la clé des cadenas qui fermaient les chaînes auxquelles étaient attachées les caisses de tickets ; car le gouvernement de Vichy, inquiet de l'épidémie de cambriolages dans les mairies, avait prescrit des précautions minutieuses. Sa femme, qui n'avait pas été mise dans le secret du complot (car il faut toujours se méfier des bavardages des femmes !), se leva pour voir ce qui se passait. Revolver au poing, les cambrioleurs lui ont intimé très poliment l'ordre de se taire et l'ont invitée aimablement à leur fournir une chaise bien rembourrée, pour qu'elle n'ait pas trop à souffrir d'une station assise prolongée ; ils l'ont bâillonnée avec égards, pour ne pas l'étouffer, et ils l'ont ligotée solidement sur sa chaise, pendant que Bernard Cognet s'emparait de l'urne électorale, contenant les tickets, et que Faucheux surveillait la voiture et faisait le guet. Après sa femme, le concierge, M. Cornille, fut bâillonné et ligoté par Fontana, pendant que ses camarades chargeaient les tickets dans la voiture qui prenait la direction d'Orléans, après un quart d'heure d'arrêt à peine à Gien. Car l'équipe des cambrioleurs était bien entraînée.
Il n'y eut qu'un incident au cours du voyage de retour. Un peu avant Châteauneuf, une panne immobilisa la voiture. Le lieutenant Guyot désigna quatre de ses camarades qui s'embusquèrent dans les fossés avec une mitraillette et un revolver, pour parer à une attaque possible. Passe un camion allemand qui s'arrête, les occupants en descendent et demandent poliment au chauffeur de la camionnette s'il a besoin de secours. Le lieutenant Guyot leur répond que la panne ne présente aucune gravité et les remercie de leur obligeance. Les sentinelles n'eurent pas à intervenir, mais prirent un bon bain de pied. La voiture arriva à Vomimbert à 3 heures du matin

http://chantran.vengeance.free.fr/

chez le lieutenant Guyot ; il fallut trier 120 kg de tickets à la lueur d'une bougie, les fusibles de l'éclairage électrique ayant sauté.
Pour toutes ces opérations, il fallait de l'essence, distribuée alors avec parcimonie par les services publics, et la Résistance ne pouvait demander une attribution pour cambrioler les mairies ; force était donc de voler aux Boches l'essence nécessaire à la Résistance. Robert Taureau organisa une expédition à Orléans, dans les mêmes conditions que celles de Gien, c'est-à-dire avec la complicité du gardien ; celui-ci hésitait, acceptait un jour et reprenait son consentement le lendemain ; enfin, un jour de janvier 1944, Taureau annonça que tout était réglé pour une expédition en plein jour, et il donna rendez-vous à ses camarades à la bibliothèque des centres de jeunesse, rue du Bœuf-Saint-Paterne, dont Guichet était le directeur. L'auto était conduite par le chauffeur d'un camarade de Vengeance, André Colas, rue des Hauts-Champs. Taureau partit en reconnaissance pour prendre contact avec le gardien, et fit signe à ses complices d'entrer dans la cour avec la voiture. Quand l'auto fut dans la cour, le gardien, un vieillard de 82 ans, fort alerte, se dégonfla et refusa de livrer l'essence, malgré un bon signé par l'Ingénieur en chef des Ponts & Chaussées..., un faux naturellement. La situation était délicate : pour en sortir, l'un des camarades présents voulut pousser le gardien dans sa loge, pour insister sans risquer un éclat en public ; mais le petit vieux se mit à crier de toutes ses forces : « Au voleur ! » À ce cri, toutes les femmes du quartier se mirent aux fenêtres, se demandant ce qui se passait. Pour sortir de l'impasse, Fontana dut employer la manière forte ; il fit entrer le gardien dans sa maison, le bâillonna, non sans difficultés, pour lui imposer silence, pendant que d'autres cherchaient en vain de l'essence et n'en trouvèrent pas. Le quartier avait été mis en émoi par les cris du gardien ; l'équipe dut évacuer en grande vitesse la cour du dépôt, sans avoir pu remplir sa mission.

- Ah ! si le gardien avait travaillé pour la Résistance, se disaient les agents de Vengeance, il aurait été un excellent camarade.

Quand il fallait des autos, la Résistance les « empruntait » aux Boches. Ayant eu besoin d'un véhicule pour transporter clandestinement des munitions, *Jacques Chevallier* et Pierre Bérault décidèrent de voler un camion entreposé dans un garage de la rue de Vauquois. Par bonheur, ils constatèrent que la clé du garage de *Chevallier* était la même que celle de ce garage ; ils soulevèrent donc sans difficulté le rideau de fer, mirent en marche le moteur et démarrèrent. *Chevallier* ferma soigneusement le garage. Le lendemain, les Allemands furent stupéfaits de la disparition du véhicule. Ils appelèrent les *feldgendarmes*, qui examinèrent attentivement les lieux, croyant d'abord à une effraction, ils durent reconnaître qu'ils avaient été joués.

L'œuvre de Claude Lerude

Dans le mois de juin 1943, Claude Lerude et ses premiers compagnons fondèrent des sections de Vengeance dans toutes les régions du Loiret :

- à Orléans, le groupe Brisebat[11], et le groupe des sapeurs-pompiers ;
- dans la banlieue, la section des Ateliers d'Orléans, à l'usine de la compagnie générale d'électricité ;
- celles de Saint-Jean-de-Braye, sous le commandement du capitaine Jean, de Mardié, sous l'impulsion trépidante et hardie de Pierre Bérault ;

[11] Le commandant Brisebat (alias *Bienvenu*), parti comme sous-officier en 1914, conquit, par sa belle conduite au cours de la guerre, non seulement ses galons, mais cinq citations, qui lui valurent la Légion d'honneur et sa nomination de capitaine. Rappelé en 1939 et promu chef de bataillon au 509e C.C., il fit la campagne et fut prisonnier. Après son retour, contacté par Claude Lerude, il signa en août 1943 son engagement dans les corps francs Vengeance et fut chargé de constituer sous son commandement un bataillon de volontaires. Il se consacra avec enthousiasme à l'instruction des jeunes et à l'organisation de Vengeance dans l'Orléanais. Le lendemain de son arrestation, le 17 janvier 1944, M. Adrien Guyot reprit dans une cachette connue seulement de lui-même et du commandant Brisebat, dans le bureau de ce dernier, place Croix-Morin, les archives de Vengeance : listes d'engagement, cartes d'État-major, faux cachets, etc., afin de continuer son œuvre.

- puis, dans l'arrondissement, le groupe de La Ferté-Saint-Aubin avec Gorin ;
- celui du centre de jeunesse d'Arnouville, qui, bien que situé dans l'Eure-&-Loir, a toujours été rattaché à l'État-major de Vengeance d'Orléans, et qui fut fondé par M. Henri Duvillard ;
- le groupe de Meung-sur-Loire, qui a payé si lourdement son tribut à la déportation ; l'histoire de cette section reste encore aujourd'hui inconnue, parce qu'aucun de ses membres n'étant revenu d'Allemagne, le secret de l'action de ce groupe a été emporté dans leur tombe ;
- le groupe de Châteauneuf-sur-Loire, fondé par un officier en retraite, le commandant Houdret ;
- enfin, dans le reste du département, les groupes du Giennois, sous l'autorité du commandant Defaucamberge, puis du capitaine Demairé ;
- et ceux de l'arrondissement de Pithiviers, sous le commandement du capitaine Bertrand, dit *Addé*.

Claude Lerude pouvait être fier de son œuvre.

le commandant Brisebat

Les sapeurs-pompiers

Le 13 juin 1942, la compagnie des sapeurs-pompiers d'Orléans reçut l'ordre de transporter dans l'ambulance automobile un prisonnier du *stalag* 153 à Sceaux-en-Gâtinais et d'en ramener un malade. L'adjudant Fontana, accompagné du sapeur Desbrosse, chargea le prisonnier marocain et un sous-officier allemand parlant parfaitement le français. Celui-ci profita de cette randonnée à la campagne pour se ravitailler en œufs, beurre, fromage, lapins, etc., et il but si copieusement à chacun des arrêts qu'il devint d'abord trop gai, puis fort irritable.

En cours de route, les bouteilles à gaz étant épuisées, l'auto s'arrêta net au milieu des bois. M. Fontana descendit de voiture et brancha le moteur sur le réservoir à essence ; le Boche, croyant que le conducteur avait sabordé sa voiture, prit son revolver, et, sans le vouloir, tira un coup et blessa le prisonnier ; puis il engagea un pugilat à coups de poings avec Fontana qui se défendit énergiquement, pendant que le sapeur, à la faveur de la lutte, cachait le revolver dans une haie. Le Boche fit appeler les gendarmes, puis la *feldgendarmerie* d'Orléans, qui arrêta les Français, les menaçant même de les fusiller ; il y eut procès, mais le Boche fut condamné par ses chefs et reçut une sévère correction, que les Allemands lui administrèrent comme à un vulgaire terroriste. Ayant appris à connaître les Boches, l'adjudant Fontana décida de faire de la Résistance. Par M. Cinquin, droguiste, rue de Bourgogne, il fut mis en relation avec Bernard Cognet et Robert Taureau, qui lui proposèrent de fonder une section de Vengeance dans la compagnie de sapeurs-pompiers. Ceux-ci, au nombre d'une vingtaine, c'est-à-dire la presque

http://chantran.vengeance.free.fr/

totalité de la compagnie, signèrent d'enthousiasme leur engagement ; leur groupe, sous le commandement de l'adjudant Fontana, apporta une précieuse collaboration à Claude Lerude.

Saint-Jean de Braye

Deux sections de Vengeance ont pris naissance dans la commune de Saint-Jean-de-Braye dès 1943, la première sur l'initiative du capitaine Jean, ancien officier des douanes qui avait pris sa retraite dans les Ardennes et fut évacué d'office en 1940 dans l'Orléanais, où l'attiraient des liens de famille. Ce réfugié était un ardent patriote, resté jeune de cœur, qui, par son dynamisme, acquit la sympathie des jeunes qui l'entouraient et, après avoir fait de la résistance individuelle, fut présenté à Claude Lerude par son neveu M. Minet, commerçant rue au Lin. Le vieillard -M. Jean avait 77 ans à la libération- et le jeune chef de Vengeance sympathisèrent aussitôt ; le capitaine Jean n'hésita pas à signer son engagement sous un pseudonyme qui était prophétique : *Triomphe*.

Un officier des douanes est prédestiné au service des renseignements. M. Jean n'y manqua pas et s'assura la collaboration de quelques jeunes amis, en particulier de l'inspecteur de police Gaston Leplège, attaché à la brigade mobile d'Orléans, qui fournit à la Résistance les informations recueillies à la section politique de la Sûreté sur Blanche Laune, Prouveur, etc., et André Boudin qui, en septembre 1943, parvint à dépister sept individus affiliés à la *gestapo* dont le sinistre Pierre Bourrigault. M. Jean s'était en outre assuré le concours d'un belge, d'origine flamande, Vanderbrucke, dit *Marius*, monteur à l'usine électrique, mais réfractaire au S.T.O. Ce dernier, coiffé de sa casquette d'électricien qu'il avait conservée, pénétrait partout, même dans les immeubles occupés par les Allemands, sous prétexte de contrôler les compteurs, et il fut un excellent agent de renseignements de Vengeance. Doué d'un courage à toute épreuve, d'une force peu commune et d'un caractère exécrable, il fut le plus audacieux des agents d'exécution des coups de main. Après plusieurs disputes avec des miliciens, auxquels il reprochait leur attitude anti-nationale, et quelques bonnes corrections qu'il leur administra, il fut arrêté en juillet 1944, déporté, et n'est pas rentré.

Grâce à l'appui discret, mais efficace, du maire de Saint-Jean-de-Braye, M. Bernon, le groupe monta une véritable usine de faux papiers, dont la clientèle s'étendit rapidement à un large secteur de Vengeance.

Un dépôt d'armes fut préparé dans un vieux castel abandonné, à « Coquille », en vue de la Libération, et le groupe s'assura le concours des frères Desouches et du major-médecin Jacquot, chef de l'hôpital militaire.

Les Ateliers d'Orléans

Dans la même commune de Saint-Jean-de-Braye, un second groupe de Vengeance se constitua dans le milieu homogène du personnel des Ateliers d'Orléans. Dès 1940, deux ardents patriotes, MM. Raoul Gauthier et Marcel Garcin, cherchent, sans y réussir, à se rallier à un mouvement de résistance, et ce n'est qu'en 1942 qu'ils entrent en relation par l'intermédiaire de M. Cinquin avec Claude Lerude et par son entremise avec le commandant Brisebat. En septembre, un incident dramatique faillit arrêter l'essor de la résistance aux A.O. Les Boches essayaient alors de recruter parmi les ouvriers des volontaires, pour travailler en Allemagne, et ils avaient chargé deux renégats de faire de la propagande à l'usine. MM. Maillet et Lecomte, forts de la protection allemande, faisaient des conférences aux ouvriers et tentaient de les débaucher. Écœuré, Marcel Garcin, chef du personnel des A.O., au cours d'une altercation avec les agents recruteurs, gifla publiquement l'un d'eux et fut arrêté le 30 septembre par Franck de la *gestapo*. Le directeur général des A.O., M. Semansatis, qui était entièrement acquis à l'action du groupe de Résistance, obtint que M. Garcin fût déféré à la justice française, alors que les Allemands escomptaient une sanction exemplaire, qui aurait fait jurisprudence en la matière pour toute la France. M. Garcin fut seulement condamné à trois mois de prison avec sursis, pour « entrave à la relève » (!) et libéré sur l'heure à la grande joie de ses amis et du personnel patriote de l'usine.

http://chantran.vengeance.free.fr/

Il y avait encore des juges en France. Mais, surveillé et même espionné, il dut rentrer dans l'ombre et ne put prendre, comme l'espéraient ses amis, le commandement du groupe des A.O. C'est M. Gauthier qui prit sa place, en parfait accord avec lui, et qui organisa le S.R., la fabrication de faux papiers, l'instruction des recrues et l'hébergement des aviateurs alliés parachutés.
M. Gauthier transmit d'abord au commandant Brisebat le plan détaillé de l'usine d'électricité des A.O., en notant que, grâce à l'initiative et à la diplomatie de son directeur général, les Boches n'avaient jamais obtenu plus de 25 à 28 % de la production de l'usine, la plus grande partie de la fabrication étant camouflée au profit de l'agriculture française, et il demanda pour ce motif que l'usine ne fût pas bombardée. De fait, elle fut épargnée par l'aviation alliée, mais la majeure partie de son outillage avait été préalablement déménagée en Allemagne.
M. Séville se chargea de la fabrication des faux papiers et sculpta lui-même dans le linoléum au moins huit cachets ; et, avec les larcins commis dans les administrations, il disposait d'une vingtaine de cachets, lui permettant de satisfaire une clientèle de plus en plus étendue et même d'expédier en Allemagne de faux télégrammes munis de cachets réglementaires, pour obtenir le retour des déportés du travail, qui devenaient alors réfractaires en France.
L'instruction des recrues avec les armes nouvelles est poursuivie chez M. Dargery, par groupes de deux ou trois, qui ignorent leurs camarades des autres groupes, ce cloisonnement permettant de limiter les dangers d'indiscrétion. Du 10 au 20 janvier 1944, deux aviateurs américains, amenés d'Artenay par Marcel Girault, sont hébergés successivement chez plusieurs membres du groupe et transportés à Paris pour être rapatriés.
Malgré la secousse provoquée par les arrestations du 16 janvier 1944, le groupe se prépare aux combats de la libération. Une réunion clandestine est organisée par M. Gauthier dans une chaufferie dont il possède la clé. Le capitaine Siriex, qui jouit de nombreuses et anciennes amitiés aux A.O., fait appel aux résistants pour la dernière manche de la lutte contre le Boche, l'heure de la décision approchant ; tous l'acceptent pour chef, et M. Gauthier comme adjoint. Le groupe est définitivement constitué avec une section de parachutage sous le commandement de M. Gauthier. Le capitaine Siriex, ayant reçu l'ordre de constituer une unité dans la forêt d'Orléans, le capitaine Gauthier prend la direction du premier contingent ; mais les événements se précipitent : après l'attaque de Samatha, le capitaine Siriex est arrêté, ainsi que Séville. Le capitaine Gauthier cherche en vain une liaison, puis se raccroche au groupe du capitaine Giry et du lieutenant Thomas de la forêt d'Orléans, et il conduit le 7 août un détachement de ses hommes au maquis du « Bois Thomas », les autres devant suivre par échelons ; mais, l'attaque du maquis de Chambon remettant en question ce départ, M. Liénard va se mettre avec quelques volontaires des A.O. à la disposition du commandant Thénard au maquis de Sologne.

La Ferté-Saint-Aubin

Dès le mois de mai 1943, Claude Lerude et Guy Faucheux, cherchant à étendre leur mouvement en Sologne, contactèrent M. Gorin, garagiste à La Ferté-Saint-Aubin, qui fut chargé de recruter le groupe n° 1 à La Ferté-Saint-Aubin, Il reçut 30 engagements dans les F.F.L. ; ses hommes s'entraînèrent aux démonstrations d'armes sous les ordres de l'instructeur *Yves* (René Bonamy), avec le concours des chefs de section, MM. Leterre, Marc, Labat et Charlet ; et ils restèrent en relation avec le P.C. d'Orléans par le lieutenant Guyot et Michel Peyrot (dit *Michel de Bretagne*). Le groupe de Gorin prospecta des terrains de parachutage et fit homologuer celui de M. Legroux, à la Tuile, et celui du Corvier, et procura des faux papiers aux réfractaires de La Ferté et de Mur-de-Sologne, où la famille Drunat, qui y dirigeait la Résistance, était apparentée à M. Gorin ; enfin il assura la transmission des ordres de l'État-major à *Fortier*, chef cantonal. Le 1er septembre, l'instruction du groupe était terminée.
Mais la famille Drunat avait été arrêtée à Mur-de-Sologne par Lussac et les Calame. Mlle Paulette Drunat, qui fut libérée quelque temps après, fit prévenir son cousin, M. Gorin, que les Allemands connaissaient son activité et se disposaient à l'arrêter ; il quitta son domicile avec

sa femme et ses enfants le 25 septembre 1943 ; les Allemands, venant pour l'arrêter, trouvèrent porte close et firent successivement trois ou quatre perquisitions dans le garage. Furieux de leur échec, ils revinrent en avril 1944 avec *Yves* qui avait été arrêté à son tour, et ils l'accrochèrent à un portique de l'atelier pour lui faire avouer ses relations avec le groupe de La Ferté. *Yves* tint bon, malgré les tortures, et ne révéla rien.
Après le départ de Gorin, Leterre prit sa succession et devint le chef du groupe de La Ferté jusqu'à la libération ; c'est sous ses ordres que le groupe local prêta son concours au commandant Thénard, lors de l'attaque de la Luzière le 19 août 1944.

Gien

Le groupe du Giennois fut noyauté par le commandant Defaucamberge (alias *Épervier*), qui commanda le secteur et qui recruta les premiers engagés des corps francs Vengeance. En septembre 1943 un professeur des cours complémentaires, M. Bildstein adhéra au mouvement, suivi de peu par un de ses collègues, instituteur comme lui, M. Demairé. Leur groupe, qui se développa normalement, fut sans histoire jusqu'au 16 janvier 1944, date à laquelle furent arrêtés son chef, le commandant Defaucamberge, et M. Marchand, ingénieur des Ponts & Chaussées.
Dans le courant du mois, les arrestations se poursuivirent dans le secteur de Gien, où Moulet et Chevassus, agents de la *gestapo*, exerçaient une surveillance étroite sur la Résistance. Le chef du secteur, M. Bildstein, dut quitter la région, après avoir passé ses pouvoirs à M. Demairé. Mais le 3 février, la *gestapo* venait arrêter ce dernier à son domicile de Gien ; or il était ce jour-là à Orléans et déjeunait chez ses parents à Fleury-les-Aubrais, sans se douter du danger qu'il courait. En effet, comme il revenait à bicyclette, vers 17 heures, prendre quelques objets chez ses parents, avant de retourner à Gien, il fut dépassé par une voiture de la *gestapo*, occupée par 4 agents de la police allemande. Les ayant identifiés, il continua sa route, sans être reconnu, et alla se réfugier chez des amis ; son père fut arrêté et emmené aux bureaux du boulevard Alexandre-Martin, où il fut longuement interrogé sur son fils. G. Demairé, se sentant brûlé dans la région, gagna la Corrèze sur une motrice électrique, déguisé en employé de la S.N.C.F., et passa sans difficulté la ligne de démarcation. Il revint en mai dans le Giennois, et resta d'abord caché chez l'institutrice d'Arrabloy. Avec M. Bildstein, il avait organisé la Résistance dans un bon nombre de communes des environs de Gien : Coullons, Poilly, Saint-Gondon, Cerdon, Autry-le-Châtel, Saint-Martin-sur-Ocre, Saint-Brisson, sous la responsabilité de Colonna et en liaison également avec le capitaine Duroc, chef du groupe d'Argent.

Pithiviers

Dans l'arrondissement de Pithiviers, la première réunion de propagande de Vengeance eut lieu sous le couvert d'une soirée dansante, organisée par Mlle Mars, professeur de danse à Orléans. Guy Faucheux, en dansant avec Mlle Jaget, téléphoniste au central de la ville, lui proposa de travailler pour la Résistance ; elle accepta et alerta à son tour le commissaire de police Philipponeau, et par son intermédiaire le capitaine Bertrand, ancien officier d'aviation ; et ils formèrent tous trois le noyau du groupe Vengeance de Pithiviers. Claude Lerude, accompagné de Guy Faucheux et de Michel Peyrot, vint les visiter et les inviter à chercher de nouveaux adhérents. Le capitaine Bertrand fut chargé par Claude Lerude de demander le concours de M. le chanoine Denis, directeur de l'école Saint-Grégoire, ancien officier de l'État-major pendant la guerre 1939-1940 ; d'abord, celui-ci accepta ; puis, à la suite d'un désaccord de méthodes avec Claude Lerude, il se retira, mais consentit néanmoins à seconder, dans ses fonctions de chef de secteur, le capitaine Bertrand, qui eut comme adjoint MM. Philipponeau et Vallée. Ils travaillèrent au développement du mouvement qui se répandit dans l'arrondissement, grâce à l'activité de chefs locaux : M. Jean Brethereau à Bouilly, Crambes à Courcy, Vallée à Nancray, Burgé à Chemault, Noël à Escrennes, Rousseau à Courcelles et Philipponeau à Pithiviers. Après une nouvelle visite de Claude Lerude et du colonel Chavanes de Dalmassy, l'activité du groupe se concentra sur la recherche des renseignements concernant la situation et les mouvements de

http://chantran.vengeance.free.fr/

l'ennemi, l'écoute téléphonique, la prospection des terrains d'atterrissage. Blanche Desbordes, l'agent de renseignements du capitaine Bertrand, adopta de nombreux réfractaires, les abrita et leur fournit de faux papiers qu'imprimait M. Vialle, imprimeur, à Pithiviers, et membre très actif du groupement Vengeance. Un bulletin hebdomadaire de renseignements fut rédigé grâce aux observateurs placés dans les administrations, P.T.T., S.N.C.F., police, usines, camp de concentration, et même bureau allemand du travail, et remis à l'E.M. de Vengeance à Orléans par M. Marcou, commerçant, à Pithiviers.

Capitaine Bertrand

Les chefs de Vengeance dans le département étant convoqués à Orléans à une réunion générale le 16 janvier 1944, le capitaine Bertrand avait décidé d'y assister avec ses adjoints Philipponeau et Vallée. L'avant-veille, en son absence, un inconnu était passé chez lui et avait dit à Mme Bertrand de le prier d'attendre une auto de service qui viendrait le prendre ; il convoqua donc Vallée chez lui, mais Philipponeau partit le 15 par le train, dans l'intention de rester deux jours à Orléans. Or, il y avait eu un malentendu ; la voiture passa à la sucrerie de Pithiviers pour prendre les voyageurs, et ne les trouvant pas, continua sur Orléans. Le capitaine Bertrand téléphona au P.C. d'Orléans et, ayant appris les causes de cette confusion, décida de ne pas rejoindre Orléans et de se faire représenter à la réunion par Philipponeau.

L'après-midi, il accompagna à bicyclette un aviateur américain, rescapé d'un combat aérien livré un des jours précédents à un service funèbre pour les victimes alliées, que le groupe Vengeance avait organisé dans l'église de Vrigny. L'aviateur rescapé avait exprimé le désir d'y assister pour savoir lesquels de ses camarades avaient été tués. Le secrétaire de mairie avait assisté à la mise en bière, et donna au capitaine Bertrand les noms des aviateurs inhumés. Il déclara même que les Boches avaient en sa présence coupé les doigts des cadavres pour s'emparer des bagues qu'ils portaient. L'escorte de l'aviateur américain, dirigée par le capitaine Bertrand, alla à la cérémonie religieuse ; mais, mise en défiance par la présence d'une personnalité civile, soupçonnée de collaboration, reprit la direction d'Ascoux par un petit chemin qui rejoint la grande route, pendant qu'une voiture de la *gestapo* se dirigeait vers l'église, pour permettre aux agents allemands de surveiller l'assistance. Le soir même, l'aviateur était dirigé sur Paris par une filière ; et, en revenant à la gare de Pithiviers où il l'avait embarqué, le capitaine Bertrand apprit par un voyageur que les Allemands avaient procédé dans la journée à des arrestations auprès de la caserne des pompiers à Orléans. Au train du soir, l'absence de Philipponeau confirma ses appréhensions.

Le lendemain matin, le lieutenant Guyot fit parvenir à l'intention de Bertrand, chez un débitant d'Ascoux, un message téléphonique, l'informant que Claude avait contracté la fièvre typhoïde et qu'il était défendu de lui rendre visite. Ce coup de téléphone arriva, pendant que le capitaine Bertrand assistait avec sa famille à un service funèbre, célébré pour un de ses parents. En sortant de l'église, il aperçut de loin une voiture stationnant devant sa maison et plusieurs hommes qui paraissaient attendre, tandis qu'un autre escaladait la grille pour pénétrer dans la cour. Flairant la *gestapo*, M. Bertrand se réfugia chez le maire, pendant que Mme Bertrand rentrait chez elle, après avoir convenu que, s'il y avait danger, elle lâcherait la main de sa petite fille, âgée de 7 à 8 ans. Le chef de l'expédition, un grand blond, le lieutenant Keller, lui dit : « Madame, police allemande, ouvrez. » Mme Bertrand renvoie d'abord sa petite fille chez des voisins ; et, après avoir ouvert la grille, elle a la surprise de se trouver en présence d'un inconnu. C'était le chauffeur allemand, qui avait escaladé la grille. Commencèrent alors une perquisition et un interrogatoire qui durèrent jusqu'à midi et demi.

Pendant ce temps, le capitaine Bertrand, passant de maison en maison, par les cours, était parvenu à s'embusquer dans le grenier de la maison, qui fait face à la sienne dans la rue, et, de cet observatoire, il put voir charger ses papiers dans l'auto allemande.

- Où est votre mari ? demande le chef à Mme Bertrand.

http://chantran.vengeance.free.fr/

- Il est parti à Orléans par la gare d'Escrennes ; il reviendra ce soir par le train de 6 heures trente.

À midi, le lieutenant Keller lui dit : « Nous allons déjeuner. Ne quittez pas la maison, Madame. » Et les Boches partirent, après avoir chargé dans leur voiture un appareil de T.S.F. Le soir, ils revinrent et, ne trouvant pas le capitaine Bertrand, ils repartirent, après avoir volé le second appareil de T.S.F.

À 21 heures, Mme Bertrand quittait son domicile et rejoignait son mari ; après s'être caché, tous les deux dans la région pendant quelques jours, ils restèrent à Paris jusqu'à la libération.

M. Besnard

À la fin de l'été 1943, un inconnu se présentait chez M. Besnard, ouvrier agricole, âgé d'une soixantaine d'années, et lui présentait une lettre écrite par un ami de Paris, très grand résistant, M. Maurice Papion, qui lui recommandait le porteur du pli. M. Besnard connaissait bien M. Papion et avait pour lui beaucoup d'estime. L'inconnu lui demanda des renseignements sur la Résistance et exprima le vif désir d'entrer dans un maquis. M. Besnard se récusa et répondit qu'il ignorait ce qu'on lui demandait. Comme il était midi, il offrit à déjeuner à cet inconnu, qui était André de Maindreville, agent de la *gestapo* de Paris. Après le déjeuner, comme M. Besnard était retourné à son travail, de Maindreville se fit conduire par sa belle-fille à la poste pour « faire connaître où il était ». Malheureusement, cette dame ne put remarquer s'il téléphonait à la *gestapo*. À la suite de cette mystérieuse visite, M. Besnard et sa voisine, Blanche Desbordes, intrigués par le message de M. Papion, écrivirent à sa famille, en adressant la lettre à une tante, habitant la Seine-&-Oise, pour obtenir quelques éclaircissements sur lui ; la lettre n'arriva jamais à destination, mais la *gestapo* en connut le contenu.

Dans le voisinage de M. Besnard et de Mlle Desbordes habitaient les époux Belauert, qui se vantaient à tort ou à raison d'avoir le bras long auprès des Allemands. Mme Belauert, aussi intrigante qu'indiscrète, écoutait aux portes et surveillait particulièrement les relations de Blanche Desbordes ; cette surveillance provoqua plusieurs altercations avec les autres locataires. À M. Besnard, l'ayant pris en flagrant délit, elle se vanta des relations que son mari entretenait avec les Allemands et, comme elle était aussi grossière que vaniteuse, elle conclut en disant : « Je t'em... toi, les gendarmes et le commissaire. » (Le commissaire visé était évidemment M. Philipponeau.) Un autre jour, elle menaça Blanche Desbordes : « Tu auras beau faire : ta tête tombera plus tôt que la mienne » ; et Blanche Desbordes en éprouva une réelle inquiétude. Ils furent tous deux internés et Blanche fut condamnée à la déportation.

Quand M. Besnard fut libéré de la prison d'Orléans, Blanche Desbordes lui dit que la femme Belauert était à la base de son arrestation, et elle ajouta : « Si je ne rentre pas, vengez-moi. » Dès que la nouvelle du retour de Blanche Desbordes se répandit dans le quartier en mai 1945, Mme Belauert quitta son domicile et ne revint chez elle que lorsqu'elle apprit la mort de Blanche Desbordes à Annemasse. Le mystère continue de planer sur ses responsabilités dans l'arrestation de sa voisine.

À Orléans, les inculpés furent interrogés sur la lettre écrite à la tante de Maurice Papion, dont les Allemands ne possédaient pas l'original, mais dont ils connaissaient le contenu. M. Besnard en profita pour les tromper sur le libellé exact de cette lettre, et il fut libéré quinze jours plus tard, faute de preuves.

Blanche Desbordes fut déportée et, au retour, elle mourut à Annemasse des suites des souffrances qu'elle avait endurées au camp de Ravensbruck.

Avec M. Besnard, qui reçut de Maindreville à déjeuner, et Blanche Desbordes, qui discuta avec lui, les Allemands arrêtèrent aussi Jean Brethereau à Bouilly (mort déporté), et MM. Fisèle, Riera et Espeniel ; ces trois derniers furent relâchés. M. Jaget, voyant les Allemands arriver chez lui, sortit par une autre porte de son magasin, et les distança à la course ; il dut à la vitesse de ses jambes d'échapper à la *gestapo*.

http://chantran.vengeance.free.fr/

Arnouville

Enfin, tout un essaim de groupes Vengeance a pris naissance au nord du département, dans un centre de jeunesse, situé à la frontière de l'Eure-&-Loir. Que n'a-t-on pas reproché aux centres de jeunesse fondés sous l'occupation ? Ils étaient, disait-on, des centres de propagande pour la Collaboration. Le gouvernement l'espérait, mais les jeunes ont réagi sous l'impulsion de chefs généreux et loyaux, qui ont bien travaillé pour la France.

À l'encontre de ces accusations portées contre les centres de jeunesse, citons l'exemple d'un compatriote, Robert de Courson, de Mézières-lez-Cléry. Ce jeune officier, ancien élève de l'École Polytechnique, mis par l'occupation en disponibilité s'engage aux « chantiers de jeunesse », et reçoit le commandement du chantier du Chatelard dans les Alpes. Ce chef, de taille élevée, à l'allure élégante et distinguée, sans fierté, s'imposa par sa valeur et son dynamisme, groupant autour de lui toute une pléiade de chefs dévoués au service du pays.

En mars 1943, il reçut l'ordre de visiter, en compagnie de tous les chefs de son chantier, l'exposition anti-communiste organisée par la propagande allemande au siège de la Bourse du travail à Lyon. Il obéit, mais la veille, à Aix-les-Bains, il leur fit une conférence préparatoire, sur le thème suivant : « Tout ce que vous verrez demain à cette exposition s'applique exactement au nazisme comme au communisme, les deux régimes étant totalitaires. Et nous ne voulons aucune oppression, donc aucune dictature, quelle qu'elle soit. » C'est dans ces dispositions que les jeunes chefs visitèrent, en service commandé, l'exposition de propagande allemande.

Aussi, lorsqu'au courant de l'été 1943 les Allemands voulurent transformer les chantiers de jeunesse en pépinières de travailleurs du S.T.O., il démissionna et disparut avec l'élite des cadres. Il se cacha comme ingénieur dans une usine de la banlieue parisienne, pour échapper aux recherches du gouvernement de Vichy, qui l'accusait de désertion. Lorsque la division Leclerc arriva à Paris, il s'engagea et partit avec elle à la conquête de l'Allemagne. Dans les Vosges, en pleine avance victorieuse, son char sauta sur une mine, et il mourut pour la France qu'il a magnifiquement servie, en formant d'abord une génération de jeunes, courageux et généreux.

Son beau-frère, Pierre de Chevigné, qui fut déporté, avait été l'adjoint et l'ami du commandant de Tournemire, le chef suprême des Compagnons de France ; ce dernier eut le courage sous l'occupation de refuser à Laval de se faire auprès des jeunes le propagandiste de la Collaboration. N'affirmait-il pas dans une lettre adressée le 2 juin 1942 au chef de l'État que la consigne des Compagnons était « discipline, loyalisme, mais silence ». « Le mouvement Compagnons, ajoutait-il, qui par réalisme, a adopté une politique d'obéissance, ne peut se transformer en propagandiste de telle philie ou de telle phobie. » Laval ne s'y est pas trompé. Les Compagnons refusaient de se laisser enchaîner à la germanophilie et à l'anglophobie du gouvernement. Quand les Allemands eurent compris que le commandant de Tournemire travaillait uniquement pour la France, ils le traitèrent en ennemi ; la *gestapo* tenta de l'arrêter ; mais, mystérieusement mis en garde contre le danger, il prit le maquis et s'échappa.

Si dans la zone Sud, Vichy pouvait dissimuler l'Allemand sous un masque de patriotisme à des yeux non prévenus, en zone Nord la neutralité était impossible, il fallait opter pour la Collaboration ou la Résistance.

Le chef du centre de formation professionnelle d'Arnouville, Henri Duvillard, n'a pas plus hésité que Claude Lerude, lui aussi ancien chef de chantier ; il a opté pour la Résistance et transformé le centre d'apprentissage qu'il dirigeait en un centre de résistance. L'histoire d'Henri Duvillard, qui, parti de la classe ouvrière, s'est élevé par sa valeur, par son dynamisme, par sa loyauté au rang de chef, est nécessaire pour comprendre l'influence qu'il a exercée sur les jeunes et l'activité qu'il a déployée avec eux dans la Résistance. Né dans une famille de neuf enfants, il dut connaître dans son enfance des heures difficiles ; et cependant ses parents avaient acquis, à force de travail consciencieux et tenace, une affaire qui leur permit d'élever une

http://chantran.vengeance.free.fr/

nombreuse famille et de donner à leurs enfants des leçons vécues de travail et de persévérance dans l'effort. À leur exemple, il entra dans l'industrie hôtelière et en gravit les échelons jusqu'à l'époque de la guerre de 1939.
Mobilisé en première ligne, comme ses frères, il est grièvement blessé devant Amiens le 8 juin 1940 et décoré de la Croix de guerre. Bientôt l'armistice est signé, mais il est de ceux qui n'acceptent pas la défaite ; ses frères sont, l'un blessé, l'autre prisonnier, un troisième, engagé dans la R.A.F., où il devient lieutenant aviateur. Remis de sa blessure, Henri Duvillard tente de rentrer dans sa profession, mais il est obligé d'y renoncer définitivement à cause des suites de sa blessure ; c'est alors qu'il s'engage au service de la jeunesse et qu'il révèle des qualités d'organisateur, de constructeur et d'animateur, qui font de lui un chef de centre remarquable, parce qu'il a confiance dans la jeunesse et foi dans les destinées de la France.
Le centre d'Arnouville, qui lui est confié, devient, pour ses équipiers, une nouvelle famille et un foyer de patriotisme et de Résistance qu'il ouvre à toutes les détresses :

- aux « sans famille » abandonnés dans la vie, qui retrouvent à Arnouville une nouvelle famille, à laquelle ils s'accrochent dans la vie comme un noyé à une bouée de sauvetage, tel Serge Rouziès, qui fut tué à 17 ans dans les combats de la libération ;
- aux jeunes Israélites, que, sous le couvert d'une fausse identité, il soustrait à la persécution nazie, mais cette générosité n'est pas orthodoxe aux yeux de Vichy.

En 1941, au cours d'une session de cadres au centre de Marly, le chef de centre de Brévannes, connu pour ses sentiments pro-allemands, s'élève publiquement contre les chefs qui accueillent dans leurs centres de jeunes juifs. Duvillard est de ceux-là. Va-t-il encaisser en silence, tout en se réservant de continuer ? Non ; ce n'est pas son caractère ; il se lève et, dans le plus grand silence, il répond à son camarade : « Ceux qui pourchassent et persécutent les juifs ne sont pas dignes d'être Français. Mon sentiment national et ma foi chrétienne me font un devoir de leur tendre la main. J'aimerais mieux quitter mon centre immédiatement que de me rendre complice de mesures, qui ne sont ni françaises, ni humaines. » Un silence glacial tomba sur la réunion ; la majorité partageait les sentiments dont Duvillard s'était fait courageusement le défenseur, mais on vivait sous le règne des Boches. Le directeur de l'école de cadres déclara clos l'incident qui avait soulevé parmi les jeunes chefs une profonde émotion ; Néanmoins, Duvillard reçut du ministère l'avertissement d'avoir à modérer ses propos. Invitation superflue ; car, bien entendu, il continua et sauvegarda toujours l'indépendance de ses sentiments et de ses paroles. Il eut d'ailleurs, dans la suite, un nouvel accrochage qui aurait pu devenir tragique.

Après la mort de son ami, Jean Riou, de Vengeance, Henri Duvillard donna son nom au centre d'Arnouville, comme un symbole et un drapeau. Un mois plus tard, A. Luchaire, délégué régional à la jeunesse, lui intima l'ordre d'enlever le nom de Jean Riou. Sans hésiter, Henri Duvillard répondit par un refus formel. « J'ajoute, écrivit-il à son chef, que, pendant l'inoubliable veillée que nous fîmes à Jean Riou, j'ai fait sur son cercueil le serment de protéger toute ma vie ses trois enfants et de garder fidèlement son souvenir, en le proposant aux jeunes qu'il aimait tant. Je considère comme un devoir sacré de m'y conformer, quoi qu'il arrive. Jean Riou était notre ami, celui du centre, des cadres, des équipiers, le mien. Rien ni personne ne pourra jamais empêcher l'équipe qui a bâti le centre de choisir elle-même son guide et son symbole. En conséquence, je ne saurais, sans me déshonorer et sans trahir une amitié, revenir sur ma décision. Il vous appartient maintenant, M. le délégué régional, de prendre à mon égard toute mesure que vous jugerez utile et que j'attends avec sérénité. »

Chiché wikipedia

On était en 1944. Les Allemands en retraite avaient perdu virtuellement la guerre ; Luchaire, leur ami, perdit la partie et le nom de Jean Riou resta celui du centre d'Arnouville.

Le récit de ces anecdotes était nécessaire pour situer le chef Henri Duvillard dans le centre d'Arnouville qui fut, dès le début, sous son impulsion, un foyer de patriotisme et de Résistance.

En octobre 1941, Henri Duvillard, qui a fondé un noyau de résistance avec ses premiers collaborateurs, Robert Barthomeuf, Roger Bouttier, Germaine Duvillard et Robert Chrétien, contacte un industriel patriote, M. Pierre Baruzy, dit *Le barbu*, et se rattache à Cap, chef du réseau Jean-Marie, mouvement spécialisé dans le parachutage d'armes et la propagande ; il reçoit même -ce qui était exceptionnel à cette époque- trois parachutages d'armes qui furent livrées par les soins d'Henri Duvillard, aidé de André Graillot et de René Guichet, soit à Paris, soit à Orléans. Le dernier parachutage surtout fut particulièrement dangereux ; les Allemands occupaient le château d'Arnouville, où était installé le centre ; l'opération s'effectua parfaitement malgré leur présence dans le voisinage du terrain de parachutage ; et les armes furent entreposées chez un fermier, M. Pommier, tout cela à la barbe des Boches.

Un des membres du groupe, M. Renault, releva avec précision le plan du terrain d'aviation installé par les Allemands à Arnouville, puis le plan fut remis à Paris au réseau Jean-Marie par

Henri Duvillard. Quelques jours plus tard, le terrain était bombardé par l'aviation alliée et entièrement détruit, sans aucune perte civile.
En 1942, Henri Duvillard est présenté par son ami Jean Riou à Claude Lerude, de retour d'une mission en Afrique du Nord, qui cherchait alors à se raccrocher à la Résistance.
En 1943, dès que Claude Lerude eut fondé, en mai, les corps francs Vengeance dans le Loiret, le groupe de Résistance d'Arnouville s'y rattacha aussitôt et travailla désormais en étroite liaison avec son chef régional. Après les arrestations de janvier 1944, il reprend contact avec le capitaine Pagnon-Colonna, qui remplit les fonctions de chef départemental.
La petite équipe du début s'est considérablement élargie et le corps franc Vengeance d'Arnouville touche une dizaine de communes de la région, qui comptent chacune une section bien encadrée, armée et très active ; ce sont les communes d'Angerville, Gommerville, Pussay, Dommerville, Jodainville, Gouillons, Baudreville, Méréville, Quatrevaux, Autruy-sur-Juine, Charmont, Sermaises, Toury et Oysonville. Ce secteur s'étend à environ 20 kilomètres de rayon autour du centre d'Arnouville, sous le commandement d'Henri Duvillard, et comprend 207 combattants armés et encadrés.
Il faut enfin noter que, sur ce vaste secteur qui s'étendait aux confins des trois départements de l'Eure-&-Loir, de Seine-&-Oise et du Loiret, Vengeance fut le seul réseau d'action sous l'unique commandement d'Henri Duvillard, qui assura la direction du secteur militaire et des liaisons nécessaires. Les corps francs Vengeance du secteur d'Arnouville, qui avaient comme devise « Du cœur, du cran », ont écrit une belle page dans l'histoire de la Résistance.
Pour garantir la sécurité des plus compromis et des réfractaires, H. Duvillard fonda, en juin après le débarquement, le maquis de la Juine, installé au nord d'Autruy-sur-Juine et formé des gars du centre, de cultivateurs et d'ouvriers, les uns placés dans les fermes, où ils donnèrent un coup de main pendant la moisson, et les autres cantonnés dans les bois, tous d'ailleurs s'étant fait remarquer par une tenue parfaitement correcte, conséquence d'une discipline librement consentie et de l'autorité de chefs en qui ils avaient confiance.
Grâce à leur maniabilité, ils ont harcelé, avec une science parfaite de la guérilla, les convois allemands sur les routes et multiplié les attentats sur les voies ferrées jusqu'à l'arrêt complet du trafic.
Le maquis de la Juine, peu après sa fondation, reçut même des recrues anglaises ; le lieutenant Watson du 1er S.A.S., parachuté dans la région avec deux soldats et une jeep, fut aussitôt hébergé chez M. Bertaux, du groupe de Vengeance de Quatrevaux, et prit contact avec le lieutenant Henri Duvillard pour associer le S.A.S. à la résistance locale. Le maquis de la Juine participa avec les Anglais à des missions de reconnaissance de sabotage et à des opérations militaires.
Or un autre détachement du S.A.S., beaucoup plus important, puisqu'il comptait plus de 30 hommes, fut parachuté dans la forêt d'Orléans et installa son cantonnement près du maquis français de Chambon-la-Forêt. L'attaque de ce dernier maquis, le 6 août, mit en danger le détachement S.A.S. Le lieutenant Watson organisa une expédition de secours et de rapatriement. M. Bertaux, qui, s'étant toujours signalé par son courage et sa témérité avec les Anglais, pilotait lui-même la jeep dans les missions périlleuses, conduisit le lieutenant Watson au maquis S.A.S. de Chambon, pour organiser le transport des Anglais au maquis de la Juine.
Pour tromper les Allemands, M. Barret mit à la disposition du maquis son camion à vidange, ce qui permit de ramener les Anglais. Le lendemain, accompagné de M. Pin, de Charmont, M. Bertaux alla chercher le lieutenant anglais avec une voiture dépourvue de papiers. Arrêtés par les Allemands, ils durent leur salut à une alerte d'aviation, qui obligea la patrouille allemande à se mettre à l'abri pendant que les trois jeunes gens s'enfuyaient. Les Anglais du S.A.S. sont restés au maquis jusqu'à la libération.
Un peu plus tard, en mission de sabotage sur la ligne Étampes-Pithiviers, le lieutenant Watson et M. Bertaux furent arrêtés par les Allemands à Estouches ; le premier barrage forcé, ils furent

reçus à coups de fusil au second ; la roue de secours qui se trouvait sur le capot de la jeep fut crevée par les balles ; ils ripostèrent aussitôt avec une mitrailleuse montée sur la jeep, tuèrent deux Allemands et en blessèrent un grand nombre ; mais cette fusillade avait alerté les 300 hommes qui cantonnaient dans le village. Avec un sang-froid admirable, les deux hommes parvinrent néanmoins à décrocher, à gagner le bois et à rejoindre le maquis.
À l'approche de la libération, l'activité des groupes Vengeance d'Arnouville s'intensifia ; les troupes allemandes furent harcelées sur les routes, de jour et de nuit, les 12, 15, 18, 20 et 24 août, en laissant au maquis de nombreux prisonniers.
Une des expéditions du centre d'Arnouville fut particulièrement brillante. Le 19 août au matin, des Allemands, montés sur une voiture légère et un side-car, tentent de traverser Angerville. Attaqués par les groupes d'Arnouville et Angerville réunis sous le commandement du lieutenant Henri Duvillard et de Renoux, ils s'échappent, après une demi-heure de combat, et s'enfuient vers Pussay. Rapidement pris en chasse par le groupe Didier qui les double à 90 à l'heure, ils sont rejoints au bois d'Ardelu et le combat reprend. Une demi-heure plus tard, les Allemands comptent six tués et un blessé : le groupe Vengeance récupère, avec le side-car, la voiture de tourisme qui continue avec eux la poursuite des Boches. Le 25 août, quatre membres de Vengeance montent en voiture à Paris et entrent dans la capitale avec l'Armée Leclerc, tandis qu'un détachement du groupe de Pussay participe de son côté à la bataille de rues dans le quartier de l'École des mines.
Pendant ce temps l'Armée américaine approche... Le 16 août, la première patrouille d'avant-garde arrivait au Centre d'Arnouville et prenait contact avec le lieutenant Duvillard, qui envoya aussitôt des membres du groupe Vengeance en mission de renseignement et de reconnaissance à travers les lignes allemandes. Les renseignements recueillis sur la situation des troupes ennemies, furent transmis aussitôt par radio à l'E. M. américain installé près de Chartres. Dans l'impossibilité de retourner vers leur armée, à cause des colonnes allemandes en retraite qui cantonnaient à quelques kilomètres d'Arnouville, les Américains passèrent 24 heures au P.C. du lieutenant Duvillard, et ils furent ravitaillés en carburant avec de l'essence volée aux Boches par les groupes Vengeance.
Avant son départ, le lieutenant R.-L. Hogan, qui commandait cette mission, félicita le corps franc Vengeance d'Arnouville et son chef le lieutenant Duvillard, et en témoignage d'amitié et de reconnaissance, lui offrit une boussole et un foulard de soie imprimé, représentant une carte de France ; enfin il lui laissa une lettre de remerciements.
Ces témoignages étaient d'ailleurs amplement justifiés non seulement par l'aide apportée à l'Armée américaine à la libération, mais aussi par les services rendus pendant toute l'occupation aux aviateurs américains parachutés, qui furent hébergés par les groupes Vengeance du secteur d'Arnouville.

Position de Vengeance dans le Loiret

L'extension du mouvement Vengeance dans le Loiret où les sections se multipliaient, et les responsabilités de Claude Lerude sur le plan de la VIII^{e} Région-Vengeance, qui lui était confiée, l'ont amené à chercher à résoudre deux problèmes primordiaux pour l'avenir du mouvement : le désir d'unité ou au moins d'union, entre les divers mouvements de résistance, et la pénurie de cadres qui mettait en péril le succès de la Résistance.
En 1943, à l'approche du débarquement que l'on croyait imminent, comme à tous les stades de l'histoire de la Résistance, les dirigeants des différents mouvements cherchèrent, tant dans la zone Sud que dans la zone Nord, à se grouper en une puissante fédération, afin d'obtenir l'unité de commandement, gage de l'unité d'action, mais la recherche de la sécurité, en imposant un cloisonnement qui en était la garantie, s'opposait à ce désir de rapprochement et surtout de fusion ; un moyen terme fut adopté par un accord limité, signé à Paris entre Vengeance et l'O.R.A. (Organisation de Résistance de l'Armée) qui groupait la plupart des officiers résistants de l'ancienne armée de l'Armistice ; or Vengeance était incontestablement le réseau d'action le

http://chantran.vengeance.free.fr/

plus nombreux et le plus actif, mais il souffrait de la pénurie de cadres, tandis que l'O.R.A. était un État-Major sans troupes. Dès sa formation, un certain nombre d'officiers de Vengeance avaient rallié le nouveau groupement, appauvrissant encore les cadres déjà squelettiques de Vengeance. Un accord s'imposait dans l'intérêt des deux mouvements. Des entretiens qui se déroulèrent dans une atmosphère de confiante cordialité, entre les responsables de Vengeance, et le général R..., commandant de l'O.R.A., aboutirent à un accord. L'O.R.A. devait fournir des cadres à Vengeance.

Ces cheminements vers l'unité sur le plan national eurent leur répercussion sur le plan départemental où l'O.R.A. et Vengeance tentèrent même d'étendre leur accord à tous les mouvements de Résistance, après avoir constitué un État-Major commun, se composant du colonel Bailly, chef départemental de l'O.R.A. et de son adjoint, le capitaine d'Hautefeuille, de M. Adrien Guyot pour le 1er Bureau, le commandant Solard pour le 2e Bureau, le capitaine Garcin pour le 3e Bureau, Jean Guérold, chargé des transports, et Defaucamberge, correspondant pour la région de Gien et Montargis, tous militants de Vengeance à l'exception du colonel Bailly.

Cet État-Major rêva d'unir toute la Résistance, afin de recruter une grande unité constituée sur le pied de guerre, et de concentrer ainsi les efforts de tous les résistants, jusqu'ici indépendants les uns des autres et dont les chefs s'ignoraient mutuellement. C'est dans le but d'arriver à cette unité que l'État-Major convoqua les représentants de tous les mouvements à une réunion qui se tint chez Robert Désir, rue de Gourville. Y prirent part, sous la présidence de Claude Lerude, Daniel Villard, représentant les chefs militaires de la région P2, Adrien Guyot, pour l'O.R.A., Claude Lerude et le lieutenant Guyot, représentants de Vengeance, Robert Thénard, représentant de Vengeance et du N.A.P., Baudet, dit *Haro* pour l'O.C.M. et subsidiairement pour Libération-Nord qu'il contactait régulièrement, François Brunet pour Résistance, Matron et Désir pour les V.P.O. du Loir-&-Cher. Les délégués furent unanimes à souhaiter la constitution d'un mouvement unique, à condition d'y incorporer également le seul mouvement qui n'était pas représenté à cette réunion, Le Front-National. Un comité départemental, constitué sous la présidence d'Adrien Guyot, fut chargé d'entrer en relation avec ce groupement. Par l'intermédiaire d'Henri Besnard et de Roger Montmory, Guyot eut un entretien avec Souquière, représentant du Front-National, sur le boulevard Alexandre-Martin, sous la protection de l'inspecteur de police Defrance de Vengeance. Ces pourparlers n'eurent pas de suite ; car les arrestations de janvier vinrent jeter le trouble dans la Résistance et disperser le comité. Les deux interlocuteurs, Adrien Guyot et le chef F.T.P. Souquière se reconnurent hélas ! dans le camion qui les emmenait tous deux le 4 août vers le camp de Compiègne. Cette unité d'action que l'O.R.A. avait été impuissante à réaliser fut l'œuvre du réseau Buckmaster à partir d'avril 1944.

La formation des cadres

Claude Lerude a paré à une autre crise grave que l'entente avec l'O.R.A. n'avait que partiellement résolue : la pénurie de cadres ; or l'extension de la VIIIe région de Vengeance, confiée à Claude Lerude, et la création de la IXe région avec l'Indre et la Vienne mettaient en évidence l'urgence d'une solution à ce problème ; c'est alors qu'il proposa au chef de Vengeance, le docteur Wetterwald, de former des chefs par un stage dans une école de cadres. Celui-ci approuva entièrement ce projet et le nomma directeur des études à l'école de cadres. C'est ainsi qu'une quarantaine d'officiers et d'agents de liaison furent réunis au château de Cerisy-Belle-Étoile dans l'Orne, sous le couvert d'un stage de moniteurs de colonies de vacances, autorisé par la préfecture de l'Orne ; grâce au voisinage d'une colonie de jeunes enfants, le camouflage fut si parfait qu'un journal local, *L'Ouest-Éclair*, envoya un reporter interviewer le directeur, en l'espèce Claude Lerude, qui fit un brillant exposé sur le rôle du chef, n'ayant bien entendu, aucun rapport avec le plan d'études de l'École de cadres.

http://chantran.vengeance.free.fr/

Le programme -le vrai !- comportait des conférences théoriques et des exercices pratiques, suivant une méthode qui a été pratiquée pendant la guerre dans les écoles de cadres des Chantiers de jeunesse, en particulier à Uriage, et depuis la Libération, dans les écoles de cadres de l'Armée à Rouffac, à Ravensbourg, dans la Forêt Noire, et à Strasbourg, et qui était adaptée aux modalités de la guerre secrète.
Les cours traitèrent deux questions : la Résistance civile et la Résistance militaire : tout d'abord un exposé de l'organisation de la Résistance, de ses divers mouvements, avec leurs affinités politiques ou sociales, afin de les situer exactement dans l'ensemble de la nation ; puis furent exposés successivement tous les aspects de la Résistance militaire : l'organisation du service de renseignements, en répondant à de nombreux problèmes pratiques : « Comment faire du renseignement ? Quels sont les renseignements les plus utiles à recueillir ? Comment les obtenir ? Comment les transmettre ? »
Cette dernière question est liée à celle des agents de liaison, qui ont un rôle primordial dans la Résistance ; il semble à première vue qu'ils n'aient eu dans la hiérarchie qu'une importance secondaire ; or c'est d'eux que dépend ordinairement le succès, et c'est dans leurs rangs qu'on compte le plus grand nombre de victimes. Il faut donc les choisir soigneusement, exiger d'eux les aptitudes nécessaires à une mission difficile et dangereuse, les préparer à leur tâche, enfin les entraîner à la lecture de la carte, à l'utilisation rationnelle du terrain, etc.
Puis les chefs proprement dits, officiers de l'armée secrète, doivent organiser les parachutages, savoir rédiger ou lire et commenter un ordre de bataille, monter des opérations de guérilla suivant une technique fort différente de la tactique militaire. C'est donc toute une éducation nouvelle que le stage à Cerisy a contribué à diffuser dans les cadres de Vengeance.
Malgré l'occupation ennemie, les cours théoriques étaient illustrés par des exercices pratiques, qui parfois ne manquaient pas de pittoresque, sur les thèmes suivants : Renseignements à fournir sur un poste d'écoute allemand situé à 2 kilomètres du château (et c'était un vrai poste d'écoute), exercices d'embuscades sur le terrain et de parachutage, etc.
Au cours d'un exercice nocturne et factice de parachutage, l'équipe qui doit assurer la protection du terrain est installée dans un chemin creux pour observer une plaine sous un magnifique clair de lune, à peu de distance d'un poste allemand. Tout à coup l'une des sentinelles aperçoit des ombres qui surgissent à l'horizon sur un fond de bois, grossissent peu à peu, semblant s'approcher. Qui est-ce ? Des Boches peut-être ? Peu à peu les ombres grandissent on en distingue 12 à 15. Les sentinelles arment leurs mitraillettes le plus doucement possible, ou enlèvent le cran de sûreté des revolvers, prêts à parer à toute éventualité. Dans cette attente énervante, une voix s'écrie : « Ne tirez pas, les gars ! Ce sont des chevaux qui cassent la croûte ! ». L'alerte se termina dans une douce gaîté !
L'atmosphère de ce stage fut, au dire des témoins, fort prenante et imprégnée de cette amitié scoute, à la fois tendre et forte ; l'occupation, avec ses dangers immédiats, la perspective des durs combats de la Libération et les pertes qui en seraient la rançon, ajoutèrent une note d'émouvante gravité, qui laissa une profonde impression aux stagiaires qui séjournèrent à Cerisy du 10 au 20 décembre 1943, ne faisant qu'un cœur et qu'une âme avec leur directeur des études, Claude Lerude, leur chef et aussi leur ami.
Le Loiret était représenté par le lieutenant Guyot, *Yves* Bonamy, Guy Faucheux, Bernard Cognet, Jean Freton, Robert Taureau. Un observateur de l'O.R.A., qui fut littéralement emballé, un autre de Ceux de la Libération ainsi que le capitaine Brasseur et son adjoint le lieutenant Rannou, suivirent entièrement les cours de l'École de Cerisy, et le chef de Vengeance, le docteur Wetterwald, y fit une remarquable conférence sur l'armée allemande. Le succès de Cerisy fut tel qu'un autre stage était prévu en janvier. Hélas ! la tempête qui s'abattit sur Vengeance au début de 1944 n'en permit pas la réalisation...[12]

[12] Sur l'école de Cerisy, se reporter au témoignage de François Jacquemin, mis sur le site. Note de M. Chantran.

VII. Les corps francs Vengeance (suite)

La journée fatidique du 16 janvier 1944

Coup de filet

Claude Lerude avait convoqué les chefs départementaux de Vengeance à un congrès qui se tint à Orléans le 15 et le 16 janvier. Le 15, une réunion eut lieu à la bibliothèque de la rue des Pensées, au 2e étage ; le service de sécurité était confié à Charles Dumast, Marius Gonin, Jean Legrand et Fontana ; et le commissaire Lalande avait disséminé plusieurs inspecteurs de police dans le quartier pour les seconder. Ceux-ci exécutaient strictement la consigne qui était de ne plus laisser pénétrer personne dans la salle de conférences dix minutes après le début de la séance. Au cours de la réunion du samedi 15, un des inspecteurs fit demander le commandant Thénard, qui sortit aussitôt : « Nous avons arrêté, lui dit-il, un type suspect qui tentait de pénétrer dans la salle. Que faut-il en faire ? Venez l'interroger. » Le commandant Thénard ne fut pas peu surpris de reconnaître dans ce suspect un agent de liaison que Claude Lerude avait envoyé en mission et qui revenait rendre compte à son chef.

À cette réunion du samedi 15 janvier, Claude Lerude fit un brillant exposé de l'organisation des groupes Vengeance dans le Loiret, en indiquant au tableau noir sur la carte du département le découpage de chacun des secteurs, et la désignation de leurs chefs respectifs :

a) dans la vallée de la Loire, de Beaugency à Briare-sur-Loire, le commandant Houdret, des troupes coloniales, et sous ses ordres Pagnon-Colonna pour la région d'Orléans, Thénard pour la Sologne, Defaucamberge pour le Giennois ;
b) le secteur d'Orléans-ville et du Nord-Est de la banlieue était confié au capitaine Siriex ;
c) le nord du département, aux confins de l'Eure-&-Loir et de la Seine-&-Oise à Henri Duvillard ;
d) enfin, il désigna pour chef militaire du département le capitaine Gillioz, dit *Richard*.

Le lendemain matin 16, ce dernier fit une conférence sur l'organisation des maquis, et sur la tactique spéciale de la guérilla et des décrochages, et l'illustra par des exemples étudiés sur la carte d'État-Major ; puis Defaucamberge parla de l'Intendance.

À ce congrès devait assister un délégué du gouvernement provisoire, le colonel Bertrand, chargé de faire connaître les consignes en vue du débarquement ; pour une raison inconnue, le colonel ne vint pas, et son absence entraîna la suppression de la séance de l'après-midi du dimanche, Claude Lerude n'ayant pas la documentation que devait apporter le colonel, de sorte que le congrès fut clôturé à la fin de la séance du matin, qui se tient dans la salle de l'École des Beaux-Arts, où la séance de l'après-midi avait été prévue également. Mais plusieurs délégués de Gien et Pithiviers, qui ne pouvaient rentrer chez eux que le soir, exprimèrent le désir de voir du plastic et les armes anglaises, dont ils auraient un jour à se servir ; ils prirent rendez-vous chez Claude Lerude dans l'après- midi pour la démonstration d'armes et pour discuter parachutages avec Lagarron dit *Oncle Oscar* du B.O.A.

Marcel Garcin organisa à l'hôtel Sainte-Catherine un repas, qui réunit à midi les congressistes étrangers à Orléans autour de Claude Lerude.

Marcel Garcin fut arrêté dans les jours suivants.

Après le déjeuner, Claude arriva chez lui avec Lefèvre, de Versailles, Defaucamberge et Marchand de Gien, Philipponneau de Pithiviers et Lagarron. Quelques minutes plus tard, un coup de sonnette : c'est Robert Taureau, qui arrive et rejoint ses camarades. Claude sort de la maison pour aller acheter des cigarettes. Un second coup de sonnette : trois inconnus demandent si c'est bien là que demeure Claude Lerude ; simultanément la porte donnant sur le jardin s'ouvre, et trois autres hommes entrent à leur tour. Celui qui avait questionné Mme Lerude ouvre son porte-feuille pour en tirer une carte d'identité.

- Police allemande, Madame, dit-il, nous allons visiter la maison. Vous avez une réunion ici, n'est-ce pas ?

http://chantran.vengeance.free.fr/

- Non.
- Nous allons voir.

Ces six policiers, armés de leur revolver, montent directement dans la chambre de Claude, sans hésiter devant les trois portes du rez-de-chaussée et les six portes ouvrant sur le palier du premier étage ; ils font irruption dans cette pièce sans issue et arrêtent les personnes présentes ; puis un Allemand vient chercher Mme Lerude, qui doit monter au premier étage. Quelques instants plus tard, Claude Lerude, de retour du bureau de tabac, se fait prendre dans la souricière, suivi de près par le capitaine Gillioz ; les Résistants furent évacués sur la prison en autocar, sauf Claude Lerude, qui fut interrogé pendant une heure dans sa chambre. Quand l'interrogatoire fut terminé, l'Allemand, en passant devant la salle à manger où étaient enfermées la grand-mère et la mère de Claude, ouvrit brusquement la porte et voyant Mme Lerude debout près de la fenêtre, il l'interpella sévèrement :

- Que faites-vous là ?
- Je cherche à apercevoir mon fils une dernière fois.
- Strictement défendu, Madame, allez-là-bas ; et il lui désigna l'autre extrémité de la pièce. Puis rouvrant une seconde fois la porte quelques instants après, il poussa Claude Lerude devant lui :
- Allez embrasser une dernière fois votre mère.

Ils purent s'étreindre de tout leur cœur, les yeux dans les yeux. Claude dit à sa mère :

- Adieu, Maman !
- Que Dieu te garde, mon chéri ! répondit-elle.

Enfin l'inspecteur dit à Claude : « Embrassez aussi la vieille grand'mère ! ». Les gardiens qui restèrent une semaine à la maison, eurent toujours le respect de la pauvre grand'mère, presque paralysée, qui ne comprenait rien à ces tragiques événements. Claude lui dit :

- Adieu, grand-mère ! Je pars pour faire comme l'oncle Marcel !

C'était une allusion à un oncle tué en 1917. Au début de l'après-midi le lieutenant Guyot et *Michel* Dumast, chargés de réunir le matériel nécessaire à la démonstration allèrent chez M. Minet, l'électricien, rue au Lin, qui ne l'avait pas chez lui, puis chez le buraliste, M. Bizouerne, qui était sorti ; ils demandèrent à la bonne « le sac de M. Gauthier » ; elle leur remit un sac à provision, qu'ils examinèrent en descendant l'escalier, et qui contenait au lieu de plastic... 2 à 3 kilog. de viande et de beurre ! Ils revinrent bredouilles chez M. Minet, qui terminait un repas de famille, auquel était invité son cousin le capitaine Jean, et qui insista pour leur faire partager le dessert, arrosé de vin de Pouilly.

Avec un notable retard, causé par ces visites, ils allèrent rendre compte à leur chef de leurs recherches infructueuses. La maison était alors occupée par les Allemands et transformée en souricière quand ils y arrivèrent. Le lieutenant Guyot levait la main pour sonner, quand l'autobus de la *gestapo* freina brusquement devant la porte. Fort à propos il porta la main à son

http://chantran.vengeance.free.fr/

cou. Le lieutenant Guyot et *Michel*, le cœur battant, continuèrent leur route et allèrent alerter leurs camarades du réseau.
Charles Dumast envoyait un camarade à la gare pour prévenir toute personne du réseau ayant l'intention d'aller chez Claude Lerude et dans les maisons suspectes : c'est ainsi que *Yves* Bonamy, arrivant de mission, a été détourné d'aller chez Claude Lerude, comme il en avait l'intention. Pendant ce temps Gauthier va chez Bernard Cognet qui, malade, n'avait pu assister au congrès ; on déménage les armes, les explosifs, et les papiers, et Bernard Cognet se lève avec 40° de fièvre et va se réfugier chez Mlle Lecuyer, rue Bourgogne. Il est temps ! Car à 8 heures du soir arrive chez lui la *gestapo* qui se propose de l'arrêter ; elle ne trouve que Mme Cognet et ses deux enfants. Presque immédiatement le docteur Gestat, appelé en consultation pour Bernard Cognet, arrive ; comprenant la situation, il demande seulement des nouvelles des enfants et a la chance de repartir sans être inquiété. Mme Cognet, interrogée, feint l'ignorance. Les Allemands se retirent, et la laissent perplexe. Que faire ? rejoindre son mari, rue Bourgogne ? C'est vraisemblablement le dénoncer, car la maison doit être surveillée. Elle se décide à rester.
Nouveau coup de sonnette un peu plus tard : cette fois c'est Bodès, accompagné d'un Allemand. Tous deux, très énervés, accusent Mme Cognet de mentir. Bodès assied la petite Maryse âgée de trois ans sur la table, et la questionne sous les yeux atterrés de sa mère.

- Y a-t-il longtemps que tu as vu ton papa ?
- Papa était au dodo aujourd'hui, il avait bobo à la tête.

Convaincue d'avoir menti, Mme Cognet est arrêtée, après avoir couché ses enfants, que Bodès se charge de garder, pendant qu'elle est conduite à la *gestapo* pour un interrogatoire.
Boulevard Alexandre-Martin, elle est confrontée avec Robert Taureau et continue de nier. À 11h45 du soir, elle redescend dans le hall du rez-de-chaussée, où se trouvent les membres de Vengeance arrêtés dans la journée, qui sont transportés à la prison. Claude Lerude monte avec elle dans la dernière voiture, lui prend la main, et lui dit simplement : « Merci ». Dans la soirée le commissaire Terramorsi et sa femme étaient également arrêtés.

Autres arrestations

Pendant qu'une démonstration d'armes devait avoir lieu, rue de Coulmiers, chez Lerude, l'adjudant Fontana en avait organisé une autre dans sa cuisine ; ses camarades Desbrosses, Pierrot et Vaillant étaient en plein travail sur une mitraillette, quand retentit un violent coup de sonnette. L'adjudant Fontana va ouvrir et se trouve en présence d'une douzaine de civils : « Police allemande » lui disent-ils. L'adjudant se précipite dans la salle de cours de l'école des Beaux-Arts, en fait le tour, toujours poursuivi par les policiers, et sort de la salle en fermant la porte à clé ; il se précipite dans la rue, dans l'espoir de leur échapper, mais une quarantaine de policiers armés de mitraillettes entourent tout le quartier, il est mis en joue par deux hommes

armés de mitraillette et doit se rendre. On lui passe les menottes et on le conduit à la *gestapo*, boulevard Alexandre-Martin. Une heure plus tard, les trois pompiers et sa femme arrêtés quelques instants après lui le rejoignent. Les Allemands, méfiants, fouillèrent toutes les voitures entreposées dans la caserne des pompiers ; et la police française, ayant appris que le quartier était en état de siège, se présenta à la caserne, mais fut invitée impérativement à disparaître le plus vite possible.

Les pompiers n'avaient pas prévu leur arrestation, et ne s'étaient pas concerté sur les réponses à faire pour éviter de se couper mutuellement et de compromettre leurs camarades, encore en liberté. L'adjudant Fontana, perplexe, réfléchissait, quand William l'interrogea devant ses camarades et devant sa femme ; or dans la semaine, Cognet et Georges-André Guyot avaient déposé chez lui des armes, dont deux mitraillettes que les Boches avaient saisies.

- D'où viennent ces armes ? lui demanda William.
- C'est un colis que deux élèves de l'école des Beaux-Arts ont confié à ma femme qui est concierge de l'école ; ils devaient le reprendre le lendemain, mais ils n'ont pas reparu. Intrigué par ce colis abandonné, je l'ai ouvert, et je faisais part de mon étonnement à mes camarades quand la police allemande est survenue.

William comprenant, mais un peu tard, l'imprudence qu'il avait commise en interrogeant l'adjudant devant ses complices, se précipita sur lui, en le frappant, et en criant :

- Tu fais la leçon aux autres.

C'était vrai ; car les pompiers, qui se demandaient quoi répondre, se contentèrent de confirmer la déposition de leur chef.

William furieux fit monter Fontana, au second étage, dans la salle de bains, et continua l'interrogatoire avec le concours de Frantz et de Max le balafré. L'ayant interrogé sans résultat, ils le pendirent par les mains qui étaient attachées derrière le dos avec les menottes, disloquant ainsi les articulations. Malgré les vives douleurs qu'il éprouvait, Fontana ne parla pas. Ils le placèrent alors à genoux devant la baignoire et, pour le faire parler, lui plongèrent la tête dans l'eau, jusqu'à ce qu'il perde connaissance ; puis, suivant la technique de secours aux noyés et aux asphyxiés, ils le frappèrent à la figure, dans l'espoir de profiter de l'instant où, reprenant ses sens, sans être en possession de tous ses moyens et encore dans l'état de demi-conscience qui suit l'asphyxie, il parlerait. Or tous questionnaient à la fois, prétendant qu'il avait avoué telle ou telle chose antérieurement, prêchant le faux pour le vrai ; ils se coupèrent, en lui attribuant l'aveu de faits qu'il ignorait : il en conclut facilement qu'ils ne savaient pas encore ce qu'ils voulaient lui faire dire et continua de nier, et de maintenir la première version donnée devant ses complices.

Ils le menacèrent alors de torturer sous ses yeux son fils Bernard, âgé de 16 ans, pour l'obliger à parler, et ils firent rechercher ce dernier dans les salles de cinéma, en diffusant en cours de séance cet appel : « On demande Bernard Fontana à la caisse », sans arriver d'ailleurs à le retrouver ; car dès l'arrestation de son père et de sa mère, les pompiers, craignant qu'il ne fut arrêté comme ses parents, le recherchèrent dans les salles de cinéma et, l'ayant trouvé, le cachèrent.

De retour au rez-de-chaussée de la *gestapo*, Fontana retrouva tous les chefs de Vengeance, arrêtés chez Claude Lerude grâce à une trahison.

Les Allemands ne désarmèrent pas et firent subir à l'adjudant Fontana quatre interrogatoires dans les jours suivants, en corsant les séances, deux fois par le supplice de la baignoire, et surtout par une épreuve bien plus pénible. Un bâton est passé sous les genoux du patient, et les jambes repliées sur les cuisses sont ficelées, l'obligeant à une position accroupie, l'avant-bras et le bras replié également et maintenus par un bâton passé sous les coudes, et les poignets attachés l'un à l'autre. L'adjudant Fontana était en boule dans une position instable, de sorte que lorsqu'il recevait un coup dans le dos, il retombait la figure contre le sol. Il est sorti de ces épreuves contusionné et ankylosé, absolument incapable de faire le moindre mouvement, même

http://chantran.vengeance.free.fr/

pour porter la cuiller à sa bouche. Son camarade de cellule, Yves Changeux, le fit manger, l'habilla, le transporta sur le seau hygiénique ; c'est grâce à cette fraternelle assistance qu'il a pu tenir tête à ses tortionnaires et prendre pour lui toutes les responsabilités. Grâce à son cran, les trois pompiers, arrêtés chez lui, ont été relâchés quelques jours plus tard, ainsi que sa femme, et définitivement mis hors de cause, tandis qu'il prenait le chemin de la déportation. Grâce à Dieu, il en est revenu, et a repris son poste avec l'estime et l'affectueuse amitié de ses sapeurs-pompiers.
En fin de journée le lieutenant Guyot, ignorant l'arrestation des pompiers, va chez Fontana pour le prévenir des événements. Il est 18 heures, quand il sonne ; le brouillard commence à tomber ; une voix inconnue lui répond de l'intérieur : « Voilà ! Voilà ! » et brusquement la porte s'ouvre. Un grand type en imperméable tire la porte qu'il maintient avec son coude, et porte dans la main gauche un parabellum qu'il arme. Guyot, avec une présence d'esprit qui l'a sauvé, lui lance un coup de pied et part dans la brume en courant, pendant que l'Allemand crie tant qu'il peut... Son revolver ne devait pas être chargé ; car il n'a pas tiré. Guyot détale rue Jeanne-d'Arc, puis rue Saint-Éloi, arrive rue Bourgogne, avec l'impression désagréable qu'il est poursuivi... par un petit roquet qui aboie derrière lui ; un coup de pied bien appliqué fait taire son « suiveur », et il retrouve chez Mlle Lécuyer, avec une émotion que l'on s'explique facilement, sa femme et Bernard Cognet.
À 9 heures du soir, les rescapés se rencontrèrent venelle de la Suifferie, dans une maison amie du quartier des Murlins. À cette réunion assistèrent, avec M. et Mme Pornin, les propriétaires du logis, le lieutenant Guyot et sa femme, M. et Mme René Faucheux ; il fut décidé que les agents P2 quitteraient Orléans le plus vite possible, afin de les soustraire au risque d'arrestation. M. René Faucheux prit rendez-vous avec le lieutenant Guyot pour le 25 janvier, dans un café proche de la gare Montparnasse, afin de le tenir au courant des événements qui surviendraient à Orléans pendant la semaine ; mais les circonstances ne permirent pas cette rencontre, et le lieutenant Guyot fit annuler ce rendez-vous par l'agent de liaison Jacques Caumel.
Pendant les trois jours qui suivirent, le lieutenant Guyot fit partir les agents P2 : *Yves* Bonamy, Jean Freton, Michel Dumast ; il se rendit deux fois chez Delavacquerie, pour faire passer les dernières consignes à Soizeau-Saint-Martin et toucha, soit directement, soit indirectement, les camarades les plus menacés, afin de leur conseiller de se « mettre au vert » temporairement, Thénard, Adrien Guyot, Lalande, Solard, qui fut arrêté plus tard sur dénonciation d'André de Maindreville ; il fit ensuite proposer par Guichet à Jean Riou de prendre la direction de Vengeance dans le Loiret.
Quoique camouflé sous des vêtements d'emprunt et maquillé, il fut filé par les agents de la *gestapo*, et fut même sur le point d'être arrêté rue Bannier ; pendant qu'il causait devant une boulangerie avec un ami, il fut dépassé par un homme âgé, boitillant légèrement ; mais sa femme, qui le suivait à bicyclette pour veiller sur lui, vit l'individu suspect s'arrêter à distance du groupe, examiner une photo qu'il tenait à la main, puis regarder de nouveau avec insistance et enfin entrer dans un café, sans doute pour téléphoner à son service. Elle entra tranquillement dans la boulangerie, après lui avoir dit négligemment au passage : « Tu es filé ; pars. » Il sauta sur la bicyclette que sa femme avait posée le long du trottoir à cette intention, et partit à toute vitesse chez M. Hiquily, après s'être assuré qu'il n'était plus suivi.
Le jeudi 20 janvier, à 5 heures du matin, le lieutenant Guyot et sa femme gagnèrent à bicyclette la gare de Cercottes, où ils prirent un train omnibus en direction de Paris, sous l'œil courroucé d'un gendarme, qui les prit pour un couple d'amoureux en escapade ; ils échappèrent ainsi à l'arrestation, en évitant la gare d'Orléans, où la *gestapo* les attendait.

Bernard Cognet

Ainsi, tous les agents P2 avaient rejoint Paris au plus tard le 20 janvier, sauf Cognet.
Celui-ci, malade, trouve un asile sûr chez le docteur Gestat, de Saint-Marceau, dès le 16 janvier. Une fois guéri, il arrive à Pans le 24 janvier, dans l'espoir de contacter Belmont, afin de recruter

par ses soins une équipe pour attaquer la prison. Ne sachant où le trouver, il téléphone à son adjoint, de Maindreville, et lui donne rendez-vous à la porte Maillot, afin de déjeuner avec lui, et d'élaborer ensemble les plans qui lui tiennent à cœur. Le déjeuner terminé, à peine a-t-il fait quelques pas dans l'avenue de la Grande- Armée, que Cognet sent le canon d'un revolver dans les reins : « Haut les mains ! Police allemande ! Pas un geste ! » lui dit-on. Huit inspecteurs le ceinturent, l'embarquent dans une auto et le conduisent sous escorte à l'Hôtel Cayré, boulevard Raspail. La police allemande le reçoit aimablement et s'inquiète même de savoir s'il a passé la veille un bon dimanche. Après cet arrêt, il est conduit en voiture, les menottes aux mains, sous la garde d'inspecteurs, au commissariat de police français pour vérification de papiers, disent les agents allemands, en réalité, rue des Saussaies.

Il est introduit dans une grande pièce où se trouvent cinq inspecteurs : « Ah ! Voilà *Pierre* » (nom de guerre de Bernard Cognet) disent-ils en le voyant entrer. « Il ne manque qu'*André*[13] ! » Il était donc attendu. Alors commence l'interrogatoire que Bernard Cognet raconte ainsi :

« Ils me font asseoir sur un grand canapé qui se trouve dans un coin de la pièce. Quatre Allemands prennent place sur des chaises et fauteuils, qui se trouvent en face du canapé, tandis que le cinquième reste assis devant une machine à écrire. Les égards sont de courte durée. Il était 6 heures lorsque je suis entré ; il est 10 heures lorsqu'on me conduit dans l'un des cachots de l'immeuble. Ces quatre heures ont été nécessaires pour me faire reconnaître ma véritable identité, que les Allemands m'ont enfin obligé à leur avouer. J'ai gagné quatre heures, mais cela m'a coûté une détérioration de la mâchoire, un poignet qui a doublé de volume, et de la nuque aux fesses, la couleur de ma peau est passée au noir-violet. J'ai été ficelé presque nu sur une table, et j'ai eu des relations assez longues avec les nerfs de bœuf. Mon caleçon, seul vêtement que l'on m'ait laissé, a été haché par les coups.

La même scène, avec des variantes, se déroula pendant plusieurs jours. Mes camarades qui sont en prison, à Orléans, me croyant en fuite, n'hésitent pas à se décharger sur mon dos, ce qui est le jeu normal. Mais chaque soir vers 6 heures, les télégrammes arrivent d'Orléans, et j'ai droit à la lecture commentée de ces télégrammes. Le 5e jour de mon arrestation, je me trouve toujours rue des Saussaies, et j'ai passé cinq jours sans manger et presque sans dormir, ce qui est relativement supportable, mais presque sans boire, ce qui l'est beaucoup moins, lorsque les tortures vous donnent la fièvre. La seule occasion que j'ai de me désaltérer, c'est en me rendant aux W.-C., où je peux puiser à deux mains dans la cuvette ! Que cela répugne à ceux qui n'ont jamais eu soif ! Le 4e jour au soir, la grande brute, qui est le patron de cinq inspecteurs, me dit :

- Puisque tu ne veux rien dire, tu vas crever, et demain matin nous te fusillerons !

Je le laisse dire, mais en mon for intérieur, je n'en crus pas un mot. Le lendemain matin, on vient me chercher avant le jour, on me fait monter dans une voiture où se trouvent deux ou trois de mes interrogateurs. Cette voiture est précédée d'une autre, pleine de S.D. en armes. Je commence à avoir des doutes. Nous faisons quelques centaines de mètres. La voiture s'arrête devant un boulanger qui lève son rideau de fer. Le patron de mes interrogateurs descend de voiture, revient quelques instants après avec une baguette de 2 livres, me la met sur les genoux et, m'enlevant les menottes, me dit :

- Je sais qu'en France la coutume veut que l'on apporte quelques douceurs aux condamnés à mort ; tu dois avoir faim. Mange !

Il est inutile de préciser l'accueil que je réservai à ce pain. La minute est bonne, il faut en profiter. Nous traversons Paris, puis nous sortons par la porte de Charenton ; alors seulement je réalise que nous nous dirigeons vers Vincennes ; et bien que n'étant pas tout à fait rassasié, je n'arrive plus à avaler mon pain. C'est bien beau de mourir pour la Patrie ; c'est tout de même désagréable de mourir à 22 ans, surtout lorsqu'à ce moment on pense à la famille... J'ai

[13] Le lieutenant Guyot.

d'ailleurs tort de m'inquiéter ; car l'affaire se passe très bien. Arrivé à Vincennes, on me fait descendre, et on me dit :

- Si tu parles, on ne te fusille pas.

Je réponds :

- Je vous ai dit tout ce que j'avais à dire et je n'ai rien à ajouter. La seule chose que vous pouvez me reprocher, c'est d'être de la classe 1942 et, de ce fait, réfractaire au travail en Allemagne, et d'avoir de faux papiers.

Les questions se font de plus en plus pressantes et surtout plus précises. Je prends encore une bonne volée, la seule qui m'ait été administrée en plein air, et je trouve que c'est plus agréable qu'à l'intérieur !

Puis nous rentrons rue des Saussaies, et j'ai, l'après-midi, un interrogatoire encore plus dur. C'est au cours de ce dernier qu'ayant les poignets attachés derrière le dos, je suis accroché au sommet d'une bibliothèque, mes pieds se trouvant à environ 80 centimètres ou un mètre du sol. Lorsqu'on se trouve dans cette position, la douleur ressentie dans les épaules est absolument intolérable, mais cette douleur est encore accentuée, quand, à chaque question, pour essayer d'obtenir une réponse, le policier assis devant moi me tire les jambes. J'ai bien cru, cet après-midi-là, que j'allais tout raconter ! Mes épaules ne se sont d'ailleurs jamais remises de cette fâcheuse position. Si quelques-uns de nos bons amis d'Orléans ou d'ailleurs, encore en liberté, avaient pu me voir ainsi, ils auraient été inquiets pour leur sécurité. J'ai perdu plusieurs fois connaissance ; mais j'ai eu la chance d'être décroché au moment où étant à bout, j'avais complètement perdu le contrôle de moi-même. S'ils avaient continué une demi-heure de plus, je ne sais ce qui se serait passé... »

Après Cognet et Belmont, *Michel* Dumast s'est fait prendre à un rendez-vous avec François Cayot.

Le traitre

Qui donc a livré l'État-Major de Vengeance ?

Le 24 janvier, Claude Lerude, au cours d'une entrevue avec sa mère à la prison, en présence de l'interprète, dit en riant :

- Je sais bien que j'ai été arrêté ; mais je serais curieux de savoir comment.

L'interprète lui répondit :

- Vous avez été si bien vendu par un de vos camarades que nous savions exactement l'heure et le lieu de votre réunion. Le théâtre et l'École des Beaux-Arts ont été cernés par 40 hommes de la *gestapo*, et si nous vous avions trouvés, nous aurions tiré sur vous.
- Heureusement que cela n'a pas eu lieu, répondit Claude, car il y aurait eu bagarre. Vous pensez bien que moi aussi j'étais protégé par une garde armée.

On a vu qu'au cours de l'arrestation, les Allemands ont fait preuve d'une connaissance parfaite des lieux, et des habitudes des personnes qu'ils venaient surprendre : rue de Coulmiers ils n'ont visité aucune autre pièce que la chambre de Claude, ni aucun meuble ; ils n'ont interrogé ni la grand-mère, ni la mère de Claude, à peine la bonne, ils n'ont jamais questionné, ni inquiété les deux cousins de Claude, âgés de 18 et 23 ans, qui ont circulé dans la maison pendant que les Allemands l'occupaient, preuve évidente qu'ils savaient parfaitement que ces jeunes gens n'appartenaient pas au groupe de Résistance. Enfin la chambre de Claude était entourée de bibliothèques ; or les Allemands ne firent aucune fouille dans les livres ; mais ils allèrent directement dans un réduit voisin prendre tous les documents secrets, cachés dans le fond d'une caisse sous des pelotes de laine, parmi d'autres caisses identiques auxquelles ils n'ont pas touché. Ils ne pouvaient donc être si bien renseignés que par un familier de Claude Lerude... Était-ce André de Maindreville ? Qui était-il ?

En fin de 1943, André de Maindreville s'est présenté sous le nom *André de Neuilly* chez M. Besnard de Pithiviers, porteur d'une lettre de Papion. À la demande de la voisine de M. Besnard, Blanche Desbordes, il fut présenté au capitaine Bertrand ; celui-ci accepta de placer de

http://chantran.vengeance.free.fr/

Maindreville et éventuellement ses camarades, dans des fermes, pour leur permettre, en travaillant, de se refaire physiquement. De Maindreville répliqua qu'il s'agissait de tout autre chose, et qu'il cherchait à placer dans un maquis des jeunes gens compromis à Paris, et poursuivis par les Allemands. Le capitaine se récusa et prétendit qu'il ne connaissait pas de maquis, et ne pouvait que placer comme travailleurs dans la culture des jeunes gens qui crevaient de faim à Paris. L'entretien n'eut pas de suite : *André de Neuilly* donna son adresse au capitaine Bertrand et ne revint plus à Pithiviers. Quelques jours plus tard, recevant la visite de Bernard Cognet, le capitaine Bertrand lui signala à Paris le groupe Papion, qui avait envoyé à Pithiviers le mystérieux *André de Neuilly*, et lui donna l'adresse de Maurice Papion, 16 rue de l'Étoile, qui avait d'amicales relations dans le Gâtinais.

Claude Lerude désirant augmenter le nombre de ses jeunes collaborateurs permanents, Bernard Cognet prit contact avec Maurice Papion, qui lui fit la meilleure impression, mais qui, ne voulant pas abandonner ses études, ne pouvait devenir agent P2. Maurice Papion lui recommanda alors un de ses amis, ancien officier ou sous-officier d'aviation pendant la campagne 1939-1940, qui avait depuis 1940 travaillé avec les services anglais, mais avait perdu le contact avec ses chefs à la suite d'arrestations massives ; il ajoutait qu'il se portait garant de sa loyauté et proposa même de le présenter lui-même à Bernard Cognet. Quelques jours après, Bernard Cognet et Robert Taureau le rencontrèrent chez les parents de Maurice Papion. Il y eut plusieurs entrevues : de Maindreville, pour se faire valoir, donna quelques contacts à Neuilly, des renseignements, d'ailleurs médiocres, sur la *gestapo* parisienne, et particulièrement sur l'agence de la rue Lauriston. Bernard Cognet et Robert Taureau, qui l'ont filé en plein Paris, sans rien remarquer d'anormal, le proposèrent à Claude Lerude, qui l'engagea dans son équipe, après une entrevue qui eut lieu dans la chambre d'André de Maindreville à l'hôtel Sévigné, 16 rue de Belloy, en présence de Cognet et de Taureau. Après deux heures de conversation, il fut convenu que de Maindreville remplirait dans l'équipe de Claude les fonctions d'agent de transmission. Malgré son zèle, de Maindreville ne gagna, ni la confiance, ni l'amitié des équipiers de Claude Lerude, qui étaient tous très jeunes et très unis, alors qu'il se montrait taciturne et renfermé, et se présentait lui-même comme un grand désabusé. Son regard était instable et faux et son visage reflétait une inquiétante veulerie.

Le capitaine Bertrand allant, avec M. Marcou de Pithiviers, porter le bulletin hebdomadaire de renseignements au P.C. de Claude, y rencontra de Maindreville, qui le reconnut :

- Vous ici, dit avec étonnement le capitaine Bertrand.
- Oui. Et ce n'est pas grâce à vous que je suis entré !...

Quelques jours plus tard, à l'époque du congrès d'Orléans le 15 janvier, il était à Paris ; il en revint le dimanche 16 vers 9 heures du matin, et se rendit immédiatement chez Claude Lerude, fort nerveux, et à peine poli. Prétextant une communication importante à faire à Claude, il demanda avec insistance à Mme Lerude où était son fils et « tempêta toute la matinée pour obtenir ce renseignement » suivant les paroles même de Mme Lerude. Or la consigne était de ne laisser monter personne dans la chambre de Claude, en son absence, à l'exception de Cognet et de Taureau. Mme Lerude le fit donc attendre au salon jusqu'à 10h.30. N'obtenant pas le renseignement qu'il cherchait, de Maindreville quitta la maison et rencontra à la gare Belmont, à qui il demanda le lieu de la réunion ; sans défiance, celui-ci le lui indiqua malgré les ordres formels de Claude de ne le divulguer à personne. À ce moment, de Maindreville partit subitement à Paris par le train de 11h20 sans chercher à voir Claude.

A-t-il porté le renseignement à ses maîtres de la *gestapo* de la rue Lauriston ? Ces graves soupçons de trahison qui pèsent sur lui, sont d'autant plus vraisemblables que les agents S.N.C.F. qu'il connaissait, et dont il avait les noms, ont tous été arrêtés. Cependant, même sans la trahison de Maindreville, Claude Lerude n'aurait pas échappé à l'arrestation, puisque le

http://chantran.vengeance.free.fr/

mardi 18 janvier le lieutenant Jeanpierre[14] se fit arrêter chez lui en venant de la part de *Mahot*, le prévenir que par suite de l'arrestation d'un de ses agents de Paris, le nom de Claude était connu de la *gestapo*. C'est une des suites de la trahison de *Jacques*.
De Maindreville reparaît quelques jours plus tard et fait arrêter Bernard Cognet à la sortie du restaurant des Sports, avenue de la Grande-Armée dans un guet-apens.
Le lendemain 25 ou surlendemain, à 18h30, le lieutenant Guyot entre à la brasserie « Le Français », avenue des Champs-Élysées, afin d'acheter un paquet de cigarettes et de boire un demi de bière au comptoir. De Maindreville, assis à une table, le reconnaît et l'invite aimablement à venir à sa table, qu'il partage avec un autre consommateur, plongé en apparence dans la lecture des nouvelles du soir, mais qui observe le nouveau-venu à plusieurs reprises par-dessus son journal, et ne perd pas un mot de la conversation.

- Je suis très inquiet de Belmont, que je ne puis plus contacter, dit hypocritement de Maindreville, qui l'avait déjà fait arrêter. Je suis heureux de cette rencontre fortuite qui va me permettre de continuer le travail avec vous tous ; car j'avais perdu toute liaison le 16 janvier, et je n'avais plus de nouvelles de nos amis.

Guyot, gêné, lui fit comprendre qu'il préférait continuer la conversation dehors. Dans la rue, il lui dit qu'il est lui-même sans liaison, et accepte néanmoins un rendez-vous avec de Maindreville pour le surlendemain à 11 heures au métro Iéna.
Guyot, après avoir quitté de Maindreville, apprend par son « ange gardien », qu'il est filé ; il fausse compagnie à son suiveur dans le métro, en utilisant habilement les portillons, et est fixé définitivement sur de Maindreville, agent double, travaillant pour la *gestapo*. Pour en avoir une preuve formelle, il envoie au rendez-vous un de ses amis, qui avait participé au stage de Cerizy, Bob, que de Maindreville ne connaît pas.
La station est surveillée, deux voitures allemandes stationnent aux alentours. Ne voyant pas Guyot, ces messieurs se séparent vers 13 heures, et Bob file de Maindreville jusqu'à son hôtel de la place des États-Unis.
Dans la suite, Bob est envoyé par son réseau avec un tueur chargé de descendre le traître. Celui-ci est méfiant, et son hôtel gardé par la police allemande. Vengeance perd sa trace dans Paris et ne le retrouve qu'en prison... après la Libération. On sait qu'interné à Orléans, il obtint d'être transféré à l'hôpital pour un léger mal à l'œil ; il y gagna les bonnes grâces de plusieurs infirmières stagiaires de l'École de la Croix-Rouge, qui facilitèrent son évasion, en lui fournissant une lime pour scier les barreaux de la fenêtre, une corde pour descendre du 1er étage, de l'argent pour prendre le train. Grâce à ces complicités scandaleuses, de Maindreville est passé en Espagne, où il a repris contact avec les organismes nazis.
À coup sûr de Maindreville a trahi, mais il est non moins certain qu'il y eut d'autres traîtres ; car la tempête s'est acharnée sur Vengeance dans toute la France. Un ingénieur des usines Renault, Max Dumas, dit *Jacques*, s'introduisit chez Ceux de la Libération, dont il devint l'homme de confiance, et par l'alliance des deux mouvements, pénétra également à Vengeance ; or c'était un agent de la *gestapo*, qui a fait arrêter environ 200 personnes, dont cent d'entre elles sont mortes en déportation.
À la suite de cette rafle monstre, il ne resta plus en liberté que quelques dirigeants du mouvement, qui essayèrent de le reconstituer dans l'Orléanais, et désignèrent comme chef départemental Pagnon-Colonna, avec Jacques Chevallier comme adjoint.
Entre temps sur le plan national, les C.F. Vengeance avaient été amenés par ces dramatiques événements à se fondre avec les F.F.I. dans les circonstances suivantes :
Les corps francs Vengeance, étant une émanation de Ceux de la Libération, n'étaient pas reconnus comme tels parle C.N.R. et malgré leur intense développement et l'augmentation considérable de leurs effectifs, ils restaient tributaires de Ceux de la Libération, qui étaient

[14] Il s'agit du futur colonel de Légion, commandant le 1er REP en Algérie. Voir sa biographie sur le site.

cependant moins nombreux, et ne recevaient pas de fonds en proportion de leur importance numérique, ni surtout de leur activité paramilitaire. Le conflit s'aggrava entre les frères siamois. À la fin de 1943, lassés de cette tutelle injustifiée, les chefs de Vengeance constituèrent un dossier pour obtenir du C.N.R. la reconnaissance officielle de leur mouvement, et dans ces conditions, toucher directement du Centre de Répartition, sans passer par Ceux de la Libération, les fonds qui leur revenaient.
Les arrestations, en dispersant les chefs du mouvement, empêchèrent la réalisation de ce projet ; d'autre part, la situation financière des corps francs s'était encore aggravée et était devenue catastrophique, le dernier versement remontant au 3 décembre 1943. En février 1944, Vengeance n'avait rien reçu, alors que les prévisions budgétaires s'élevaient pour 20.000 hommes à 1.200.000 fr. Des pourparlers furent alors engagés entre les deux groupes, mais *Valton* refusa de donner des précisions sur les effectifs de C.D.L.L. aux représentants de Vengeance, qui réclamaient la répartition des fonds et des sièges au comité directeur proportionnellement aux effectifs réciproques, mais surtout il omit d'apprendre à ses partenaires que C.D.L.L. n'étaient pas représentés au Comité Central Militaire, parce qu'il comptait sur l'appoint de Vengeance pour obtenir un siège pour les C.D.L.L.
Vengeance demandait une direction bicéphale ; *Valton*, responsable des affaires civiles, et le général Fabre (alias général *Delmas*)[15] chargé des questions militaires. L'importance des effectifs de Vengeance justifiait parfaitement ce partage. Mais les C.D.L.L. imposèrent leur prépondérance à 1/4 de délégués de Vengeance contre 3/4 des C.D.L.L. Le comité directeur comprit donc 9 délégués des C.D.L.L. contre 3 délégués de Vengeance.
Cette convention boiteuse fut signée le 21 février 1944 par *Valton* et *Rocher*, elle donnait au nouveau mouvement le nom de Ceux de la Libération-Vengeance, mais elle ne fut pas appliquée. Vengeance ne reçut que 100.000 fr. le 3 mars. Les sections de province s'insurgèrent contre les tendances politiques du mouvement C.D.L.L., et consommèrent la rupture, en cherchant ailleurs une aide financière.
Or, en novembre 1943, *Masson* avait signé un accord avec le groupe Libre Patrie, d'inspiration voisine des C.F. Vengeance ; les deux groupements, qui totalisaient un effectif de 18.000 hommes, acceptèrent conjointement la haute direction du général *Delmas*, à qui ils exprimèrent alors leur confiance et l'assurance de leur absolu dévouement. Ils entrèrent en relation en février avec Claude Monod, qui dirigeait le mouvement naissant du M.L.N, et avec Défense de la France, et Résistance, ces cinq groupements, d'inspiration paramilitaire, reconnurent comme chef militaire commun le général *Delmas* ; des pourparlers furent engagés entre eux sous la présidence du général ; mais quatre d'entre eux étaient trop pauvres pour aider leurs associés, et ce fut le M.L.N. qui versa 300.000 fr. au comité national de Vengeance.
Dès lors Vengeance se rallia aux F.F.I. ; ses troupes, intégrées dans la nouvelle armée de l'Intérieur, participèrent à son histoire.

L'agonie du réseau

Le soir du 16 janvier, Claude Lerude et presque tous ses collaborateurs se trouvaient internés à la prison de la rue Eugène-Vignat. Claude n'était pas pris au dépourvu ; il avait prévenu ses amis des dangers qu'ils couraient : « Nous serons arrêtés avant la fin de l'année, leur disait-il, car un agent permanent ne peut tenir plus d'un an ! »
Il avait été leur chef dans l'action, il le resta encore en prison : il employait les rares instants de répit entre les interrogatoires à écrire ses ordres, ou à les transmettre de vive voix, le soir à travers les murs de sa cellule ; il écrivit plus de 200 billets pour dicter aux camarades de son équipe leurs interrogatoires, leur éviter de se couper dans les confrontations, où il lui arriva même de répondre deux fois, une pour lui, une autre pour son partenaire, avant que l'Inspecteur

[15] Colonel commandant le 131e R.I. à Orléans en 1939, général commandant la 5e Région militaire en août 1944.

de la *gestapo* n'ait réagi. « Si une question vous embarrasse à un interrogatoire, dites que, moi seul, je suis au courant. Je me débrouillerai. »
La *gestapo* essaya donc de lui arracher des aveux par les procédés habituels : interrogatoires interminables se prolongeant même 50 heures, pour le fatiguer et diminuer sa résistance, interrogatoires à brûle-pourpoint dans sa cellule, même au cours de la nuit, séances qu'il appelle dans une lettre « les fêtes de cellule ». N'obtenant rien, les Allemands lui font une piqûre spéciale, ils le maintiennent sous l'aveuglante lumière de puissantes lampes électriques. Il souffre atrocement, surtout, quand, sentant sa résistance physique faiblir, il craint de parler.
Un soir, ses amis entendirent à travers les murs de la cellule ce pathétique appel : « Allô ! Allô ! Ici Claude Lerude. J'ai été torturé aujourd'hui. Je suis à bout de forces ! S'ils recommencent demain, je ne sais pas si je ne parlerai pas. Je m'en excuse auprès de vous, mes amis, et je vous en demande pardon. Pourtant je vous promets de faire tout mon possible. » Quelle nuit atroce il dût passer dans l'attente de la journée du lendemain qu'il craignait fatale !
Le lendemain soir il reprit la conversation : « Allô ! Allô ! Ici Claude Lerude. J'ai été torturé, mais rassurez-vous, je n'ai rien dit. » Il garda le silence jusqu'au bout, souffrant dans sa chair, souffrant dans son esprit fin et délicat, souffrant dans son cœur ; mais ne voulant pas que sa mère partageât cette souffrance, il la rassurait dans toutes ses lettres. « On nous traite en officiers et non en criminels de droit commun ! » écrit-il le 23 janvier. Le 27 il écrit encore : « Ma chère maman, je t'écris de la *gestapo* entre deux interrogatoires : tu vois que l'on traite entre gens corrects. » Ah ! la puissance de l'amour filial qui inspire ces pieux mensonges ! Le 16 février il ajoute cependant un aveu qui laisse entrevoir la cruelle vérité : « Traité en officier et non en bandit, j'acquiers la possibilité de comprendre les milliers d'hommes prisonniers depuis quatre ans... ».
Brusquement, bien que les interrogatoires ne soient pas terminés, les prisonniers furent embarqués pour Compiègne, à l'exception de Claude Lerude et de Belmont qui furent maintenus quelque temps encore pour de nouveaux interrogatoires.
Les prisonniers évacués furent réunis dans l'ancienne chapelle, en attendant leur départ. Ils chantèrent La Marseillaise et les autres détenus leur firent écho dans leurs cellules. Au moment de quitter la prison, ils entendirent Claude Lerude leur dire adieu de sa voix timbrée, assourdie par les murs, mais qui résonnait cependant dans le hall : « Au revoir, les copains. Bonne chance ! » Et tous de répondre : « Au Revoir, Claude ! »

Si Claude Lerude soutenait le courage de ses camarades détenus avec lui à la prison, il n'oubliait pas ceux qui étaient encore en liberté, et il profita d'une occasion exceptionnelle pour leur faire passer un dernier message. Dans la cellule voisine de la sienne était emprisonné avec Robert Taureau un commerçant orléanais M. Clousier, qui avait l'espoir d'être libéré. Grâce au « téléphone » qui fonctionnait tous les soirs, Claude établit une liaison avec lui, et lui proposa de faire sortir de prison une lettre. M. Clousier accepta cette mission. Claude écrivit au crayon -en style télégraphique par économie de place- toutes les consignes, et fit passer le papier à son voisin, qui en apprit par cœur le texte, pour se garantir contre toute éventualité.
À deux reprises le texte portait : « Cft Robert Taureau ». Ce dernier avait été le secrétaire de Claude Lerude, et connaissait les moindres secrets de l'organisation de Vengeance ; il devait compléter le message écrit par des explications verbales, données à son compagnon de cellule. M. Clousier plia soigneusement le message, l'enveloppa dans une feuille de papier à cigarette et, pour quitter la prison, le cacha dans sa bouche.
Il se présenta chez Mme Lerude, qui, ne le connaissant pas, et craignant que ce visiteur ne soit un agent provocateur de la *gestapo*, le reçut fraîchement ; sans s'étonner de cette réception dont il s'expliquait facilement le motif, il exécuta fidèlement sa consigne :

1) « Se présenter chez moi. Dire d'où il vient ; message de la part de Cou (surnom donné à Claude enfant) à ma mère. » Puis Claude faisait dire à sa mère :

2) « Nouvelles bonnes, affections, vêtements chez cousin Lerude pour évasion possible » [allusion à deux projets d'évasion, qui ne réussirent pas].
3) « Je la charge de prévenir le fils à Doudou (commandant d'Hautefeuille) de l'orientation de l'affaire ; (il faut) abandonner Gien ; tous les terrains civils (sont) aux mains de la *gestapo*. *Addé* (capitaine Bertrand) est recherché. Nous avons été pris sur dénonciation de Paris. Solard pris avec 2e Bureau régional. Lavignère (Sologne) suspecté. Loir-&-Cher, Cher, Nièvre intacts. Respects à l'équipe du colonel. Bon courage à mes départementaux. » « L'équipe du colonel » était composée du colonel Bertrand aujourd'hui général, du commandant Duchâtelet (alias *Chambarand*) et de De Brantés, du 2e Bureau, mort en déportation, qui était en 1940 à la Mission française de Londres. M. Clousier se présenta à 8 heures du matin chez M. Thénard qui ne le connaissait pas. – « Vous êtes *Vaupré* », lui dit-il. Le commandant Thénard, qui se méfiait de cet inconnu, protesta : « Je ne sais pas ce que vous voulez dire. Je ne connais pas *Vaupré* » répondit-il. – « Pas d'histoire ! Je vous apporte un message de Claude Lerude. »
4) « Prévenir Vaupré qu'il passe la main à un autre ; le N.A.P. (est) surveillé ! » C'est pourquoi le commandant Thénard changea son pseudo de *Vaupré* contre celui de *Sultan* ; car les Allemands connaissaient l'activité résistante de *Vaupré*, mais ignoraient qui se cachait sous ce nom de guerre ; ils ne purent obtenir ce renseignement de Claude. Après lui, Bernard Cognet fut battu pendant deux heures pour essayer de lui faire dire qui était *Vaupré* ; il prétendit jusqu'au bout l'ignorer ; et le commandant Thénard échappa ainsi à l'arrestation ; mais trop compromis, il refusa la succession de Claude Lerude à la direction du mouvement Vengeance, qui fut confiée à J-L. Pagnon.
5) « Prévenir Matron (qu'il est) surveillé et que le grand Daniel est ici arrêté » [un membre de l'O.C.M.].
6) « Idem Chevallier. » Cette dernière formule trop concise signifiait sans doute que Jacques Chevallier était également surveillé, puisqu'il n'a été arrêté qu'en juin 1944.
7) « Prévenir J. Riou par Guichet. » Jean Riou, engagé le 1er mai 1943 aux corps francs Vengeance, fut chargé par Claude Lerude de l'organisation des parachutages, de la recherche des terrains et de la formation d'équipes spécialisées de réception. Grâce à lui, et à la liaison qu'il établit avec le B.O.A et l'O.R.A., un accord fut conclu entre Vengeance et l'O.R.A. pour une action commune dans les combats de la Libération. Les Allemands qui avaient entièrement ignoré l'existence de ce service de parachutage, saisirent chez Claude Lerude la documentation importante qu'il avait réunie, sans le découvrir lui-même. Il fut tué avec sa famille, le 23 mai 1944, dans le bombardement d'Orléans.

Enfin suivaient des recommandations aux membres de Vengeance susceptibles d'être arrêtés : « S'ils sont arrêtés, le fils à Doudou doit à tout prix nous ignorer. *Vaupré*, Matron, Baudet ne m'ont jamais vu chez eux, et je ne les connais que par leurs surnoms, ce qui explique que j'ai toujours nié les connaître. Pour les survivants, nier l'existence des fiches. »

Il s'agissait de fiches chiffrées qui contenaient d'amples renseignements sur les membres de Vengeance. Les Allemands, qui s'en emparèrent chez Claude après les arrestations, ne se sont pas rendu compte de l'importance des renseignements qu'elles contenaient, et ne les ont pas utilisées. Enfin ce texte établit que Claude Lerude n'a dénoncé personne et qu'il s'est retranché derrière le secret des pseudos, sauvant ainsi le commandant Thénard, le commandant d'Hautefeuille, etc. Il fait enfin prévenir ceux qui sont recherchés par la police allemande : *Addé* (Bertrand), Jean Riou, Guichet, etc. On peut s'étonner seulement qu'il ait mis en clair dans ce billet les noms de plusieurs de ses camarades : Matron, Baudet, Guichet, Chevallier, Soizeau, Riou, etc.

Enfin le billet se termine par deux consignes, confiées personnellement à M. Clousier : « Pour vous », en vue de la fusion des troupes combattantes de la Résistance :

1) « Pour retrouver *Marguerite*, que Maman vous présente à l'abbé Payen. Lui a la filière. » *Marguerite* est l'un des pseudos de Mme Alain, de Libération. Après les arrestations d'octobre 1943, qui ont dispersé le groupe, elle était entrée en relation avec Claude Lerude, dans le but de travailler avec Vengeance. L'abbé Payen qui était son directeur de conscience et son conseiller, continuait la correspondance avec Mme Claude Alain, après son départ à Paris, et pouvait donner son adresse. Mme Claude Alain s'était intéressée à l'union des groupes de Résistance, ainsi s'explique le lien avec la seconde consigne :
2) « Si vous voulez unir unités combattantes Lib. [Libération-Nord] à celles de l'A.S., demander à ma mère de vous présenter au fils à Doudou [commandant d'Hautefeuille]. » Claude Lerude avait à cœur l'unité de la Résistance et il poursuivait même en prison le projet de fusion ébauché avant son arrestation, d'après lequel les sections de Vengeance devaient former le noyau d'une grande unité combattante, placée sous le commandement du commandant d'Hautefeuille ; mais la présentation de M. Clousier n'eut pas lieu, et la fusion projetée fut réalisée dans les F.F.I.

Un point capital reste encore obscur dans ce message : « Nous avons été pris par dénonciation Paris ». Veut-il par là désigner de Maindreville, qui était affilié à la *gestapo* de la rue Lauriston ?... ou la dénonciation dont il fut victime, ainsi que ses camarades, n'était-elle qu'un des aspects de la trahison qui livra le comité directeur de Vengeance ? Il ne précise pas sa pensée. Ce long billet se termine par un cri d'espoir :

On les aura. Merci.

C'est le dernier message de Claude et le plus émouvant..., son testament à la Résistance.

La solitude complète en cellule a permis à Claude Lerude de faire le point sur sa vie, en passant en revue les années écoulées, en envisageant l'avenir avec sérénité : il sent vivement le privilège d'être placé comme tous les jeunes entre le reniement abject et l'affirmation de sa foi dans la vie. Son choix est fait : il ne reniera pas dans les ténèbres de la prison ce qu'il a entrevu dans la lumière de la liberté ; et sa décision le rend heureux.

Il écrit dès lors à sa mère le 23 janvier : « Ma chère maman, comme toujours la vie est plus dure pour celle qui reste que pour celui qui est parti... Il y a longtemps que je n'avais pu réfléchir, et je fais une retraite forcée, où je cherche laquelle des deux vies qui s'opposent en moi est celle qui m'est destinée ? J'ai fait mon devoir. Je veux bien penser un peu à moi, à nous deux, puisqu'une fois de plus la vie nous retrouve côte à côte dans des circonstances nouvelles ; car je te sens toute proche de moi, et je chante : *La vie est belle*. Rassure ceux qui pensent à moi, mais je ne veux pas être plaint. Je savais ce que je faisais et je ne suis pas une pauvre victime. La vie est belle quand on est d'accord avec son intelligence, en harmonie avec l'Intelligence qui gouverne le monde. Rassure les grand'mères, je suis heureux ; ce sont elles qui sont à plaindre. Quant à nous, l'amour n'a jamais dépendu de l'espace total ou relatif ; il est libre. Je t'embrasse par delà les murs ! » Ces lignes peignent bien Claude Lerude, qui poursuit en prison le programme de vie qu'il s'était fixé dans la vie libre, et il reste le philosophe, le chef Routier et le chrétien, et le fils affectueux qu'il a toujours été.

Claude, en évoquant son passé sait tout ce qu'il doit à ses parents ; il n'est pas de la race de ces jeunes gens qui dressent la nouvelle génération contre celle qui la précède, alors que si peu de chose les sépare, à côté de tout ce qui les unit : il n'ignore pas que le passé est le fondement de l'avenir, et que celui qui aspire à faire mieux que ses parents doit commencer par recevoir leurs leçons. Seules les fleurs artificielles peuvent se passer de racines.

« Cette semaine... anniversaire de papa. Je songe particulièrement à toi, écrit-il à sa mère, le 12 mars, à nous trois ! Sa bague et sa montre avec moi dans la cellule me rappellent le soldat qu'il fut. Peut-être que lui n'aurait pas été un vaincu, et n'aurait pas fini la guerre comme prisonnier,

http://chantran.vengeance.free.fr/

mais il aurait été le premier à lutter. N'est-ce pas sous le nom de *Paul* (le prénom de son père) que j'ai mené le combat ? »
Il sent plus vivement encore ce qu'il doit à sa mère qui l'a élevé matériellement et spirituellement, qui fut en quelque sorte « la tutrice » de la Providence, qui lui a donné enfin une éducation complète. « Ne te tracasse pas pour moi... La formation que tu m'as donnée me rend capable de subir ce contre-temps » (16 février). Aussi les murs de la prison qui le séparent de sa mère ne peuvent affaiblir son amour pour elle. « Je suis redevenu ton fils, et c'est tout, sans rien ni personne pour me prendre à toi. Prisonnier ? - Que non ! Je suis interné dans une boîte, et je prépare mes examens. » et il ajoute dans une autre lettre : « Mon amour à moi est si jaloux, que j'imagine le tien semblable » (12 mars).
Jusqu'à la fin il reste scout : à ses anciens camarades il envoie ce message optimiste : « Le Scoutisme était une chic affaire ; nous n'avons pas fait fausse route, et la belle équipe se retrouvera dans la vie » (16 février). Il écrit encore à un de ses anciens scouts du lycée qui se prépare à devenir Routier : « Tu seras bientôt un homme. J'espère que la vie te sera aussi ouverte qu'à moi ; car je suis réellement heureux d'avoir eu l'occasion de servir » (27 février). Il se souvient avec émotion de la cérémonie du départ routier au cours de laquelle son chef lui a posé la question rituelle : « Promets-tu de ne pas regarder la vie comme une partie de plaisir, mais comme une mission, dont rien ne doit te détourner ? ». Il avait alors répondu « Oui » ; sa vie et sa mort ont confirmé sa promesse.
Sa confiance dans la vie et dans l'avenir trouvait en Dieu son inspiration profonde. Il annonce à sa mère le 12 mars qu'il fera une semaine de retraite. Huit jours après, le 25 mars, il partit à Fresnes, puis à Neuengamme. Il écrivit de déportation une dernière lettre à sa mère (16 août 1944) :
« Ma chère maman..., mon cœur est auprès de toi à Orléans : en ce moment tu es à l'église, et je prie ; en ce moment tu es dans ta chambre, et je pense à mes livres ; en ce moment, c'est le repas familial, et je suis avec vous ; et c'est tout le temps comme cela !... Il y a bientôt cinq ans que nous sommes séparés ; nous nous retrouverons toujours tous les deux en Dieu ! ». C'est le dernier message de Claude à sa mère.
Le 7 mai, la veille de l'armistice, il mourait d'épuisement à Ludwigslust, après avoir seulement entrevu la victoire et la Libération qu'il payait de sa vie ! Les troupes alliées victorieuses ont rendu les honneurs à ce grand Français qui repose en terre étrangère.

Quand, en 1945, le capitaine, Bertrand reçut la délicate mission d'annoncer la mort de Claude à sa mère, dès les premiers mots, celle-ci comprit toute l'étendue de son sacrifice, et elle l'interrompit pour lui dire : « Je sais qu'il est mort, mais je suis fière qu'il se soit sacrifié ». Cette mère, après avoir appris la mort de son fils unique, qui lui avait donné rendez-vous au ciel, a entendu l'appel de Claude, et s'est retirée dans un cloître pour y vivre au service de Dieu, en union avec son fils et attendre dans la méditation et la prière, l'heure de la réunion définitive dans l'autre vie.
Ce fut donc la grand'mère de Claude qui reçut le 12 juillet 1946 des mains du général Auniord, en présence d'un peloton du 2e hussards et d'un détachement de Scouts-Routiers orléanais, la croix de la Légion d'honneur, décernée à titre posthume avec une élogieuse citation.

Corps francs Vengeance

Morts en déportation :

ADAM.....Robert
AUGER .....Robert
BARBERON .....Robert
BARONI.....Henri
BARONI.....Thérèse

http://chantran.vengeance.free.fr/

BASCHET.....André
BEAUMARIÉ.....Gabriel
BELLETESTE.....Philippe
BIZOUERNE.....Roger
BLONDEAU.....Robert
BLONDEL.....Mlle
BOURGEOIS.....Pierre
BOUSSAGEON.....Georges
BRETHEREAU.....Jean
BRIÈRE.....Georges
BRISEBAT.....Henri
CHAMPENOIS.....Paul
CHEVALLIER.....Jacques
CHURIN.....Georges
CHURIN.....Jacques
CHURIN.....Jean
COLAS.....Abel
CRESPEAU.....Gustave
DEFAUCAMBERGE.....Raymond
DESBORDES.....Blanche
FARNAULT.....Eugène
FERET.....René
FRADET.....Jean
GARCIN.....Marcel
GILLIOZ.....Julien
GIRAULT.....Marcel
HERRY.....Alain
JÉRÔME.....Alain
JUILLET.....Maurice
LECLAIRE.....Luc
LEFÈVRE
LEFORT.....Raymond
LEGRAND.....Jean
LEJARRE.....Robert
LERUDE.....Claude
LEVERNE.....Guy
LONGUET.....Pierre
MARCHAND.....Albert
MARCHERAT.....Madeleine
MEUNIER.....Marcel
MICHELET.....Paul
MILLET.....Maurice
MINET.....Nicolas-Lucien
MONTANT.....Henri
PIEDNOIR.....Raymond
PIERRIOUS.....Robert
ROBILLARD.....Maurice
ROBILLOT.....Jacques
RUFFAT.....Eugène
SAILLEAU.....Pierre

http://chantran.vengeance.free.fr/

SANSON ..... Louis
SERVAIS ..... Pierre
SÉVILLE ..... Robert
SIROT ..... Georges
SOLARD ..... Raymond
TENAILLEAU ..... Paul
TERRAMORSI ..... Sébastien
VALETTE ..... Marc
VANDERBRUCKE ..... Marius
WILKINSON ..... Georges

Morts des suites de déportation :

CHARDON ..... Louis
CROISILLE ..... Gaston
LARSEN ..... Lauritz

Tués au combat ou fusillés :

ACQUART ..... Pierre
ANGENAULT ..... Yves
ASSELINEAU ..... Henri
BELOT ..... Marcel
BILDSTEIN ..... Ernest
FERRANT ..... Pierre
FINANCE ..... César
de FONTENAY ..... Gérard
FRELAND ..... Clément
FROUX ..... Paul
GRENIER ..... Jacques
HERPIN ..... Léon
HIVET ..... Daniel
HUMEAU ..... Roger
LEFÈVRE ..... André
MARCHERAT ..... Albert
PÉRON ..... René
PHALIP ..... Jacques
PIERROT ..... Léon
RIOU ..... Jean
ROBIN ..... Serge
ROGER ..... André
SANTANTONIO ..... Louis
TRESSOU ..... Guy
VILLAIN ..... Roger
VINAUGER ..... Gérard

http://chantran.vengeance.free.fr/

Marcel Belot

http://chantran.vengeance.free.fr/

VIII. De Vengeance aux F.F.I. par le réseau Buckmaster

Après les arrestations de janvier 1944, J.-L. Pagnon dès le mois de mars se mit à l'œuvre et reprit contact avec les membres de Vengeance :

- À Orléans continuèrent à fonctionner, après quelques flottements dus aux arrestations, les groupes constitués en 1943 : la section des Sapeurs-Pompiers, celles des Ateliers d'Orléans et de Saint-Jean-de-Braye, et il faut y ajouter le groupe constitué par *Marius* ;
- à Boigny, Pierre Bérault commande 30 hommes, et à Trainou, Pierrot 15 hommes ;
- à Marcilly, reprise de contact avec le facteur Picot ;
- à Olivet le groupe de Georges Metz, Marc Labaye et Gérard Vinauger compte bientôt 30 hommes ;
- le groupe commandé par Duvillard au Centre d'Arnouville rayonne sur toute la région d'AngervilIe avec 135 hommes bien encadrés ;
- à Montargis, une centaine d'hommes sont sous les ordres du capitaine Fernand Bourgeois ;

puis renaissent :

- à Saint-Lyé le groupe Lacroix, dit *Bernard*, des Eaux et Forêts, avec 15 hommes ;
- à Nancray le groupe Vallée avec 30 hommes ;
- à Artenay le groupe de Brossard et Girault comprenant 20 hommes ;
- à Gien Demairé avec 30 hommes ;
- et à Briare celui de Hayer avec 50.

L'État-Major est reconstitué sous les ordres du capitaine Pagnon-*Colonna* et de son adjoint Jacques Chevallier. Mariotti assure le service des renseignements et Pierre Ziolkowski la liaison permanente entre tous les groupes du Loiret. Le commandant Thénard commençait alors le recrutement du corps franc de Sologne quand il fut arrêté à la suite d'une ténébreuse affaire dont l'origine remonte au mois de décembre précédent.

Jacques Chevallier

Claude Lerude ayant décidé de faire exécuter Pierre Bourrigault, demanda à son chef de Paris *Masson* un tueur, qui débarqua à Orléans pendant la session de l'école de cadres de Cerisy ; c'était un ouvrier couvreur en chômage, âgé de 30 ans, grand, brun, le visage et les mains tatoués ; cet exécuteur professionnel, qui s'appelait Jean-Charles Thierry avait des titres évidents à cette fonction : condamné à 13 mois de prison par le tribunal correctionnel de Blois en 1940, il s'était échappé quatre mois après de la prison.
Arrivé en décembre 1943 à Orléans pendant l'absence de Claude Lerude, il descendit chez M. Baudet, qui l'envoya aux ordres chez le commandant Thénard ; celui-ci lui transmit les consignes laissées par Claude Lerude, avec la manière de se faire ouvrir la porte chez

Bourrigault ; mais Thierry, se dégonflant, demanda l'assistance de gardes du corps et le versement immédiat de la prime de 10.000 fr. qui lui avait été promise. Le commandant Thénard ne put lui donner satisfaction et reconduisit, ce qui sauva la vie de Bourrigault. À son retour de Cerisy, Claude Lerude l'envoya à Bourges, où il semble qu'il dénonçât le mouvement. Peu après Thierry fut arrêté par la police française à Châteauroux et il se mit à table, dénonçant la résistance, qui le payait... pas assez à son avis ! Le commandant Thénard reçut un billet anonyme, posté à Poitiers le 2 janvier 1944, et ainsi conçu : « Un nommé Jean-Charles Thierry, 30 ans, originaire de Blois, vous a dénoncé à la police française de Châteauroux. Prenez toutes dispositions en conséquence... ». Il y avait alors des patriotes dans la police française ! Le commandant Thénard consulta le secrétaire de police M. Ronceray, qui fit une enquête sur Thierry. Celui-ci ne se tint pas pour battu. Il partit à Charleville, où il dénonça encore le mouvement Vengeance ; n'ayant pas obtenu satisfaction de la police française et n'ayant pu faire « chanter » ses victimes, il écrivit à la *gestapo* le 30 mars une lettre datée de Charleville ; il y dénonçait avec une vingtaine d'autres, le commandant Thénard, qui fut arrêté le 7 avril suivant et interné rue Eugène-Vignat, attendant cinq semaines son premier interrogatoire ; car la *gestapo* faisait une enquête sur le dénonciateur, qui fut également arrêté, et que les destructions de voies ferrées empêchaient de ramener à Orléans pour une confrontation. Les premiers interrogatoires du commandant Thénard mirent en évidence l'absurdité d'une importante partie des accusations de Thierry. Le secrétaire de police M. Ronceray, dont Thénard avait invoqué le témoignage, fut convoqué à la *gestapo*, et questionné sur ses relations avec M. Thénard :

- Vous a-t-il rendu visite il y a quelque temps pour vous montrer une longue lettre qu'il a reçue ?

Prudemment M. Ronceray répondit :

- C'est possible, mais mes souvenirs me font défaut. Le cas échéant, je n'ai pu que lui conseiller de ne pas y attacher d'importance.
- Connaissez-vous Thierry ?
- Non.

M. Ronceray, prenant alors l'initiative de défendre M. Thénard exprima l'étonnement que lui avait causé son arrestation :

- Non seulement je ne lui connais aucune activité occulte, mais lors de la conférence de Jean-Hérold Paquis et de Jean Azema, je l'ai vu, en leur compagnie, faisant partie des gardes du corps de ces deux conférenciers.

Cette déclaration, qui était d'ailleurs fausse, jeta le trouble dans l'esprit de l'enquêteur ; celui-ci fit appeler un collègue par l'interprète, qui mit ce dernier au courant de cette intervention inattendue. Le second policier entra dans la pièce, examina sans rien dire, des pieds à la tête, le secrétaire de police, qui envisageait sans enthousiasme l'éventualité probable de son arrestation. Après quelques minutes d'examen, le nouveau venu congédia M. Ronceray. Quelques jours après, le commandant Thénard était libéré conditionnellement et reprenait son activité à Vengeance ; en quelques semaines, malgré la surveillance exercée sur lui par la *gestapo* et l'obligation de se présenter au bureau de la police allemande, deux fois par semaine, il recruta près de 200 volontaires pour le corps franc de Sologne.

Un fait nouveau de la plus grande importance vint bouleverser les plans d'organisation de la Résistance. Jusqu'ici les armes faisaient totalement défaut ; or, le *war office* offrait d'armer la Résistance française et c'est autour du délégué régional du *war office*, distributeur de parachutages, que se cristallisa la Résistance dans le Loiret. C'est une phase nouvelle qui commence dans l'histoire de Vengeance.

Une réunion d'État-Major eut lieu en effet à la Villa des Pins à Yvoy-le-Marron, chez le colonel Dufour pour présenter le major *Saint-Paul* (alias Philippe de Vomécourt), chef du réseau Antoine de Buckmaster, aux chefs de la Résistance des deux départements du Loiret et du Loir-

http://chantran.vengeance.free.fr/

&-cher. Le Délégué militaire régional le colonel O'Neill lui présenta M. Mercier qui avait été nommé par le général Kœnig délégué militaire départemental ; ce dernier était accompagné de son adjoint M. Pierre Charié pour le Nord du département et de Pagnon-*Colonna* pour l'Orléanais.
Ce fut la première rencontre des résistants du Loiret avec le major *Saint-Paul*, mais le contact était établi solidement, en attendant qu'une mission permanente fut envoyée dans le Loiret avec Wilkinson comme chef.
Avant l'arrivée de ce dernier une délégation de Vengeance composée de Pagnon-*Colonna*, Adrien Guyot, Jacques Chevallier et Pierre Bérault, fut reçue dans le courant de mai à Nouan-le-Fuzelier par le commandant *Saint-Paul*, qui lui promit 3 ou 4 parachutages pour la région d'Orléans ; les terrains furent étudiés sur la carte, les messages et les coordonnées furent fixés et quelques jours plus tard Pagnon recevait le premier parachutage à la ferme de la Madelaine, près de Samatha. Ces parachutages faisaient suite à de nombreux autres envois d'armes que le commandant *Saint-Paul* avait procurés au D.M.D. Mercier pour la zone Nord du département.
Un troisième contact eut lieu dans les bois de La Ferté-Saint-Aubin, près de la route de Ligny, pour recevoir du commandant *Saint-Paul* les consignes de sabotage. Enfin au milieu de mai le commandant *Saint-Paul* présenta à Pagnon, Georges Wilkinson, dit *Étienne*, ou *Marchand*, comme chef de la mission Buckmaster pour le Loiret. […]

Prévoyant le pire, Wilkinson se préoccupa, en cas d'arrestation, de désigner un successeur, et il proposa ce poste à Pagnon, qui accepta ; le 5 juin il demanda par radio l'accord de Londres, qui lui fut confirmé le 6 juin, le jour du débarquement. À la même date la radio transmit aux F.F.I. les ordres de sabotages par les messages suivants « Ma première impression est mensongère », signal de destruction des voies ferrées et « couleur verte, couleur morte », signal des destructions des lignes téléphoniques et des câbles à longue distance qui furent exécutées chacun dans leur secteur, sous les ordres du colonel O'Neill et du capitaine Pagnon.
Pendant ce temps le commandant *Saint-Paul*, désireux d'établir une liaison entre le Loiret, où Wilkinson travaillait en union avec les F.F.I. et le Sud du Loir-&-Cher que Matron prospectait avec son adjoint Robert Désir, organisa un échelon intermédiaire au Sud de la Loire ; mais le commandant Thénard, qui avait commencé le recrutement d'une unité combattante au Nord de la Sologne, étant alors interné à la prison de la rue Eugène-Vignat, le commandant *Saint-Paul* chargea M. Adrien Guyot d'assurer le passage permanent de la Loire et de conserver le contact entre les groupes du Nord du Loiret et ceux du Loir-&-Cher. Ce projet cependant n'eut pas de suite ; le commandant Thénard, libéré conditionnellement le lendemain du débarquement, reprit activement la constitution de son corps franc dans la région de la Ferté-Saint-Aubin, après l'arrestation de M. Adrien Guyot au début de juillet.
Comme s'il avait prévu son arrestation, Wilkinson proposa à Pagnon vers le 15 ou 20 juin de désigner un chef pour continuer la lutte, si tous deux étaient arrêtés ; ils tombèrent facilement d'accord sur le nom de Pierre Charié. Wilkinson n'en continua pas moins le travail avec la radio Nadine jusqu'au 26 juin, date de son arrestation et de l'occupation de la maison Pagnon par la Milice et la *gestapo*. Le 25 et le 26 juin les arrestations se succédèrent à un rythme impressionnant et dans les interrogatoires que nous connaissons par les rapports de la *gestapo*, les Boches cherchèrent surtout les deux chefs : Mercier, dans le Nord du département, et Pagnon dans l'Orléanais. Guy Eymar les a dénoncés à plusieurs reprises, bien qu'il n'ait jamais rencontré Mercier.
Désespérant de trouver Pagnon et le commandant *Saint-Paul*, les Allemands ont questionné le garagiste Daumas, Fernand Harry et René Hurier, tous trois arrêtés dans la région de Montargis, « sans pouvoir obtenir, disent-ils, aucune indication sur le séjour de Mercier ».
Il y eut même une confusion entre deux Mercier, qui coûta cher à la Résistance. En fouillant un interné, Maurice Barnier, on trouva sur lui un papier portant l'adresse de « Mercier, près de

http://chantran.vengeance.free.fr/

Ferrières » ; or Ferrières et Sceaux sont deux localités du Gâtinais. La *gestapo* dépêcha dans la première commune deux agents qui se présentèrent à ce Mercier comme des résistants, désireux d'entrer au maquis. Mercier, qui ignorait tout de la Résistance, les envoya innocemment à la ferme voisine du Jonc ; le propriétaire de cette ferme, sans plus se méfier que son voisin, déclara aux jeunes gens qu'en effet il y avait à proximité un maquis de 30 à 40 hommes armés, et leur indiqua même le chemin qu'il connaissait ; car la veille un courrier, en passant chez lui, avait donné des indications précieuses, dont il était heureux de faire profiter ces jeunes maquisards. Le maquis en question, auquel il les envoya, était installé en bordure de la forêt de Montargis, à 1.500 mètres de Grisolles et à 500 mètres à l'Ouest du hameau de Bois-le-Roi. Grâce à ces indications données par le fermier, qui croyait avoir à faire à de vrais résistants, le maquis fut attaqué le lendemain, il y eut des morts. Mais les Allemands s'aperçurent que le fermier de Ferrières n'avait rien de commun avec le garagiste de Sceaux, qu'ils cherchaient, et qui était le chef départemental de la Résistance.

Celui-ci, circulant à Montargis, s'aperçut qu'il était filé par un inconnu en imperméable, portant des lunettes noires ; il se réfugia chez M. Hurier, qui venait de voir passer, partant en direction de Sceaux, la voiture d'Annick suivie d'une autre voiture contenant quatre Allemands. M. Mercier, qui transportait dans sa camionnette des pommes de terre destinées au maquis, attendit la nuit pour quitter Montargis. En traversant Sceaux, il aperçut la voiture allemande au carrefour et tourna si brusquement que ses occupants ne réagirent pas. Arrivé chez lui, il apprit que les Allemands étaient venus le chercher « pour dépanner une de leurs voitures ». Il devina leur piège, et, enfourchant sa motocyclette, il partit au maquis porter un bon de réquisition qui lui était destiné. La *gestapo* qui était toujours au carrefour, ne le reconnut pas à son passage mais les Allemands, dans l'intention de l'arrêter, se présentèrent au garage, et établirent une souricière ; la domestique réussit s'échapper pour mettre au courant un beau-frère de M. Mercier, qui alla l'attendre sur la route ; à deux heures du matin M. Merciel qui depuis quelque temps couchait rarement à la maison, mis au courant par ce parent, alla demander l'hospitalité à son frère fermier à Bordeaux-en-Gâtinais. Le lendemain, un de ses ouvriers vint lui apprendre que les Boches avaient arrêté deux de ses beaux-frères de passage à la maison et s'étaient dédommagés de leur échec en emportant un important matériel de mécanique.

M. Mercier gagna le maquis de Ladon, commandé par son ami M. Goguet, puis la Seine-&-Marne, en laissant cependant une filière permettant de le retrouver et après avoir tenté sans succès de revoir M. Charié.

Soucieuses de faciliter l'unité de commandement, les autorités britanniques du *war office* ont toujours donné à leurs représentants la consigne de travailler avec le délégué militaire départemental, qui était pour le Loiret M. Mercier, et sous les ordres du délégué militaire régional, le colonel O'Neill, connu sous le pseudonyme de *Formule* et de *Marc*. Le conflit du colonel Valin avec le capitaine Matron, puis avec le colonel Dufour, dans le Loir-&-Cher, inquiéta Londres, qui redoutait les divisions au sein de la Résistance française : « Nous comprenons que la nomination de Valin comme chef F.F.I. du Loir-&-Cher a été autorisée par *Formule*. Robert nous apprend maintenant que Valin a nommé Dufour son délégué pour le Sud du Loir-&-Cher, et que Dufour travaille exclusivement avec nous. Nous vous conseillons de voir *Formule*, si vous êtes en difficultés » (reçu le 24 août par Guy, le radio de *Saint-Paul*). En réalité, au cours d'une réunion dramatique dans les bois entre Fay-aux-Loges et Châteauneuf-sur-Loire, en présence du préfet du Loir-&-Cher qui soutenait le colonel Valin, le colonel O'Neill avait arbitré le conflit et nommé Valin chef départemental du Loir-&-Cher au Nord de la Loire et Dufour chef des F.F.I. de toute la Sologne, solution qui fut confirmée par le colonel *Jarry* (alias Rondenay), délégué militaire pour la zone Nord. Ainsi le colonel O'Neill affirmait son autorité sur les F.F.I. des deux départements, et Londres se rangeait délibérément derrière le chef désigné par les autorités françaises : pour la région P2 le colonel O'Neill. « Nous vous conseillons de discuter toute difficulté avec le D.M.R. » disait la dépêche n° 61 adressée par le

war office au commandant *Saint-Paul*. Enfin le 4 septembre la dépêche suivante de Londres, reçue le 5 septembre à 10 heures G.M.T par le service de radio du commandant *Saint-Paul* : « Votre dépêche n° 62 a annoncé la réception de l'argent. Veuillez remettre cet argent à *Formule*, si vous ne l'avez déjà fait » prouve que les services de Londres considéraient toujours le colonel O'Neill comme chef régional des F.F.I.

Wilkinson, arrêté et déporté, il fallut songer à le remplacer, et le commandant *Saint-Paul* télégraphia à Londres demandant à son service d'envoyer un agent pour succéder à Wilkinson et proposa, pour éviter une interruption préjudiciable à la Résistance de charger M. Pierre Charié de l'intérim, proposition qui fut aussitôt acceptée. C'est dans ces circonstances que celui-ci fut nommé agent du réseau Buckmaster, sous le pseudo d'*Étienne Leblanc* et qu'il travailla officiellement avec la radio Nadine jusqu'à son arrestation, qui eut lieu le 30 juillet chez Mme Verdier à Nargis. Cette arrestation interrompit les communications directes du commandant Charié avec Londres jusqu'au 26 août ; il confia au commandant *Saint-Paul* qui avait installé son bureau à la préfecture d'Orléans la dépêche suivante, expédiée le 26 août à 17 heures G.M.T. : « Pierre Charié, dit *Leblanc*, est heureux de reprendre contact avec vous. Toujours à votre service, il attend vos ordres. Regrettant amèrement la perte de Nadine, il serait heureux que vous puissiez favoriser sa prompte libération ; signé : *Leblanc*. »

http://chantran.vengeance.free.fr/

IX. Le roman d'un traître

[…]

La nuit porte-t-elle conseil ?... Sa mémoire s'est réveillée et le lendemain Guy Eymar est encore plus méthodique dans ses dénonciations, parfaitement classées par localités (interrogatoire du 24). À Châtillon il signale que M. Montembault, déjà arrêté, doit donner des indications sur tous ses chefs de section, car il a au moins 300 sympathisants (?) sous son égide. Il dénonce à Briare Buyser, sa femme et son fils âgé de 21 ans, le directeur des Postes, M. Bugnicourt[16] ; à Saint-Florent, Lucien Filet (arrêté le 23) ; à Sully-sur-Loire, Beignet, Pradel, Auger (qui l'a prévenu du guet-apens à l'hôtel de la Poste), Blareau architecte, Billebéau, Guyot ; à Pierrefitte, M. Bernard Sauvage ; à Viglain, Defaucamberge, ainsi que Martel et Bernard, déjà dénoncés la veille ; à Olivet, Pagnon (chef départemental de Vengeance) ; à Orléans, Georges Siriex, le chef militaire de Vengeance ; à Vienne-en-Val, Chartier, garagiste, agent de l'*I.S.*, enfin deux maquis sont désignés à la *gestapo*.

« A 7 km. à l'Est de la localité de Marcilly-en-Villette, près du croisement des routes de Sandillon-Vannes et de Marcilly-Vienne-en-Val, se trouve le château (?)[17] du Gué de la Thas. Dans ce château se trouvent actuellement huit anglais et agents français de l'I.S., qui tous ont été formés en Angleterre, et ont été parachutés en France, dont deux femmes. En outre se trouve parmi eux un pilote américain, tombé d'avion. Le chef de l'organisation porte le nom de *Pierrot*. De *Pierrot* lui-même, j'ai appris que son chef, qui ne se trouve pas dans le château s'appelle *Philippe*. Chacune de ces personnes est armée d'un pistolet automatique et de deux mitraillettes. Dans le château se trouve une station d'émission. » (On sait que Guy Eymar a couché la nuit qui a précédé son arrestation dans une annexe de ce centre à Franqueville et qu'il y avait été reçu avec amitié !)

Il dénonce aussi le maquis de Samatha, commandé par le chef Baroni et il conduira les Allemands le 25 juin dans ce camp que M. Léger lui a fait visiter quelques jours avant.

Il termine sa déposition en dénonçant les gendarmes ! « En ce qui concerne les rapports de notre organisation avec la police française dans le département du Loiret, je peux donner les indications suivantes : Toute la brigade de Châtillon-sur-Loire est employée par nous et connaît exactement l'existence du maquis. À Briare, deux gendarmes sont employés par nous, et ce sont les mêmes qui ont prévenu Lucien de Bournazel, peu avant son arrestation. À Gien, le chef de la brigade est pour nous. Par contre, la brigade d'Ouzouer-sur-Loire est pro-allemande. Je dois à ce sujet remarquer que nous faisons toujours un grand détour autour d'Ouzouer, afin de ne pas être contrôlés. L'ex-secrétaire de police de Montargis qui est actuellement en fuite, était de même employé par nous... »

Après cette longue déposition, il ajoute cette déclaration stupéfiante : « Comme je ne veux pas être considéré comme un traître par les organisations de résistance française, je ne veux pas signer mes déclarations, qui doivent rester secrètes. »

Le remords a-t-il enfin prise sur lui ? Ses nuits ont-elles été troublées par la vision de ses victimes ? Voit-il ses mains rouges du sang français ?... Non. Guy Eymar est prévoyant ; il ouvre le parapluie pour se couvrir : car, pour montrer à ses nouveaux maîtres son dévouement, il conduit le lendemain l'expédition contre le maquis de Samatha ; le surlendemain 26, il donne aux Allemands huit terrains de parachutage, avec leur emplacement précis sur la carte, la lettre indicatrice, le message d'avertissement par radio, l'effectif des hommes et l'importance du matériel attendu.

Il est récompensé le 29 par sa libération ; il entre alors à la *gestapo* et en sera désormais un agent actif, dont le zèle sera sanctionné par des invitations à la table du commandeur de la

[16] « Je dois remarquer qu'il se trouve au moins deux autres maquis dans la région de Briare, c'est-à-dire un groupe terroriste du Front National et un groupe de Vengeance » (interrogatoire du 23 juin).

[17] Le Gué de la Thas n'est effectivement pas un château (note de M. Chantran).

gestapo Mersch ; bientôt il fait venir à Orléans sa femme, qui ignore son rôle exact, mais remarque avec un certain étonnement qu'il est très à l'aise avec les officiers allemands. Il est mieux payé que par la Résistance, puisqu'il touche pour le mois de juillet 15.000 fr. (un traitement de débutant !) sans compter les primes provenant des pillages ; mais les Allemands sont en retraite et en août il juge prudent d'évacuer sa famille : sa femme qui commence à comprendre, veut l'emmener et lui conseille de déserter la *gestapo* et de s'enfuir pour se cacher ; mais Eymar qui sait combien de victimes il a fournies aux camps de déportation, qui connaît à fond sa trahison, comprend alors qu'il ne pourra jamais se réhabiliter, et qu'il lui faut suivre son destin jusqu'au bout !
« C'est impossible ! Il est trop tard ! » répond-il à sa femme et il reste à Orléans... pour peu de temps ! car il suit ses patrons en Allemagne dans leur retraite ; il y vit en otage et est presque considéré comme un condamné... en sursis d'exécution.
[…]

http://chantran.vengeance.free.fr/

X. Le maquis de Samatha

Parachutages

Le capitaine Wilkinson, l'agent du *war office* pour le Loiret, parachuté le 4 avril à Saint-Gauthier dans la Creuse, eut ensuite quelque peine à retrouver son chef le commandant *Saint-Paul* ; puis il s'installa à Olivet dans la maison Leclaire, rue du camp des Indiens, habitée par le capitaine Pagnon-*Colonna* et lui fournit des parachutages sur les terrains repérés par celui-ci, par le lieutenant Guyot et homologués par le commandant *Saint-Paul*.
Le premier parachutage, annoncé par le message « La brosse à reluire va partir » eut lieu à la ferme de la Madeleine, au Nord de Samatha, entre Saint-Cyr-en-Val et Sandillon et fut reçu par l'équipe habituelle de Vengeance.
Dans le stock d'armes, provenant des parachutages, il y eut des pistolets silencieux. Jacques Chevallier voulut en expérimenter un dans la cave de son père ; il partit le 24 juin avec Julien faire un essai, mais il s'aperçut qu'il avait oublié les clés. Qu'à cela ne tienne ! Il escalade le mur, suivi de Julien, comme toujours porteur d'un sac de pommes de terre, contenant les armes et munitions. Passe un Boche, qui, témoin de l'escalade, va prévenir la police que des cambrioleurs viennent de s'introduire dans une maison inhabitée. L'agent Arnoux est dépêché par son service et arrête Jacques Chevallier et Julien, les conduit au poste malgré les protestations de Jacques Chevallier, qui affirme avoir pénétré dans sa propriété. Le commissaire Dewinck les fit transporter à Paris pour y être internés et comparaître devant le tribunal français, sous prétexte de les soustraire à la *gestapo*. Quelques jours après, les Allemands les réclamaient et les envoyaient en déportation, après une détention à Orléans.
Les parachutages procurèrent de grandes quantités d'armes qui furent entreposées, soit au maquis de Samatha, soit dans la maison Leclaire, où habitait Wilkinson. Masquant en partie la maison d'habitation, il y avait à l'entrée de la cour, près de la rue, une remise où furent entreposés 7 à 800 kilogrammes d'armes que les Boches ont saisies après les arrestations.
La difficulté de réunir une vingtaine d'Orléanais dans le bois de Samatha sur appel immédiat de la radio, décidèrent Pagnon et ses amis à organiser auprès du terrain de parachutage un maquis chargé de recevoir, transporter, dégraisser et entreposer les armes. C'est ainsi que prit naissance le 10 juin le maquis de Samatha.

Samatha

Le maquis devait d'abord être installé à la ferme de la Madeleine qui était déjà occupée par des réfugiés et jugée trop en vue ; elle fut remplacée par la ferme de Samatha, puis de Champ-Houdry, dans laquelle les maquisards se sont installés sans savoir qu'elle appartenait au commandant Balfourier ; celui-ci donna son accord, dès qu'il en fut sollicité.
Kléber David, infirmier à l'Établissement de Fleury, alla le 9 juin chercher Larsen à Cléry pour remplir les fonctions de médecin et de pharmacien du maquis ; le directeur de l'Établissement psychothérapique le Dr Danremont, qui approuvait l'organisation du groupe Vengeance à l'Asile et était au courant de son activité, fournit à Kléber David le matériel médical et pharmaceutique nécessaire au maquis.
Le 10, arrivèrent individuellement à Samatha le chef Baroni, son adjoint Larsen, Georges Gonin, Kléber David, Jacques Chevallier, Thureau de Sandillon et Masson de Chécy. Les deux premiers jours, les maquisards couchèrent chez le garde Toutin, mais le lendemain arriva un second contingent : Hecquet, Brisebat, Dalbos et quelques jeunes gens qui n'avaient pas réalisé ce qu'était le maquis ; le soir, questionnés et cuisinés par leurs aînés, ils comprirent les dangers qu'ils allaient courir et jugèrent plus prudent de quitter le camp, après avoir promis de ne rien dire, promesse à laquelle ils ont été fidèles.
Pierre Hecquet est arrivé plein d'entrain chez le garde M. Toutin : « Je vais remplir les fonctions de sous-officier, lui dit-il ; s'il arrive la nuit quelque chose de louche, tirez-moi par les jambes. »

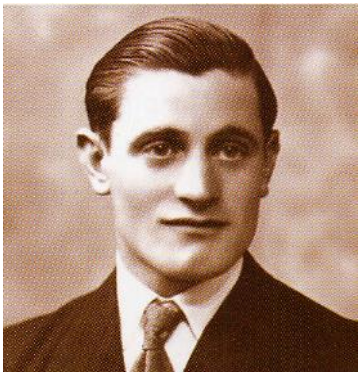
http://chantran.vengeance.free.fr/

Il s'était en effet placé la nuit auprès de l'entrée et il ajouta : « En attendant l'alerte, nous allons boire ensemble un bon verre de rhum que les Boches n'auront pas. »
Le 12, l'effectif, réduit à 15 hommes qui restèrent jusqu'au bout, s'installa au château de Champ-Houdry. La nuit suivante fut mouvementée ; le moral baissa sensiblement ; car, du camp on entendait avec une impressionnante intensité le bombardement d'Orléans ; les pères de famille surtout s'inquiétèrent à juste titre du sort de leur famille au milieu de cette fournaise.
Le 13, le chef jugea plus prudent d'installer le maquis dans un bois aux confins de la propriété de Samatha et du Bruel, de sorte que le maquis fut à cheval sur ces deux propriétés, sous un taillis de chênes. La cuisine était faite par Mme Mallet, la femme du jardinier de Champ-Houdry, qui était prisonnier de guerre, aidée par sa sœur Rolande Goguet, tandis que le garde M. Fleury, un septuagénaire, prêtait son concours ; il fut arrêté d'ailleurs et eut la chance de pouvoir s'évader de Compiègne à la faveur d'un bombardement.
La vie s'écoule monotone et régulière, occupée à longueur de journée par la construction d'abris, l'installation du poste récepteur, le transport des armes à la suite des parachutages, qui sont les événements les plus marquants de l'histoire du maquis et sont annoncés par les messages suivants : « Le bilboquet nous amuse », « L'aspirateur est sous pression » ; ce dernier message était l'annonce d'un parachutage sur la propriété de La Porte, qui n'eut jamais lieu.
Les dernières réceptions d'armes avaient pour appel : « Nénette a mangé son coq, deux fois, trois fois et même quatre fois. »
Le 20 juin, M. Philibert Léger amène un visiteur de marque « le chef départemental des maquis, Gérard », qui trois jours plus tard était arrêté et dénonçait le maquis de Samatha.
Une cachette avait été prévue en cas de repli éventuel. M. Léger offrait l'hospitalité du Gué de la Thas ou de Franqueville en cas d'événements graves imposant l'évacuation de Samatha.

L'attaque

Le 25 juin à la première heure, six groupes de la 2e compagnie du Régiment de Sécurité d'Orléans arrivaient à Samatha, guidés par Guy Eymard, qui ne reconnut pas l'emplacement du camp ; car le 20, conduit par M. Léger, il l'avait abordé par la route de Vannes, tandis que les Allemands arrivaient par la route de Sandillon ; mais quand il s'aperçut de sa méprise, il était trop tard pour reculer ; l'alerte avait été donnée au camp. En effet de bonne heure Masson et Tressou étaient allés à la Grande-Maison pour reporter les récipients qui avaient contenu le petit déjeuner et ils allaient à la cuisine, quand les Boches déclenchèrent l'attaque ; Masson put rejoindre le bois avec le café, mais Tressou fut tué un bouteillon à la main. Malgré la soudaineté de l'offensive, les Français organisèrent aussitôt la défense, avec l'avantage du terrain connu et de hautes fougères, où ils se dissimulèrent facilement.
« Il est huit heures, les premières rafales déchirent l'atmosphère si calme de cette belle journée, et la réplique commence sévère. Nous entendons distinctement les commandements de l'ennemi qui nous attaque de deux côtés et rageusement. La riposte continue et nos armes automatiques marchent bien. Cependant la cadence du tir ennemi décèle un nombre important de bouches à feu, et sur un ordre du chef nous nous replions à contre-cœur. Le repli s'effectue en ordre, les uns tirant pendant le repli des autres et le passage des allées salué par des gerbes impressionnantes de balles » (Dalbos). Les chargeurs se vident rapidement, contraignant les défenseurs à faire un bond en arrière. Peu à peu l'ennemi abandonne la poursuite du maquis.
« Il n'était pas question d'une poursuite en territoire inconnu et boisé ; car l'avance des fugitifs était trop grande » dit un rapport allemand sur l'attaque du maquis de Samatha en date du 7 juillet 1944[18].

[18] Les Allemands semblent avoir subi des pertes sérieuses, qui s'expliquent par la situation privilégiée des défenseurs, connaissant parfaitement les bois et utilisant les hautes fougères pour se dissimuler. Les habitants de Sandillon ont vu passer 3 voitures d'ambulance et pendant son propre procès, Bodès a dit à Pierre Toutin que les Boches avaient perdu 25 hommes, tués ou blessés au cours de l'attaque de Samatha.


Guy Tressou

Comme il avait été convenu avec M. Léger, les maquisards après avoir décroché, gagnèrent dans la soirée le Gué de la Thas, où ils arrivèrent exténués. Baroni et Larsen vinrent seuls à la maison pendant que leurs camarades restaient dissimulés dans les bois, et mirent leurs amis au courant de l'attaque allemande qui avait eu lieu le matin.
De leur côté Thureau et Masson, qui étaient chargés du ravitaillement du maquis, au lieu de rejoindre Samatha, allèrent se cacher chez M. Robichon, fermier à Villesancien (à Saint-Cyr-en-Val). M. Robichon fit aussitôt prévenir le capitaine Pagnon-*Colonna* et quelques camarades de Vengeance.
Pendant que M. Léger ravitaillait les rescapés de Franqueville, René Berge, dont le père était propriétaire du Gué de la Thas, fut envoyé chez M. Pagnon et ne le trouva pas ; mais il le joignit dans l'après-midi à Villesancien et fut invité à transmettre aux maquisards l'ordre de se disperser, tout regroupement paraissant impossible pour le moment. Ils obéirent, les uns rentrèrent chez eux, d'autres recommencèrent la lutte ailleurs.
Avant de quitter le Gué de la Thas, Baroni confia à ses amis du réseau Jade-Amicol, que ce qui l'inquiétait le plus, c'était d'avoir abandonné sur place à Samatha ses papiers d'identité avec son vrai nom et son adresse. Cependant, malgré ce danger, il rentra chez lui. Arrêté le lendemain, ainsi que Larsen qui venait le voir, il fut interrogé. Sa seule défense, singulièrement superficielle, fut de prétendre que, fatigué de la vie du maquis, il avait décidé de l'abandonner et qu'il avait persuadé ses camarades de suivre son exemple. Mais, conduit à Samatha le 2 juillet, il livra aux Allemands le dépôt d'armes, ainsi que 2 mitrailleuses anglaises et 8 mitraillettes. Les Boches le conduisirent chez le garde de Samatha M. Toutin :

- Connaissez-vous cet homme ? lui demandèrent-ils.
- Non, répondit celui-ci, feignant l'ignorance.
- Vous devez pourtant le connaître ; c'est le roi du maquis ; et comme il demandait des œufs à M. Toutin, les Boches s'y opposèrent :
- Ce n'est pas la peine de lui en donner ; il peut crever.

Ils ont tout de même autorisé M. Toutin à lui donner à boire.
Le 3 juillet, les Allemands revinrent à Samatha demander à M. Toutin s'il était au courant de l'activité des terroristes sur la propriété.

- Non, répondit-il.
- Prenez votre paletot et venez. Ils le conduisirent dans le bois et le mirent en présence de Julien.
- Le connaissez-vous ?
- Non, répondit Pierre Toutin, mais Julien lui dit : « Tu peux parler. J'ai tout avoué ».

Comme Toutin ne voulait rien reconnaître, les Allemands lui passèrent les menottes et le conduisirent chez Bénardot, qui était absent, puis revenant à Samatha, ils allèrent au château questionner M. Marcel Gibault.

- Êtes-vous au courant de ce qui se passe sur la propriété ?

http://chantran.vengeance.free.fr/

- Non. Je ne sais pas ce que vous voulez dire.
- Prenez votre veste, et venez.

Bodès lui passa les menottes et le conduisit dans la cour, où le fameux Foucault commandait une quinzaine de miliciens. De nouveau questionné en leur présence, M. Marcel Gibault nia tout.

- Ah ! Tu ne veux pas avouer ; nous allons te conduire à quelqu'un qui te fera dire la vérité ; et on le mit en présence de Julien.
- Connaissez-vous cet homme-là ?
- Non, répondit M. Gibault. Julien s'avança vers lui :
- Mon vieux Marcel, tu peux causer, j'ai tout avoué. Dis ce que tu sais et ils te relâcheront.

M. Gibault maintint ses dénégations ; il fut alors enchaîné avec Julien, puis à trois avec Pierre Toutin, qui peu après fut détaché pour assister à une perquisition à son domicile. Pendant son absence, M. Gibault obtint des miliciens l'autorisation de fumer et de s'asseoir et profitant d'un moment d'inattention de ses gardiens il glissa à Julien cet avertissement : « Ta gueule ! »

L'officier boche revint de la ferme, sans avoir rien trouvé, et il fit détacher Julien pour le questionner à une vingtaine de mètres. M. Marcel Gibault l'entendit répondre : « Ces gens-là sont au courant de tout, mais, ajouta-t-il, ils ne sont pas coupables, parce qu'ils ont eu la main forcée. » Julien revint, tapa sur l'épaule de Marcel Gibault, lui disant :

- Rends ton revolver et ta mitraillette, et tu seras libéré.

Marcel Gibault s'accrocha alors à la perche que généreusement lui tendait Julien.

- Je reconnais, dit-il, que j'ai reçu un revolver.
- Où est-il caché ? demandent les Boches.
- ...Je ne l'ai plus..., ils m'ont presque obligé à le prendre, mais le lendemain je l'ai rendu à l'un deux..., à un petit rouquin. Et il fait le portrait de Tressou qui avait été tué au début de l'attaque, afin de ne compromettre qu'un mort.
- Et la mitraillette ?
- Je ne l'ai jamais eue. Que voulez-vous que je fasse de cette arme dans mon travail. Si j'avais refusé le revolver, j'aurais pu m'exposer à des représailles de la part des terroristes.
- Vous avez été assez bête pour refuser la mitraillette. Vous auriez dû accepter et nous prévenir.
- J'aurais risqué des représailles de leur part.
- Nous vous aurions défendu (!).

On détache alors Marcel Gibault, et Bodès lui dit :

- Vous allez réquisitionner tout votre personnel pour faire une battue afin de retrouver deux ou trois containers qui manquent, et vous nous préviendrez dès que vous les aurez trouvés.

Après leur départ, Marcel Gibault rassemble donc son personnel pour lui transmettre la consigne... de faire la battue sans rien voir. À Loiseau il donne le conseil de partir de suite.

- Ils te connaissent.

Loiseau ne suivit pas le conseil de son patron, et fut, hélas ! arrêté, déporté et est mort en Allemagne.

- Pinard, toi, tu peux rester, tu ne risques rien. Quant à moi. Je ne serai pas à la battue, ajouta-t-il.

Les hommes de la ferme de Samatha ont trouvé un container et n'ont pas signalé sa présence, mais Hecquet, qui en connaissait bien l'emplacement, est venu le chercher avec les Allemands un peu plus tard.

Une heure après le départ des Boches, MM. Gibault et Toutin quittaient Samatha pour entrer dans la clandestinité ; ils se réfugièrent pendant 15 jours à Mareau-aux-Prés, puis jusqu'à la Libération, dans une ferme d'Ardon isolée au milieu des bois à la Trépilonière.

http://chantran.vengeance.free.fr/

La fin

Le 26 juin, M. Besnard part aux nouvelles chez Pagnon, aperçoit de loin une voiture suspecte à côté de la voiture de Pagnon et remarque que les rideaux ne sont pas dans leur position normale signe convenu en cas de danger. Il part donc, sans approcher de la maison dans laquelle la *gestapo* et la Milice avaient organisé une souricière. Le soir même Wilkinson se fait prendre.
Le lendemain, Henri Besnard observe encore la maison et voit des inconnus évoluer à l'intérieur ; il gagne le bourg d'Olivet et rencontre en chemin Gérard Vinauger qui lui dit : « Ne restez pas longtemps avec moi, car je suis repéré. Rendez-vous dans le bourg à l'abri des regards indiscrets », et il enfourche son vélo. Quelques minutes plus tard il disait à Henri Besnard : « J'ai été hier en reconnaissance chez Pagnon ; les Boches m'ont interrogé et j'ai eu bien de la peine à en sortir ; j'ai dit que je travaillais au compte de Pagnon et que je venais aux ordres. »
M. Besnard, intrigué et inquiet, descendit à Orléans en quête de nouvelles. Sur le boulevard Alexandre-Martin, près des bureaux de la *gestapo*, il rencontra Marc Labaye, déblayant les ateliers de son frère démolis par le bombardement. « Je déblaye, lui dit-il, tout en surveillant. J'ai vu passer en direction de la prison Mme Pagnon et Leclaire. Je crois qu'il est prudent de se cacher. Faites comme moi. » M. Besnard fait alors alerter Londres par la radio Nadine.
La nuit suivante, quatre avions ont tourné longtemps au-dessus de Samatha, attendant les signaux convenus. C'était le dernier parachutage prévu : « Nénette a mangé son coq, 4 fois ». Les avions sont repartis sans lâcher leur chargement.
Henri Besnard fait une démarche auprès du docteur Chevallier :

- Nous sommes coupés de toute liaison avec Vengeance. Mettez-nous en relation avec le chef militaire de Libération-Nord afin de lui verser les armes que nous détenons encore. Enfin pourriez-vous nous aider à rétablir un contact avec Londres ?
- Libé-Nord sent le brûlé, répondit le docteur ; je songerais même à aller habiter chez vous à Olivet...

http://chantran.vengeance.free.fr/

XI. Les arrestations se multiplient après la trahison de Guy Eymar

Pendant l'attaque du maquis de Samatha le 25 juin, les Allemands, grâce aux dénonciations faites par Guy Eymar le 23 et le 24, exécutèrent une rafle générale des résistants du Val-de-Loire : à Briare-sur-Loire, M. Bugnicourt et deux innocents qui furent relâchés, à Châtillon-sur-Loire et à Gien, les gendarmes et le 26 à Olivet, les habitants de la maison Pagnon.
[…]

Gérard, avant sa trahison, avait prié René Berge de Franqueville, de lui ménager une entrevue avec le chef de la Résistance. Il le conduisit donc chez M. Robichon, ami de M. Pagnon-*Colonna*, qui retenu à la ferme par des travaux urgents, ne put le présenter lui-même, mais donna un mot d'introduction à René Berge pour Pagnon ; et la rencontre eut lieu à Olivet le 23 mai. *Gérard* (Eymar) n'oublia pas Pagnon après sa trahison.
Le 26 juin vers 10 heures du matin Gressy, se présentait chez M. Pagnon, porteur d'une lettre de *Gérard*.

- *Gérard*, lui dit-il, vous demande d'urgence un parachutage d'armes à Sully-sur-Loire sur un des terrains du secteur. Mais surtout, il voudrait bien vous voir pour s'entendre avec vous et il vous propose un rendez-vous ce soir même.

Après échange de vues, ils conviennent d'une rencontre à 14h45 à l'entrée de la rue de la Mouillère, au pied du pylône qui supporte la sirène d'alerte. Sa voiture étant en panne, M. Pagnon va en bicyclette au rendez-vous, accompagné des deux frères Vinauger et de Coton, un résistant de Neuville-aux-Bois.
Le petit groupe arrivait à la place de la Mouillère, quand deux voitures noires stoppèrent au lieu du rendez-vous. Une dizaine d'hommes en descendirent et parmi eux, M. Pagnon reconnut *Gérard*, William et Franz. Sans descendre de bicyclette, il poursuivit sa route dans la rue St-Marceau, avec ses compagnons, s'arrêta près de l'église et se dissimula prudemment, pendant que Gérard Vinauger revenait sur ses pas pour relever le numéro des voitures. Pagnon, qui avait en poche la liste des voitures de la *gestapo* avec leurs numéros minéralogiques, constata que les deux voitures suspectes appartenaient bien à la police allemande. Il dépêcha Gérard Vinauger à Olivet pour avertir sa famille du danger ; malheureusement, le cycliste arriva après les voitures de la *gestapo* et il revint prévenir M. Pagnon que sa maison était occupée ; puis il demanda l'autorisation de retourner à Olivet pour vérifier ce qui se passait chez lui.
Il sonne donc à la maison : un monsieur très poli ouvre la porte et lui demande ce qu'il désire.

- Je voudrais parler à M. Pagnon, afin de prendre ses ordres pour un transport de briques que je dois effectuer ce soir de la gare à son chantier.
- Entrez. M. Pagnon est à son bureau.

À peine entré, la porte se referme brusquement sur lui, et Vinauger est menacé par deux hommes armés de mitraillettes. Il est conduit dans le bureau pour un interrogatoire et, en passant devant la salle à manger, il voit Luc Leclaire et Étienne Wilkinson, la figure en sang, interrogés par les Allemands. La situation est critique !

- Si vous connaissez Pagnon, c'est que vous êtes de la Résistance, lui dit le Boche.
- Non. Je suis transporteur, et je viens m'entendre avec lui pour la livraison de briques à son entreprise.
- Si tu ne parles pas, lui dit le jeune Gressy, on va t'abîmer comme les deux autres.
- Je ne comprends rien à ce que vous voulez dire : car je suis uniquement transporteur. Je m'étonne même que M. Pagnon ne soit pas au bureau, comme il était convenu.

Conduit le soir aux bureaux de la *gestapo* à Orléans, il y est de nouveau interrogé, mais malgré les menaces, restant fidèle à son système de défense, il est enfin relâché, faute de preuves.
À peine libéré, il quitta son domicile et se cacha. Bien lui en prit : car le lendemain la *gestapo*, revenant sur sa décision, se présentait chez lui pour l'arrêter ; mais il était trop tard. Ce

http://chantran.vengeance.free.fr/

courageux résistant continua la lutte avec les F.F.I. et fut tué héroïquement au combat de Mareau-aux-Prés, le 19 août.
À l'arrivée des Boches dans sa maison, Mme Pagnon avait tiré les rideaux pour avertir les visiteurs ; mais les Allemands, craignant un stratagème, fermèrent les volets et Wilkinson survenant quelques instants après, ne se méfia pas et tomba dans la souricière. D'ailleurs, la *gestapo* avait installé dans les vignes, en face de la maison, des Allemands, armés de fusils-mitrailleurs, l'un braqué en direction d'Olivet, l'autre en direction de Saint-Cyr-en-Val.
De son côté, Pagnon avait organisé un service de surveillance des voies d'accès pour arrêter les camarades qui auraient pu venir le voir : Georges Metz au pont d'Olivet, Marc Labaye, route de Saint-Hilaire, Murat, route de la Ferté. Le 26, le commandant Charié, qui venait voir Pagnon, fut reconnu et averti du danger par Pierre Ziolkowski, l'agent de liaison permanent de Wilkinson, et grâce à sa présence d'esprit, il évita au chef F.F.I. de tomber dans le piège tendu chez Pagnon ; enfin les enfants Laurenceau, âgés de 14 et de 8 ans, qui habitaient au n° 10, près de la maison Pagnon montaient aussi la garde pour alerter les visiteurs.
Les Boches arrêtèrent encore à la maison Pagnon, Mme Madeleine Pagnon, sa mère et sa sœur, ainsi que M. et Mme Leclaire. Luc Leclaire qui fut le seul homme à recevoir les Allemands avant l'arrivée de Wilkinson, était un ancien prisonnier, libéré comme sanitaire en juin 1943, qui, dès le début d'août 1943, n'hésita pas à signer son engagement au C.F. Vengeance. Pendant son interrogatoire, battu et couvert de sang, il répondit crânement aux Boches :

- Je connais déjà les camps allemands ; je n'ai pas peur d'y retourner.

Luc Leclaire

Les Allemands ont occupé la maison jusqu'à la Libération et avec l'aide de miliciens, qui ont été jusqu'à 12 ensemble, ils l'ont pillée complètement.
Pendant que ces événements se déroulaient dans sa maison et aux alentours, Pagnon-*Colonna* disparaissait. Le soir du 26 juin, il se réfugie chez son ami Félicien Robichon, à la ferme de Villesancien et y reste caché deux ou trois jours. Dès le lendemain matin, n'ayant pas revu Gérard Vinauger et ignorant les arrestations, il envoie Félicien à un rendez-vous pris par la famille Leclaire. N'ayant rencontré personne, puisque M. et Mme Leclaire sont prisonniers à Olivet, Robichon attend l'arrivée de leur vendeuse, Mme Verdier, la femme d'un commissaire de police, agent du réseau Jade-Amicol, et la met au courant de la situation. Le 28, MM. Kléber David et Herry sont à Villesancien, où Pagnon leur apprend qu'il lui faut changer d'identité ; on décolle la photographie de son ancienne carte d'identité et un camarade va à Orléans chercher une fausse carte, qui lui est remise par un membre de Vengeance, mort en déportation, M. Meunier, le marchand de journaux de la place Gambetta, plus connu sous le surnom de *Chocolat*.

Avant de quitter Orléans, pendant que les Allemands arrivaient chez lui, à Olivet, M. Pagnon eut le temps de retirer de son compte en banque 100.000 fr. qu'il confia à Robichon. Cette somme fut glissée dans une bouteille enterrée à un endroit secret, connu de lui seul et de sa femme ; il fut convenu qu'il délivrerait des acomptes aux agents de liaison sur présentation d'un mot écrit et signé de lui-même. Quelques jours plus tard, Pagnon ayant trouvé un asile sûr chez M. Javoy-Lamandé à Mézières, envoya Gérard Vinauger retirer son argent.

Malgré les précautions prises par les membres de Vengeance, quelques victimes tombèrent dans la souricière tendue dans la maison Pagnon. Le 27 juin, n'ayant pas de nouvelles des rescapés du maquis de Samatha, et ignorant les événements qui se déroulaient chez Pagnon, Mme Andrée Gibault décida de se rendre chez M. Pagnon sous prétexte de lui demander une chaîne de bicyclette. Prudemment, elle avait inscrit sur sa liste de commissions déposée dans son sac à main « chaîne Pagnon ».
Elle sonne et salue dans la maison le docteur Crozat, qui parle aux Allemands, sans paraître gêné[19] ; mais quand le docteur est sorti, les Allemands changent de ton et interrogent sans ménagement Mme Gibault :

- Comment et depuis quand connaissez-vous Pagnon ? lui demande l'officier allemand. Que venez-vous faire ici ?
- Je viens lui demander une chaîne de bicyclette.
- Mais il n'en vend pas.
- Oh ! Vous savez ! Aujourd'hui on achète n'importe quoi chez n'importe qui ; on s'approvisionne parfois de sucre chez le coiffeur, de poisson chez le cordonnier ; il n'est pas anormal de se procurer une chaîne de bicyclette chez un entrepreneur de construction.

Les Allemands fouillent son sac à main et y trouvent avec la liste de commissions des papiers abandonnés par M. Générat, auquel Mme Gibault allait les reporter, avec l'intention de le prévenir de l'attaque du maquis et de l'inviter à cacher un parachute qu'il avait emporté chez lui. Cette découverte provoqua de nouvelles questions. Finalement Mme Gibault fut conduite par un milicien aux bureaux de la *gestapo* d'Orléans. Elle y subit un nouvel interrogatoire ! « Vous venez de Samatha ?... Saviez-vous que des terroristes s'y cachaient ? » Elle fut relâchée avec ordre de rentrer immédiatement à Samatha sans repasser par Olivet. « Nous vous suivons à Samatha pour vérifier vos dires. » En fait, ils ne vinrent qu'un mois plus tard pour arrêter de nouveau Mme Gibault, qui fut déportée.
M. Girault se tira moins facilement d'affaire que Mme Gibault. Le 27, M. Girault, fermier à Artenay, ayant trouvé fermés les bureaux de l'entreprise Pagnon, place de la bascule, tous volets clos, fut envoyé à Olivet par les voisins qui ignoraient encore les événements. Il ne fut pas reconnu en route par les camarades de Vengeance en surveillance aux abords de la maison Pagnon, et il fut pris au piège.
Enfin Pierre Bérault, venu rendre compte à son chef des sabotages exécutés pendant la nuit précédente, sonna à la porte, bien qu'ayant vu auprès de la maison un camion allemand, sans y prendre garde ; il fut également arrêté et déporté.

La *gestapo* dans « un plan d'action contre le groupe Vengeance au Nord d'Orléans », conçu par Franz, décida le 28 juillet d'arrêter 11 personnes, dont « le belge Pierrot, cordonnier à Trainou, auteur des sabotages ferroviaires dans les quinze derniers jours à Rébréchien, Vennecy et Chécy », ce qui était rigoureusement vrai. Pagnon, accompagné de Pierre Bérault, était allé le voir le 23 juin afin de reconnaître un terrain de parachutage, en vue d'une réception d'armes

[19] La *gestapo* avait convoqué le docteur pour examiner une dame âgée, dont la présence dans la maison Pagnon gênait les projets d'occupation allemande. Le docteur ayant constaté que cette personne était transportable, la *gestapo* la fit conduire à l'hôpital d'Orléans, et resta sans témoin dans la maison.

attendue à la fin du mois. Les Allemands n'eurent pas connaissance de ce projet, puisqu'ils ne lui ont pas reproché, mais ils l'ont exécuté lâchement à cause des sabotages dont il était l'auteur. Le 30 juin à 5 heures du matin, ils cernèrent la maison et le firent descendre. Au moment où il ouvrait le verrou, ils déchargèrent une mitraillette à travers la porte et blessèrent grièvement M. Pierrot. Une fois pansé sommairement par sa femme, il fut interrogé par les inspecteurs allemands :

- Connaissez-vous Pagnon ? lui demandèrent-ils.
- Non.
- Ah ! Ne faites pas le malin. Votre chef est arrêté et vous êtes dénoncé pour détenir une mitraillette et une mitrailleuse.

Les Allemands faisaient allusion à l'arrestation de M. Georges Siriex accusé par les Allemands « d'avoir une activité dans le groupe Nord de la Loire » (Note de Franz, du 28 juin 1944).
Les Allemands firent transporter le blessé à l'hôpital d'Orléans par les soins du maire et défendirent à sa femme et à sa fille de l'accompagner.
Quand sa fille, Mlle Paulette Pierrot, arriva à l'hôpital d'Orléans peu avant midi, après un voyage à bicyclette, son père était décédé et deux miliciens montaient la garde auprès du cadavre. Le mort faisait-il encore peur aux Boches ? […]

http://chantran.vengeance.free.fr/

XII. Deux héros et un traître

Après l'évacuation du maquis de Samatha, les rescapés se dispersèrent ; plusieurs d'entre eux cependant continuèrent la lutte. Quatre maquisards, liés d'amitié, se cachèrent pendant la journée du 25 juin dans les bois voisins du Cercle et restèrent en liaison avec le garde Philibert Léger. La nuit venue, ils se dirigèrent à la boussole vers le Nord, en marchant en pleine obscurité. C'était le sergent-chef Pierre Hecquet, Clément Freland, Albert Marcherat et Georges Foucault. Cette marche était aventureuse et deux d'entre eux, Hecquet et Foucault s'enlisèrent dans un terrain marécageux d'où leurs camarades les tirèrent péniblement. Ils parvinrent à la Loire et suivirent sa rive, en descendant le cours du fleuve ; mais sachant que Jargeau était occupé par les Boches, et conscients que leur barbe trop longue, leur étrange accoutrement, les vestes anglaises que portaient plusieurs d'entre eux, attiraient l'attention, ils n'osèrent passer le pont de Jargeau, et continuèrent leur route, en évitant les fermes. Ils attendirent le jour devant Sandillon, dissimulés dans des meulettes de foin. Dès le matin, Georges Foucault partit en reconnaissance et se présenta chez M. Julien, entrepreneur de battage, qui lui apprit que le maire et le garde-champêtre avaient été requis par les Allemands pour assurer l'ensevelissement de Tressou, tué la veille à Samatha. M. Julien remplit quelques musettes de pain, de vivres et de tabac et partit avec son compagnon, tous deux, munis de cannes à pêche pour dissimuler le véritable but de leur expédition ; les quatre maquisards, qui n'avaient pas mangé depuis 24 heures, se restaurèrent, avant de traverser la Loire dans le bateau de Pierre Bérault.

Clément Freland

Albert Marcherat

Ils sont reçus par Jollivet à Mardié ; Pierre Bérault qui survient les conduit à Boigny, où les quatre camarades établissent leur plan de campagne ; car Pierre Hecquet projette de continuer la lutte en Normandie. Freland et Marcherat décident de se joindre à lui, tandis que Georges Foucault, qui avait abandonné ses papiers à Samatha, ainsi que six autres de ses compagnons - dont le chef Baroni- tient à mettre ses parents au courant, pour qu'ils puissent quitter leur maison et se cacher. Sans se soucier de l'interdiction de circuler édictée par les Boches, Pierre Bérault conduit ses camarades en camionnette jusqu'aux jardins qui entourent l'usine d'Ambert. Il va chercher Mmes Marcherat et Freland ; celles-ci, très courageuses, ne tentèrent, ni l'une ni l'autre, de détourner de la lutte qu'ils veulent entreprendre leur fils et leur mari. Mme Freland, en faisant ses adieux à son mari, lui dit : « Conduis-toi bien et cependant sois prudent. » Mme Marcherat dit à son fils : « Remplis toujours ton devoir de Français. » Après les pathétiques adieux de ces deux héroïques Françaises, qui furent déportées, les trois compagnons continuèrent leur route vers la Normandie, tandis que Georges Foucault, après avoir alerté ses

parents, poursuivit la Résistance jusqu'à la Libération et s'engagea dans la 1e Armée française, avec laquelle il prit part à la campagne d'Allemagne jusqu'à l'armistice.
Ses trois camarades se dirigèrent vers l'Ouest et, comme ils marchaient dans la direction opposée à celle des évacués, ils se camouflèrent en bineurs en quête de travail et parvinrent ainsi aux environs de Caen, mais les Allemands, qui occupaient le pont de l'Orne, les refoulèrent dans la nuit et ils tombèrent dans un détachement de S.S. qui les arrêta et les interna dans un camp de prisonniers ; ils furent enfermés dans un abri souterrain, et le lendemain matin Albert Marcherat fut envoyé sous escorte à la corvée d'eau. Quand il revint au camp, ses deux compagnons avaient été évacués pendant son absence. On apprit plus tard que Freland, sommé de trahir, avait refusé et avait été fusillé séance tenante, tandis que Pierre Hecquet avait accepté de servir les Allemands. Il fut dirigé sur Orléans et devint un agent zélé de la *gestapo*, sans paraître comprendre qu'il trahissait, non seulement sa Patrie mais ses anciens camarades de la Résistance qu'il fit arrêter.
Le soir, un raid de tanks anglais sema le désordre parmi les Allemands qui défendaient le camp. Albert Marcherat en profita pour s'évader et avant de rentrer à Orléans, il passa à Paris chez les Pères Blancs pour s'informer des conditions d'entrée dans leur ordre. Il écrivit le 27 juillet à sa grand'mère : « Me voici enfin sorti de l'enfer des premières lignes au Sud-Ouest de Caen. Si je m'en suis tiré, c'est par miracle ; car je suis passé très près de la mort avec les balles sifflant à mes oreilles et les éclats des obus tombant à quelques mètres de nous. Auparavant j'avais fait le vœu de devenir Père Blanc, si j'en sortais vivant. Maintenant que je suis sorti indemne de ce capharnaüm, je vais tenir mon vœu, et devenir missionnaire africain... ». Cette vocation était ancienne et ses aventures de Caen, où il avait échappé seul à la mort ou au déshonneur, n'avaient fait que la confirmer. Albert Marcherat, ancien élève de Saint-Euverte, était un sujet d'élite, qui, après avoir passé brillamment le brevet, puis les deux parties du baccalauréat, préparait un certificat de licence en mathématiques. Il avait rêvé de devenir missionnaire et avait pris pour modèle le Père de Foucauld. Le 3 octobre 1943, au camp de jeunesse de Beaufort-en-Vallée, il avait écrit : « Je sens qu'il y a au fond de moi quelque chose de passionné, qui me portera à faire tout bien ou tout mal. Tantôt je me discipline pour être meilleur à tous points de vue et ainsi devenir un homme dans toute l'acceptation du mot ; tantôt au contraire je crains de devenir un vulgaire salaud, prêt à commettre toutes les vilenies morales ou autres. Chez moi il n'y a pas de milieu. Comme je voudrais tendre de plus en plus vers le bien !... Ma vocation sera peut-être un peu tardive, mais cela n'a pas empêché le Père de Foucauld de devenir un martyr... Je deviendrai Père Blanc... ».
Albert Marcherat rentra à Orléans le 29 juillet, jour anniversaire de sa naissance, pour y apprendre que sa mère, dénoncée par Hecquet, comme Mme Freland, avait été arrêtée pendant son absence (elle est morte en déportation). Il s'engagea dans le maquis de Chambon-la-Forêt et fut tué le 12 août 1944 au combat de Chicamour... Il fut un martyr comme son modèle le Père de Foucauld.

Le 20 juillet, Matron, Désir et Accart, qui avaient passé la nuit à la ferme de Villesancien étaient à peine partis depuis une heure que la *gestapo* arrivait, conduite par Lussac, Bodès et *Gérard*. Ces agents procédèrent à une perquisition qui leur rapporta surtout de l'essence. Lussac ayant trouvé de l'argent le jeta sur la table, en disant avec emphase « L'argent ne nous intéresse pas », mais il retourna seul dans la chambre pour voler dans un coffret contenant 50.000 fr. qu'il ne partagea pas avec ses camarades.
Après le départ de Robichon pour la prison, Marc Labaye vient a la ferme voir ce qui se passe, est arrêté par la *gestapo*, qui occupe toujours Villesancien et présente sa carte d'identité véritable à *Gérard* qui ne le reconnaît pas et le laisse repartir !
À la prison comme on n'obtenait rien de Félicien Robichon, il fut placé dans une cellule avec un seul compagnon ; celui-ci lui dit qu'il était du maquis de Samatha et lui parla de leurs amis

communs. Mis en confiance par ces confidences, il lui raconta ce qu'il avait fait : Pagnon avait été caché trois jours chez lui, et son ami Kléber David était caché à Bou, etc. Le lendemain, son compagnon fut retiré de la cellule. L'interrogatoire suivant ne donnant pas les résultats attendus, il fut battu par Bodès jusqu'à s'écrouler sur le sol. Il fut interrogé de nouveau par un officier de la *gestapo* et il eut la surprise de constater la présence auprès du commissaire instructeur, de son ancien camarade de cellule.

- Tiens ! Comme on se retrouve ! lui dit en ricanant Hecquet ; car c'était lui, le mouton.

Robichon fut interrogé uniquement sur le maquis de Samatha et sur la retraite de Pagnon que les Allemands voulaient découvrir à tout prix.

- Je l'ai caché trois jours chez moi ; et en me quittant, il m'a dit qu'il rejoignait un maquis de la Corrèze. Je ne l'ai plus revu ! répondit-il.

Pendant la journée du 31 juillet, la police allemande, flanquée des voyous de la *hilfpolizei*, a été d'une activité déconcertante pour ramasser 17 membres de Vengeance, en un vaste coup de filet provoqué par les dénonciations de Pierre Hecquet.

À 4 heures du matin, la rafle commence par Mme Bérangère Toutin, à défaut de son mari en fuite depuis l'attaque de Samatha, puis Léon Benardot, qui est aussitôt enchaîné avec Mme Toutin, le garde de Champ-Houdry, M. Fleury, la cuisinière du maquis, Lucienne Mallet et sa sœur Leone Goguet.

À 13 heures, à défaut de M. Marcel Gibault, en fuite avec Pierre Toutin, les Allemands arrêtent sa femme :

- Mme Gibault, lui dit un des agents de la *gestapo*, je vous reconnais pour vous avoir vu au dernier parachutage de Samatha !

Hecquet revendiquait ainsi l'honneur de faire arrêter une femme qu'il avait éclairée violemment avec sa lampe de poche pendant la nuit du dernier parachutage pour l'identifier.

Sont ensuite arrêtés le garde du Bruel, M. François Masson et le fils aîné du propriétaire M. Pierre Deschamp, qui, dès qu'il avait connu par le garde la présence d'un maquis sur la propriété, était allé porter aux hommes du ravitaillement, leur manifester sa sympathie et leur promettre son aide, au Cercle, Mlle Suzanne Léger, qui avait été épargnée le 29 juin, lors de l'arrestation de son père ; à Sandillon le directeur de l'école M. Croisille et l'entrepreneur de machines agricoles M. Louis Julien, qui avait ravitaillé Pierre Hecquet et ses trois compagnons le 26 juin.

Les voitures sont pleines et la police commence à être embarrassée de cette multitude de prisonniers.

- Le premier qui bouge, f...-lui un coup de crosse sur la g...

Telle est la consigne que Marcel Foucault, le chef de la *hilfspolizei* donne à ses hommes.

Enfin Bodès et Hecquet arrêtent à Orléans M. et Mme Montant, M. Robert Jamet et à Olivet M. et Mme Besnard.

La brutale franchise d'Henri Besnard, sa foncière indépendance devaient le faire passer aux yeux des collaborateurs et des Allemands pour un dangereux patriote. Un de ses amis reçut cet avertissement du chef de la sûreté française : « Ne vous occupez pas de Besnard, il fait partie de la dissidence. »

Le 31 juillet à 7 heures du soir, Bodès et Hecquet viennent rue Jeanne-d'Arc à Orléans pour l'arrêter ! Ne le trouvant pas, ils vont à sa maison de campagne d'Olivet et après avoir sonné à la grille du jardin, demandent à le voir :

- Mon mari n'est pas là, répond Mme Besnard, sans ouvrir la grille à ces inconnus.
- Nous venons de la part de Montant.
- Alors entrez !

Les voilà dans la salle à manger. Bodès présente son compagnon :

http://chantran.vengeance.free.fr/

- Voici un copain, qui est allé combattre en Normandie, et voudrait entrer au maquis pour continuer la lutte.
- Je ne sais plus rien du maquis depuis la trahison de B... ; je ne puis donc rien faire pour vous.
- Pouvez-vous au moins nous aider à retrouver Pagnon ?
- Impossible. Je ne sais pas ce qu'il est devenu.

M. Besnard, qui leur offre un rafraîchissement, commence à avoir des doutes sur ces visiteurs, en observant l'inquiétude de Bodès ; car Hecquet avait présenté Henri Besnard comme un dur, décidé à se défendre et portant toujours un revolver sur lui ; or Besnard avait déposé son revolver au maquis de Samatha en l'absence d'Hecquet et était donc désarmé. Tout en buvant Bodès accroche :

- J'aurais pourtant bien voulu faire quelque chose. On reste là sans rien faire comme des c...
- C...s ou non, je ne puis vous tirer d'embarras !
- Pourtant Montant m'a dit que vous aviez une liaison et des armes.

Besnard fut alors sur le point de reconnaître l'existence du dépôt d'armes de La Fougère et de nommer le docteur Chevallier ; mais prudemment il se ravisa et répondit simplement :

- C'est fini cette histoire-là ! Nous n'avons plus d'armes, ni de liaison ; le type s'est dégonflé.

À tout hasard, il ajouta :

- Repassez me voir... On ne sait jamais... S'il y avait du nouveau !

Bodès insiste encore :

- Vous n'avez aucune indication qui nous permette de toucher Pagnon ?
- Aucune.

Les visiteurs remontent avec Henri Besnard le petit raidillon sous bois qui conduit du pavillon à la route. Arrivé près de la grille d'entrée, Bodès tire un revolver, le braque sur Henri Besnard, pendant qu'Hecquet lui passe les menottes.

- Où est le revolver ? demande alors Bodès, toujours possédé par la crainte que lui inspire Henri Besnard, même enchaîné.
- Il est au maquis.
- Il faut être beau joueur..., vous avez perdu !
- C'est entendu : je paierai.
- Où sont les armes ?
- Je vous ai dit tout à l'heure, quand nous causions amicalement que je n'en avais pas. Ce n'est pas maintenant que je vais vous dire que j'en ai...

Bodès donne un coup de sifflet, et trois autos arrivent aussitôt avec Bieder, officier de la *gestapo*, qui prend alors le commandement et fait placer Besnard enchaîné le long d'un arbre. Sa fille Anne-Marie, qui survient, alerte sa mère :

- Papa est attaché à un arbre, et il y a plein d'Allemands dans le jardin.

Mme Besnard monte la côte et arrive à la grille.

- Votre mari est un terroriste ! lui dit Bieder et il ajoute, en s'adressant à ses hommes : On emmène aussi la dame !

Henri Besnard qui est en tenue légère demande à s'habiller. Bieder lui refuse et enjoint à Mme Besnard de préparer pour son mari une valise de linge et de vêtements ; sous surveillance d'un soldat, elle redescend à la maison, suivie de Bodès, qui s'empresse de fouiller les meubles, pour retrouver le revolver, pendant que Mme Besnard prépare la valise ; elle proteste vivement contre l'indiscrétion de Bodès.

- Je fais mon métier... répond-il sèchement.
- Oui. Un métier de salaud ! réplique Mme Besnard.

http://chantran.vengeance.free.fr/

Bodès lui applique alors une gifle, que Mme Besnard lui rend séance tenante. Le soldat allemand arrive en renfort et frappe aussi Mme Besnard. M. Perdoux, qui est en visite, intervient :

- C'est une femme ! Vous n'avez pas le droit de la brutaliser.

Bieder fit monter Mme Besnard à côté du chauffeur et, à l'arrière, M. Henri Besnard, encadré de deux Allemands. Un pneu creva auprès du pont Cotelle, ce qui augmenta leur nervosité. Pendant l'arrêt, qui résulta de cette panne, Henri Besnard ferma les yeux et se recueillit pour repasser dans son esprit les événements de la journée et faire le point... Il n'avait rien révélé à Bodès avant son arrestation, et même sa conversation avec lui pouvait servir efficacement à sa défense, et il se préparait ainsi à l'interrogatoire qui l'attendait à son arrivée à la *gestapo*...

- Je crois qu'il est mort dit Bodès, remarquant qu'il ne bougeait plus, les yeux fermés.
- Non. Je suis bien vivant, répondit-il.

http://chantran.vengeance.free.fr/

XIII. La guérilla générale est déclenchée dans le Loiret

Après le débarquement de juin 1944, des renforts allemands furent acheminés vers la Normandie par la route, les voies ferrées ayant été détruites par les bombardements. La Résistance française, qui ne prétendait pas livrer des batailles proprement dites faute d'armement approprié, eut cependant un grand rôle à jouer, en retardant ces convois, ou même en fixant sur place les troupes ennemies obligées de se défendre au lieu d'aller prendre part à la bataille de Normandie[20] ; puis en juillet et août, lorsque les Allemands eurent perdu la bataille de la côte et refluèrent vers l'Est, la Résistance encouragée par les succès alliés, harcela sans répit les convois en retraite. Lorsque Londres déclencha par radio la guérilla, les F.F.I. du Loiret attaquèrent partout les troupes ennemies.

Qui ne se souvient de ces convois de voitures dissimulées sous le feuillage et précédées d'un camion ou d'un autocar, sur la cabine duquel veillait un tireur, la main sur la gâchette d'un fusil-mitrailleur, avec des soldats armés de mitraillettes face aux côtés de la route ; mais la nuit surtout la *wehrmacht* était attaquée : les Allemands ont d'abord essayé de circuler en longs convois armés, qui offraient une cible trop facile à l'aviation alliée, puis par voitures isolées, qui étaient attaquées par les résistants. Leurs nerfs se fatiguaient, leur moral baissait ; et ils prenaient peu à peu conscience de leur défaite.

On ne peut citer toutes les attaques de convois allemands dans le Loiret ; elles sont trop nombreuses : sur toutes les routes, même secondaires, des résistants s'embusquaient la nuit pour harceler les convois. Citons seulement parmi cent autres quelques exemples.

Le groupe Vengeance des sapeurs-pompiers d'Orléans force le 18 août une colonne allemande sur la route de Blois, au Sud de la Loire, à abandonner armes et matériel pour se sauver plus vite.

Le 8 juin, deux résistants du groupe de Vitry, accompagnés de l'abbé Thomas, vont faire sauter la ligne de chemin de fer de Gien entre Châteauneuf et Saint-Denis-de-l'Hôtel.

À Montargis, le 22 juin, le groupe Vengeance pose des crève-pneus sur le passage d'une division S.S. venant de Tarnopol en Russie, et envoyée en renfort en Normandie : 3 camions détruits, 5 blessés allemands et de longs retards imposés à ces troupes attendues avec impatience sur le front de Normandie.

À Ferrières, le 15 août, la Résistance attaque un convoi allemand sur la route de Paris, entre Dordives et Fontenay-sur-Loing, fait 2 tués, 4 blessés, 1 prisonnier, sans aucune perte du côté F.F.I.

À la fin de juillet, une embuscade est dressée au pont des Beignets par un détachement du maquis de Chambon, monté sur camion. Un convoi de 25 camions ennemis passe à toute vitesse sur la route de Montargis ; les 5 fusils-mitrailleurs du camion entrent en jeu et démolissent les 4 derniers camions allemands, qui vont s'écraser dans les fossés, pendant que les maquisards disparaissent par la route de Nibelle avant que les Boches ne soient revenus de leur surprise.

Le 25 juillet, entre Seichebrières et Vitry, un camion du maquis fortement armé, est arrêté par un groupe de 15 soldats, commandés par un officier qui se propose de le fouiller ; le véhicule ralentit ; à l'approche du groupe, les maquisards, du haut de leur camion, mitraillent les Allemands et s'éloignent après avoir essuyé le feu ennemi sans éprouver aucune perte... Les Allemands ont perdu dans cette rencontre 5 tués et 9 blessés.

Il en est ainsi dans tout le département, aussi bien en Beauce qu'en Sologne, dans le Gâtinais, dans la vallée de la Loire et dans le Giennois que dans la forêt d'Orléans. La guérilla est générale. […]

[20] Citons cette appréciation du général Eisenhower : « La marche de ces renforts fut rendue lente et hasardeuse par les efforts combinés des aviations alliées et des patriotes français. » (Rapport du général Eisenhower : *Les opérations en Europe des forces expéditionnaires alliées*, p. 74, Édition Charles Lavauzelle).

XIV. Les maquis de la forêt d'Orléans

[…]
Rapport du colonel O'Neill :
« J'ai été désigné comme Délégué Militaire Régional P2 en avril 1944 avec pour chefs F.F.I. : Mercier, pour le Loiret... Peu d'armes. Beaucoup d'éléments camouflés. Contacts avec M. de *Saint-Paul*, qui, heureusement, a dirigé entièrement les parachutages dans la région.
Les parachutages ont réussi à doses massives et ont permis l'armement à peu près complet des éléments volontaires. A partir de juin, les maquis organisés sont en pleine activité.
Dans le Loiret (zone Nord) trois gros maquis (Vitry, Lorris et Chambon) qui, par suite des attaques allemandes, se sont réunis en un seul, sous la forme d'un groupe-franc motorisé.
Dans cette partie du département, le commandant Charié a continué les opérations de destruction avec les équipes locales, tandis que le capitaine *Albert* (Passet) et le capitaine *Paul* (Grammont), sous mes ordres directs, faisaient des opérations de plus grande envergure sur les convois allemands et des opérations de nettoyage dans la région entre Lorris, Châteauneuf, Ouzouer-sur-Loire et Orléans. Ce même corps franc a participé, avec les éléments Leclerc, aux opérations de l'École militaire et de la Chambre des députés. Je signale en particulier l'activité du capitaine Albert, du capitaine *Paul*, du lieutenant Robert, du lieutenant *Albin* (Chalandon) du lieutenant Edmond, qui après deux blessures, a pris en mains la section d'Ouzouer, récupérant des éléments du maquis épars et a travaillé en liaison avec les troupes américaines pendant huit jours sans arrêt.
Le groupe *Colonna* (J.-L. Pagnon) et celui du lieutenant *Marc* (Labaye) ont travaillé sans arrêt au Sud de la Loire, dans la région d'Olivet et de Saint-Hilaire.
Le commandant *Sultan* (alias Thénard) commande le maquis de Sologne, fort de 250 hommes. N'a pas arrêté de faire le meilleur travail qui soit dans toute la région de Marcilly-en-Villette, Ménestreau et la Ferté-Saint-Aubin, faisant des prisonniers et capturant un matériel fort important. Je cite en première place l'attitude du commandant Sultan, chef de premier ordre.
Actuellement le commandant d'Aboville, qui était mon adjoint, a pris le commandement du secteur Loire, de Blois jusqu'à Gien, en liaison avec le colonel Bourgoin (des parachutistes).
En Eure-&-Loir, etc.
Orléans, le 2 septembre 1944
Le délégué militaire régional P2
Colonel O'Neill

[…]

http://chantran.vengeance.free.fr/

XX. La libération d'Orléans (16 août 1944)

[…]

F.F.I. et Américains

De leur côté les F.F.I. ne restent pas inactifs : le 10 août, le groupement Lebrun se prépare à faciliter l'avance américaine ; son chef le commandant Terreau confie une mission spéciale au capitaine Lebrun et au sous-lieutenant Gay ; ils doivent contacter à tout prix les Américains en marche du Mans à Orléans pour leur remettre un rapport secret sur la défense allemande au Nord et à l'Ouest d'Orléans. Partis le 10 d'Orléans, ces deux officiers gagnent le Mans par Cloyes et Saint-Calais, remplissent leur mission[21] et rentrent dans la nuit du 15 au 16, après avoir traversé de nouveau les lignes ennemies.

Cette formation F.F.I., qui comprenait 225 hommes sous le commandement du commandant Terreau, assisté du capitaine Lebrun et du sous-lieutenant Gay, avait été fondée au début de 1943 et divisée en quatre groupes, stationnés au Nord de la Loire ; ces groupes étaient en liaison avec la section des corps francs Vengeance de Saint-Péravy-la-Colombe, qui comptait un effectif de 25 hommes. Le 5e groupe, de 38 hommes, à Saint-Hilaire-Saint-Mesmin, sur la rive gauche de la Loire, sous le commandement du commandant Gentil et du capitaine Gonthier, avait quitté le groupement Lebrun pour adhérer au Front National le 2 août 1944.

[…] Pendant que les Allemands improvisaient la défense sommaire d'Orléans, que les F.F.I. se préparaient secrètement à aider les Américains, ceux-ci, partis du Mans, s'avançaient vers Orléans. Une interminable colonne blindée s'étirait sur la route du Mans à Orléans, envoyant des reconnaissances à gauche et à droite pour assurer sa sécurité, à Beaugency par exemple. Elle atteignit le département du Loiret le 15 par Charsonville. Prévenu par les messagers des F.F.I. que les défenses avancées d'Orléans étaient concentrées au carrefour d'Ormes et à la Madeleine, le commandement décida qu'une colonne, passant au Nord de la route du Mans, par Épieds, Tournoisis, Saint-Péravy-la-Colombe, aborderait Orléans par la route de Paris, à peu près dépourvue de défenses et que la colonne principale attaquerait de front les défenses allemandes du carrefour d'Ormes et, s'il était nécessaire, celles de la Madeleine de revers.

Nous suivrons successivement chacune de ces colonnes pendant les deux journées du 15 et du 16 août.

Le 15 août, l'extrême pointe allemande s'était arrêtée sur la route du Mans au carrefour de Bagatelle, entre Coulmiers et Bucy-Saint-Liphard : des camions patrouillaient sur la route entre ce carrefour et le village d'Ormes d'une part et ils poussèrent même quelques reconnaissances au Nord, en direction de Gémigny, d'autre part. Les troupes du groupe Lebrun, dissimulées dans les hameaux situés entre le café de Bagatelle (au carrefour), Coulmiers et Rozières, attendaient l'arrivée de l'Armée américaine qui fit sa jonction avec les F.F.I. à 16 heures. Un court engagement, auquel les F.F.I. prirent part avec les Américains, eut lieu au carrefour de la route de Meung à Patay et de celle du Mans à Orléans, près de Bagatelle : des camions allemands furent incendiés et des soldats tués ; les troupes ennemies se retirèrent presque aussitôt, laissant la route libre.

---

[21] Les Américains furent copieusement renseignés sur les défenses allemandes autour d'Orléans ; car, en dehors de la mission Lebrun, deux autres firent le voyage du Mans : Le capitaine Lebrun vit à la porte de l'État-Major au Mans, le capitaine de gendarmerie Menneteau ; celui-ci en effet fit le voyage du Mans pour apporter des renseignements militaires aux Allemands et reçut à Orléans le témoignage du général Sebrée, qu'Orléans avait été délivré huit jours avant la date fixée, grâce à sa liaison avec le général Patton. Enfin, on lit dans le n° du 11 novembre 1944 de *La République du Centre* : « Le commandant Bras-de-Fer a pu recueillir des témoignages précis sur les défenses allemandes, renseignements qu'il a fait transmettre par deux estafettes au commandement américain... ». Nous n'avons pu réunir une documentation plus précise sur ces deux dernières liaisons, mais nous savons que les deux estafettes du commandant Bras-de-Fer n'étaient pas celles du commandant Terreau.

Quatre blindés américains en reconnaissance traversent le village de Rozières, venant du carrefour de Bagatelle, touchent les fermes de Malmusse, et celle du Tertre, réduisent au silence plusieurs batteries de D.C.A. en bordure du camp de Bricy et descendent vers les Barres, pour y attendre la colonne qui est passée plus au Nord par Saint-Péravy et dont nous parlons plus loin.
Le commandant Terreau mit le groupement Lebrun qu'il commandait à la disposition des Alliés pour nettoyer la région, offre qui fut aussitôt acceptée. C'est ainsi que dans la nuit du 15 au 16, le groupe Riffault, sous le commandement du commandant Terreau, attaqua Gémigny, puis Saint-Sigismond, occupés par les Allemands et fit 14 prisonniers. Malgré l'énergique défense de leurs adversaires, les F.F.I. continuèrent à progresser vers le Nord en direction de Saint-Péravy-la-Colombe, au carrefour des routes de Patay et de Châteaudun où les Américains de la seconde colonne étaient parvenus le 15 août au soir.
Pendant ce temps, une reconnaissance de chars américains, partie du carrefour de Bagatelle, explore les bois de Malmusse, mais n'ose quitter les allées pour s'aventurer dans les bois occupés par les Allemands. Un F.F.I. du groupe Lebrun, qui les accompagne, Jeguzo, n'hésite pas à pénétrer seul dans les bois et ramène sept prisonniers, après avoir tué l'officier qui refusait de se rendre. Quel ne fut pas l'étonnement des Américains de le voir revenir précédé de sept hommes entièrement nus ! Car de peur qu'ils ne tentent de s'échapper, il avait obligé ses prisonniers à se déshabiller, or, ce F.F.I. n'avait sur lui que 5 cartouches au début de sa reconnaissance... mais une riche provision de cran et d'audace !
Pour gagner Orléans, il fallait d'abord détruire les canons qui défendaient le carrefour d'Ormes. Le commandant Terreau, ayant communiqué à l'État-Major américain le plan mis a jour des défenses allemandes, les Américains préparèrent une attaque du carrefour d'Ormes. Dès 7 heures du matin, le 16 août, des pièces d'artillerie américaine furent mises en batterie à Coulmiers et quelques avions de reconnaissance se posèrent sur un terrain d'atterrissage improvisé au Nord de la route du Mans, à 1.300 mètres à l'Ouest de Coulmiers. Les artilleurs américains, guidés par les avions, anéantirent rapidement les canons situés au Nord et à l'Est du carrefour d'Ormes ; il restait cependant la batterie située au Sud vers Orléans. Un char américain, faisant un crochet par un petit chemin, qui longe la voie ferrée sur sa face Ouest, la prit de flanc et, les artilleurs refusant de se rendre, tua 19 allemands et détruisit leurs pièces.
À 10 heures, la voie est libre vers Orléans ; mais il reste autour d'Ingré des détachements allemands, armés de mitrailleuses. Le capitaine Lebrun avait été chargé par les Américains d'attaquer un détachement embusqué à l'Ouest d'Ingré ; il traversa le bois de Bucy et le village de Sellières ; mais les pièces d'artillerie allemande qui occupaient le carrefour d'Ormes ayant été anéanties, des chars américains, devançant les F.F.I., gagnèrent rapidement le village de Champgelin et détruisirent le détachement ennemi. Pendant la journée du 16, les F.F.I. poursuivirent le nettoyage d'Ormes, Villeneuve-d'Ingré, Saint-Jean-de-la-Ruelle et firent 47 prisonniers. Le 17 août, une patrouille, commandée par Lasnier, est surprise par le feu d'une mitrailleuse ennemie venant de Champgelin. Le chef est blessé à la jambe droite et évacué par les Américains sur le poste de secours de Bucy ; néanmoins les Allemands se replient en emportant un des leurs qui est blessé.
Le carrefour d'Ormes dégagé, tandis que le gros de la colonne gagne la route de Paris par Saran, les blindés se dirigent vers Orléans par le faubourg Saint-Jean. Pour éviter le barrage élevé devant l'École Normale de filles, ils font un crochet par la Batte-d'Or, mais se heurtent à la barricade minée au carrefour de la Batte-d'Or et de la rue Basse-d'Ingré. Un Français, sous le commandement de M. Brech, en voulant démolir cette barricade, est tué par l'explosion d'une mine ; cependant les barricades sont rapidement démontées et les matériaux dispersés ; le convoi gagne Orléans dans la soirée et fait sa jonction avec l'autre colonne, arrivée par la route de Paris et entrée dans la ville vers 13 heures.

http://chantran.vengeance.free.fr/

Saint-Péravy

Nous revenons chronologiquement un peu en arrière et nous reprenons au 15 août cette seconde colonne qui quitta le gros de l'Armée Patton, à Charsonville, pour se diriger vers le Nord par Épieds, Tournoisis, Saint-Péravy-la-Colombe et tourner le carrefour d'Ormes par Coinces, les Barres (Gidy), Cercottes et Orléans, ne rencontrant de résistance que de la part de la garnison allemande de Bricy, isolée et désemparée.

En effet, les troupes allemandes du camp de Bricy, directement menacées par l'avance américaine, essayèrent de sauver leur matériel d'aviation dissimulé dans les bois de Malmusse, sur le territoire de la commune de Gémigny, et le transportèrent par camions le 15 août jusqu'à Patay. Environ 28 wagons furent chargés dans la journée ; mais l'incertitude qui régnait à Orléans et les alertes perpétuelles empêchèrent d'obtenir la locomotive nécessaire au départ du train ; les Allemands durent envisager la destruction de ces munitions et, de peur d'être surprise par les Américains, la garnison allemande de Patay partit à 17 heures en camions à Saint-Péravy. Or, entre temps l'avant-garde américaine venant d'Épieds par la route de Châteaudun fut aperçue par le chef du groupe de Résistance de Saint-Péravy, M. Henri Jullien, qui était de garde pendant que ses hommes se reposaient ; il les alerta et se porta avec eux au-devant d'une jeep sanitaire venue en éclaireur.

Après s'être assurée qu'aucun Allemand n'occupait le village, la colonne se mit en marche, traversa Saint-Péravy vers 16h30 et se dirigea vers Coinces ; mais à un kilomètre du village, les chars se mirent en position pour attaquer au canon une batterie de D.C.A. allemande composée de trois pièces de 47 et d'une pièce de 25, située auprès du hameau de Saumery ; dès les premiers coups, les boches se retirèrent, laissant sur place leurs pièces, après avoir déposé des mines dans les culasses. Ce premier convoi américain, composé de 5 à 6 chars *Shermann*, suivis d'autos à chenilles, armées de mitrailleuses, prit la direction de Coinces, mais, avant d'arriver au village, tourna à droite par Sennelay et rejoignit la route de Châteaudun à Orléans. Une heure plus tard, tandis qu'un second convoi américain stationnait sur la place de Saint-Péravy, les Allemands arrivèrent de Patay, précédés par une quarantaine de soldats déployés en tirailleurs, à la sortie ; d'un bois de sapins et se dirigeant vers le village. Un jeune homme qui se précipita pour y donner l'alarme fut tué net sur la route très découverte à cet endroit. Mais l'avant-garde allemande fut dépassée par un camion et une remorque chargés de soldats, qui tombèrent dans le village sur le convoi allié. Trois autos blindées ouvrirent le feu sur les Allemands, qui se réfugièrent dans les maisons, où les F.F.I. les pourchassèrent jusque sous les lits. Le bilan de cette échauffourée se soldait pour les Allemands par 8 morts, 13 blessés, dont deux décédèrent dans la nuit, et 13 prisonniers.

Il n'était resté à Patay que quelques soldats chargés de faire sauter les munitions entreposées à l'hospice et dans le train. Deux soldats autrichiens, dont l'un parlait correctement le français, alertèrent la population, dont la plus grande partie eut le temps de se sauver dans les champs. Par suite d'une coupure, l'explosion qui devait être provoquée électriquement, fut commandée à la gare par des cordeaux Bickford, mais un violent orage, accompagné d'une pluie torrentielle, en humidifiant les mèches, empêcha une explosion massive du train, et c'est seulement vers 21h30 que se produisit la première explosion, suivie de 13 autres. La ville de Patay en a terriblement souffert ; les vitres volèrent en éclats, les toitures furent soufflées et les dégâts importants.

La forte colonne, passée par Saint-Péravy-la-Colombe prit la route de Châteaudun à Orléans, après un crochet vers Coinces et Sennelay, et campa pendant la nuit du 15 au 16 dans la plaine au Sud du village des Barres, avec la reconnaissance venue du carrefour de Bagatelle par Rozières, qu'elle rejoignit à 20h30. Pendant la nuit, quelques explosions insignifiantes détruisirent des dépôts de munitions ; toutes les pistes d'envol du camp de Bricy étaient minées, mais elles n'explosèrent pas.

http://chantran.vengeance.free.fr/

La tête de la colonne américaine, venue par Épieds et Saint-Péravy, prit le 16 août dès le matin la route de Cercottes, en passant à proximité de Gidy, pour gagner la route de Paris à Orléans qu'elle atteignit à 11 heures ; elle fit sa jonction avec la colonne principale venue d'Ormes par Saran et s'arrêta vers midi à l'extrémité Nord des Aydes. Deux motocyclistes allemands, envoyés en reconnaissance, tombèrent sur la colonne américaine près du monument commémoratif de 1871 et furent tués avant d'avoir pu faire demi-tour. Vers 13 heures, les troupes américaines reprirent leur marche vers Orléans, guidées par des habitants du faubourg Bannier qui les aidèrent à éviter les mines disposées devant le dépôt des tramways, près du pont Bannier.

Libération d'Orléans

Vers 14 heures, les Américains arrivent ainsi place Gambetta ; une autochenille allemande essaye de leur barrer la route ; mais un tank s'approche, lui envoie quelques coups, et le véhicule est détruit, ses occupants carbonisés. Le convoi s'engage rue delà Bretonnerie ; des agents de police résistants enlèvent les chevaux de frise qui défendent le Quartier général, occupé jusque-là par un général allemand, et l'avant-garde arrive place de l'Étape quelques minutes après le départ d'une patrouille allemande qui avait gagné la place du Martroi par la rue d'Escures.
Deux colonnes de soldats, l'arme à la main, longent silencieusement les trottoirs de la place de l'Étape ; car leurs semelles de caoutchouc évitent tout bruit. Les éclaireurs sont bientôt suivis de jeeps, puis d'auto-mitrailleuses, enfin de chars. Le capitaine commandant l'unité de tête arrête sa voiture sur la place face à la mairie, et donne ses ordres par radio. Le docteur Simonin, maire d'Orléans, qui venait d'arriver à son cabinet, se présente à lui, et attire son attention sur l'importance du pont Royal qui est miné ; insiste pour que le commandement américain s'oppose à sa destruction qui aurait des conséquences graves pour la vie de la cité et son alimentation en eau potable. L'officier note sur une carte la disposition des mines dans les piles du pont et l'emplacement des pièces d'artillerie et des armes automatiques qui en défendent l'accès. Le maire signale également à Saint-Loup la présence d'un détachement d'aviation décidé à se défendre.
La colonne reprend sa marche de chaque côté de la cathédrale et arrive par la rue Pothier à la Préfecture, où des officiers supérieurs prennent contact avec le Secrétaire Général. À 15h30, la foule, se groupant de plus en plus dense sur la place de l'Étape, réclame des drapeaux sur la façade de la mairie.
À 16h15, un cortège précédé du drapeau tricolore et composé des prisonniers français de l'hôpital Saint-Marc, qui encadrent sac au dos et le fusil sur l'épaule, leurs gardiens boches, se dirigent vers la mairie.
À 16h30, le drapeau tricolore est hissé à l'hôtel-de-ville et un écusson portant tous les drapeaux alliés est placé au-dessus du perron, pendant que la foule enthousiasmée chante la Marseillaise. À la même heure, M. Mars, commissaire de la République, prend possession de la Préfecture.

La foule

Mais les Boches se cramponnent encore, non seulement à Saint-Marceau, mais aux quais de la rive droite. Dans l'ivresse de la Libération, des armes, abandonnées à la *feldkommandantur* sont distribuées sans discernement à tous les « volontaires » qui se présentent. Armés de fusils, de mousquetons, de mitraillettes, trop d'entre eux tiraillent au hasard, non sans danger pour la population, on voit même des enfants de 14 ans porteurs de fusils trop encombrants pour leur petite taille. Après avoir pourchassé les derniers Boches, ces combattants de la onzième heure se répandent en ville et arrêtent arbitrairement leurs ennemis personnels, avec les collaborateurs et les suspects. Le poste de police de la mairie est vite encombré de ces prisonniers qui arrivent de tous côtés et contre qui la foule irresponsable s'acharne. Le commissaire central aidé de quelques agents, et le maire d'Orléans arrachent l'ex-commissaire Rossignol à un corse, le torse

http://chantran.vengeance.free.fr/

nu, qui, brandissant un fusil et un revolver, veut procéder à une exécution sommaire, et ils le font emprisonner pour le livrer plus tard à la Justice[22]. […]

http://chantran.vengeance.free.fr/

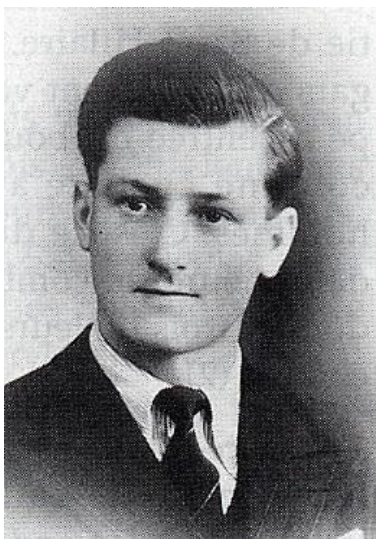
[22] Quand les collaborateurs étaient arrêtés par les F.F.I., ils étaient traités avec moins de brutalité et de partialité que lorsqu'ils étaient livrés à la foule. […]

XXI. Les derniers combats sur la rive gauche de la Loire

[…] Au centre du dispositif, le groupe d'Olivet se heurta sur la route nationale, à l'entrée de Mareau, à une colonne cycliste de S.S. venant de Cléry et évaluée à 150 hommes ; c'était l'avant-garde de la division envoyée au secours d'Orléans. Un combat à un contre dix est engagé. Les Français disposent de deux F.M. servis par deux hommes particulièrement courageux, dont l'un est un spécialiste du F.M., Pierre Ferrand, parce que pendant la guerre de 1939 il a dirigé en qualité d'adjudant un groupe de cette arme. Ayant bien placé leur fusil, ils arrêtent par un feu nourri les premières tentatives d'avance ; une fois repérés, ils essuyent un feu d'autant plus intense, qu'il fallait les neutraliser avant de songer à déborder le groupe F.F.I. « Pierre Ferrand, qui se trouvait à deux mètres de moi, écrit un des combattants M. Hervé, un cheminot qui a pris le maquis, répondait avec la même précision que s'il eut été à l'exercice, et à aucun moment le tic-tac de son arme ne faiblit. C'est alors que sur un ordre de l'officier allemand, nos adversaires se mirent à nous arroser de grenades et mirent en ligne deux mortiers ; le combat durait depuis 20 minutes. Après avoir manœuvré sous les ordres de son chef (Marc Labaye), la formation avait enfin réussi à se replier, mais l'aile gauche devait couvrir ce mouvement ; c'est à Ferrand et aux deux ou trois qui étions là, qu'incombait cette tâche. À ce moment, les explosions de grenades se faisaient denses et leur tir était plus précis. Une grenade tombant dans notre groupe blessa trois des nôtres, et tua Ferrand. Le repli de ces derniers défenseurs se fit rapidement et en bon ordre par les vignes, qui nous permirent d'échapper à la vue des Boches, ceux-ci ne pouvant plus nous situer exactement.
Le combat avait duré plus d'une heure, et le repli du détachement ne put se faire que grâce à la courageuse défense et à l'héroïque sacrifice de nos deux fusils-mitrailleurs Pierre Ferrand et Gérard Vinauger qui, confiants dans la valeur de leur arme, ont couvert le décrochage de leurs camarades et se sont fait tuer à leur poste de combat. »
Les pertes de l'ennemi ont été évaluées à une trentaine d'hommes.

Pierre Ferrand

Gérard Vinauger


Daniel Hivet

http://chantran.vengeance.free.fr/

XXII. Libération de Pithiviers, Gien et Montargis

[…]

Arrestation des traîtres

Dès le 10 août, les Allemands, occupant Gien, préparent leur déménagement et le départ de leurs collaborateurs français, les trop fameux Moulet et Chevassus qui ont fait trembler si longtemps la ville, mais la Résistance n'entend pas les laisser partir paisiblement et projette de les enlever, afin d'obtenir d'eux les noms de leurs indicateurs.
Le 12 août, dès le matin, trois équipes du maquis prennent position aux abords de la maison isolée qu'ils habitent, en se camouflant en automobilistes occupes à dépanner leur voiture et en cantonniers balayant la rue. Un peu avant huit heures, Chevassus part à bicyclette ; les automobilistes, qui simulaient une panne, se jettent sur lui ; Bill, un aviateur américain recueilli par le maquis, lui assène un coup de clé à molette avec tant de précision que Chevassus étourdi est embarqué sans connaissance dans la voiture qui prend aussitôt la direction du maquis sur la rive gauche de la Loire.
Les voisins, comprenant la manœuvre, suivent avec intérêt la suite de l'opération et encouragent les maquisards. Pour éviter une attente qui entraînerait un retard dangereux pour les assaillants, il est décidé que Decherit, connu de Moulet et passant à ses yeux comme sympathisant du P.P.F., entrerait dans la maison et présenterait son camarade Robichon que Moulet ne connaissait pas, comme un nouvel inspecteur de police. Ils entrent en effet tous les deux sans éveiller la méfiance de Moulet. Robichon, à peine présenté, ceinture le traître. Un signe de Decherit et l'auto s'approche de la maison. Moulet est embarqué à son tour et la voiture passe immédiatement la Loire sans incident. L'expédition minutieusement préparée et dirigée par le capitaine Demairé, a parfaitement réussi. Les prisonniers sont interrogés dans l'après-midi : malgré quelques coups de nerf de bœuf bien appliqués, Moulet plus arrogant que Chevassus, ne livre que quelques noms de lampistes. Les deux traîtres attendirent la libération du département dans un toit à porcs, le cou attaché à une chaîne cadenassée et dont l'autre extrémité était solidement fixée au mur. La porte ouverte leur permettait de contempler avec étonnement la vie du maquis.

Bildstein

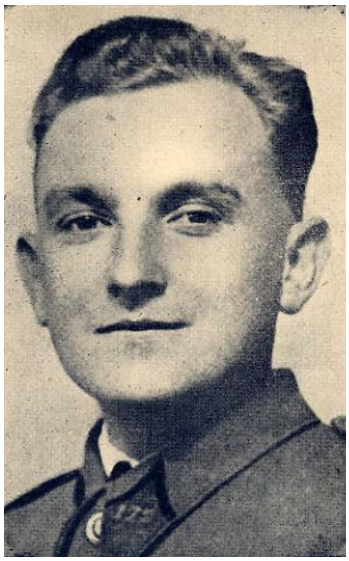
Le 18 août, Bildstein en patrouille avec deux voitures tombe dans une embuscade ennemie entre Poilly et Saint-Gondon. Il est tué avec trois de ses camarades. Ce désastre augmente encore l'esprit offensif des maquisards, mais leur chef, craignant des représailles sur la population, doit refréner leur ardeur et attendre un moment plus favorable pour attaquer. Car les Américains, arrêtés à 10 km de Gien, craignent une offensive des chars allemands concentrés au camp de Bois Damblay.

Libération de Gien

Cependant, le 20 août, le groupe de Résistance de Gien occupe le camp de chars à 6 kilomètres de Gien ; le capitaine Demairé y envoie alors un groupe de maquisards pour renforcer la protection du camp et remettre en marche le plus grand nombre de chars. Le 22 août à 19 heures, les Allemands font sauter le pont de Gien sur la Loire : c'est le signe évident de leur départ prochain. Le capitaine Demairé fait passer la Loire en barques à ses hommes pendant la nuit, rejoint à Arrabloy les chars remis en état de marche et, à la fin de la nuit, les chars allemands, conduits par des maquisards, font leur entrée dans Gien, que les Boches viennent d'évacuer. Gien était libéré sans un coup de feu par les Français seuls !
Le capitaine Demairé se rendit dans l'après-midi aux Bordes, auprès du P. C. du colonel américain, qui commandait l'unité en marche vers Gien, pour lui annoncer la Libération de

http://chantran.vengeance.free.fr/

Gien et l'inviter à pénétrer dans la ville. Le colonel félicita chaudement les F.F.I. de cet exploit, qui libérait définitivement le Giennois, après quatre ans d'occupation.


Ernest Bildstein

http://chantran.vengeance.free.fr/

Documents consultés

Chapitres VI et VII.

Dossier de Claude Lerude :

- Biographie écrite par sa mère ; lettres de Claude à sa mère pendant son internement ; note de Fontana et Changeux, de Robert Taureau, René et Guy Faucheux, René Alexis.
- Lettre de Mme Lerude sur la visite de Maindreville le 16 janvier.
- Billet de Claude écrit en prison et explications du commandant d'HautefeuilIe, Robert Taureau, Thénard et de Mme Lerude.

Histoire générale du mouvement Vengeance :

- Rapport de février 1944 et pièces annexes provenant des archives du général Delmas.

Histoire de Vengeance dans le Loiret :

- Rapport d'activité des groupes de Vengeance sous les ordres du capitaine Colonna (1945).
- Rapports du lieutenant Guyot (alias *Gauthier*), du capitaine Jean, de Bernard Cognet, de Robert Taureau, du commandant Thénard, du capitaine Bertrand (Pithiviers), de Duvillard (centre d'Arnouville), de Gorin (la Ferté-Saint-Aubin), de l'adjudant Fontana (sapeurs-pompiers), du capitaine Jean (Saint-Jean-de-Braye), du capitaine Gauthier (Ateliers d'Orléans).
- Lettres du colonel Chavane de Dalmassy, d'Adrien Guyot, du lieutenant Rannou, de Boiteaux, Ronceray.
- Déclarations de MM. Georges Siriex, René et Guy Faucheux, etc.

http://chantran.vengeance.free.fr/